

LIRE, C'EST S'INSTRUIRE



GILLES LANDRY
PROPRIÉTAIRE
TEL.: 233-3407

Paraît depuis 1913

Tirage: 12 000

LA LIBERTÉ



LEGISLATIVE LIBRARY
200 VAUGHAN ST.
WINNIPEG, MAN.
R3C 1T5

Vol. 65 No 46 SAINT-BONIFACE JEUDI 23 MARS 1978

47

Georges Forest, candidat à la présidence de la SFM

POUR DES OPTIONS DIFFÉRENTES

M. Georges Forest a déclaré qu'il posera sa candidature au poste de président de la SFM, le 9 avril prochain. En effet, M. Léo Dufault, qui siège au comité de l'affaire Forest, a souligné que quatre ou cinq personnes qui veulent garder l'anonymat, ont demandé à M. Forest de se présenter comme candidat à l'élection.

D'autre part, Georges Forest a précisé que plus de 150 personnes ont offert leur support vis-à-vis sa candidature afin de voir offrir des options différentes. "Il faudra entamer la discussion sur l'orientation que veut prendre la SFM, a déclaré M. Forest. Nous devons rallier tous ceux qui s'intéressent à la francophonie, allant des francophones impliqués aux anglophones sympathiques à la cause. On retrouve un certain esprit francophone durant le Festival du Voyageur et ce même esprit doit être présent lors de l'assemblée annuelle et durant

toute l'année. Il nous faut aussi redonner confiance aux francophones en établissant un lien entre ces derniers et la SFM. Ce lien n'existe que peu à l'heure actuelle. C'est pour cette raison que les Canadiens-français de partout se tiraillent entre eux et ne semblent pas s'identifier à la Société".

"J'aimerais qu'on ajourne à cet automne le congrès du 9 avril, afin de poursuivre durant trois jours la discussion qui traite d'une politique pour l'avenir".

La SFM n'aurait pas, selon Léo Dufault, appuyé au maximum le dossier Forest. "Ses intentions ont été bonnes en l'appuyant moralement et un peu financièrement mais par contre, la SFM plaçait le dossier Forest au neuvième rang dans ses priorités. Le comité voulait voir le dossier occuper la troisième ou quatrième place en ordre d'importance".

Par ailleurs, M. André Fréchette, le président de la SFM, qui briguera à nouveau la présidence, s'est dit heureux d'apprendre que quelqu'un d'autre se présentait comme candidat. "Tant mieux, il y aura une élection".

"Si j'en sors vainqueur, je compte poursuivre les dossiers actuels de la Société. On prévoit aussi mettre l'accent sur la restructuration, c'est-à-dire susciter la communication entre les communautés et la Société. Ce lien a déjà été établi entre la SFM et les communautés de LaBroquerie et de Saint-Adolphe".

Pour ce qui est de l'autofinancement de la SFM, M. Fréchette a affirmé qu'un projet sera présenté lors de l'assemblée annuelle. Il prévoit aussi s'étendre sur le développement socio-économique. "Des informations pertinentes concernant le développement socio-économique ressortiront sûrement durant l'assemblée".

Marc Labelle

LE RÔLE DU BUREAU DE L'ÉDUCATION FRANÇAISE DIMINUÉ?

Voir page 3

LE CONSEIL JUVENESSE PROVINCIAL AVANT SON ASSEMBLÉE ANNUELLE.

VOIR PAGE 3



Avec Pâques, on dirait que le printemps tant attendu arrive....

Message aux employeurs

à la recherche de commis de bureau, sténodactylos, aide-comptables, secrétaires de direction, secrétaires-comptables

... ADRESSEZ-VOUS AU
COLLÈGE COMMUNAUTAIRE
DE SAINT-BONIFACE

Collège
Universitaire
de
Saint-
Boniface



idées

lettres à LA LIBERTÉ

Nous publions cette semaine quelques lettres (sans fautes), qui nous sont parvenues à la suite du concours numéro 1 "Chassez les fôtes":

La palme de l'originalité revient au professeur Antoine Gaborieau qui a relevé, outre les fautes, la petite astuce du correcteur, qui avait annoncé que si une lettre de plus de 47 fautes arrivait à LA LIBERTÉ, il offrirait à son expéditeur un cadeau. Notre correcteur a affirmé qu'il serait beau joueur et entrerait en communication avec M. Gaborieau.

Voici donc la lettre remplie de fautes que le professeur a eu le courage d'écrire.

Cher Monsieur,

Dans votre journal du 9 mars dernier, vous lancez un défi à vos lecteurs. Vous précisez que si une lettre de plus de 47 fautes arrivait à LA LIBERTÉ, vous offririez à cette personne un cadeau. Pour relever un tel défi, il ne faut pas être d'âge maternelle. Je suis sûr que plusieurs lecteurs des provinces de l'ouest voudront participer à votre concours, y compris la LFC qui vient d'avoir leur congrès, ainsi que les chiropracticiens de tous nos centres chiropratiques du Blvd. Provencher, sans oublier les intervieweurs de Radio-Canada qui doivent posséder une certaine compétence et dont les traitements sont actuellement à négocier, et qui pourra(ient) être appelé(s) d'ici le 1 avril à être bilingues de préférence. Vous aurez ainsi tout dont vous avez besoin. Il ne faut pas oublier les lecteurs du chemin St. Anne, même si tu n'a pas leur casier postal. Personne ne t'a donné leur adresse?

Je voulais vous remercier pour la bonne recette de choux farci qui nous a aidé à préparer un bon repas. C'est un met délicieux. Cette recette a servi d'entrée lors d'un banquet au Winnipeg Inn. Il faut cuire ces choux dans un poêlon assez large pour les darder de saumon filonnet côté à côté. J'ai mis ces choux dans un cour-bouillon fait de 8 oz. de pécan, du poivre de cayenne, enfin de tout ce qui m'est tombé sous la main tel que les petits fruits sauvages et les noix des plaines de l'ouest, le tout chouchoué dans du pécan. Tout cela fait parti du met savoureux qui gèle dans le puit alors qu'on assiste impuissants à sa décomposition. Le lecteur peu tout-de-même, par la porte entre ouverte essayer de le manger avec des rôtis. Deux mois de recherches ont abouties à ce succès. Ce mets coûte très cher. Le paiement pourrait donc se faire par

acompte provisionnels. Il ne faut pas oublier de remercier "bb" pour son ex ellente critique au sujet d'un spectacle présenté au Collège. Enfin de lonesco, disait la publicité qui annonçait deux des pièces de théâtre du maître de l'absurde. Contrairement à ce qu'affirme notre journaliste, les responsables n'ont pas jugé utile d'introduire lonesco. Ils ont préféré le présenter. On peut dire que monsieur "bb" s'est assez bien acquité de sa tâche, presque aussi bien que les comédiens de leur rôles. Le soleil se levera encore demain.

Je m'arrête car j'ai l'impression d'avoir déjà commis quelques cinquantes erreurs, une lettre suffisamment longue pour me mériter le cadeau promis. Je m'attends à recevoir quelques mille dollars. Quelques 800 lecteurs voudront bien s'amuser un peu avec nous. Qui ne commet pas d'erreurs?

Antoine Gaborieau

N.B. Sauf erreur, toutes les expressions soulignées proviennent telles quelles de LA LIBERTÉ du 9 mars 1978.

(Monsieur le correcteur: J'ai voulu m'amuser. A vous de juger si cette lettre doit être publiée. Si elle devait offenser quelqu'un, je serais le premier à vous demander de la jeter au panier.)

La gagnante

Vous avez trouvé les fôtes

Cher Monsieur,

J'ai bien lu votre invitation à vous adresser nos trouvailles orthographiques dans le dernier numéro du journal. Je le fais avec beaucoup de compréhension et de délicatesse car je n'ignore pas la tâche qui vous incombe à la rédaction du journal. Les textes que vous recevez exigent peut-être plus d'attention au Manitoba qu'ailleurs. Par contre, je pourrais me livrer au même petit exercice dans le journal Le Devoir et obtenir le même résultat. Des fautes se glissent ici et là à notre insu car il y a des mille signes à surveiller et des centaines de règles de grammaire à mettre en pratique.

Vous trouverez donc ci-inclus une liste d'une cinquantaine de fautes que j'ai retracées sans difficulté.

Encore une fois, croyez bien que je le fais dans un esprit de coopération et non pas dans un esprit de dénigrement et de critique.

Je vous félicite de votre bon travail et je vous prie de le continuer sans trop vous laisser abattre par des reproches. Il faut se dire: "J'ai fait cinquante fautes mais j'en ai corrigé des centaines et des centaines et personne ne le sait".

Veillez agréer, cher monsieur, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Annette Saint-Pierre



Monsieur:

Votre suggestion de "chasser les fôtes" m'a bien amusé! Depuis toujours, les coquilles et les fautes de français m'ont sauté aux yeux: déformation professionnelle. Je fus dans un passé lointain, correctrice d'épreuves...

En voici donc quelques-unes relevées au premier coup d'oeil: (suit une liste d'une quinzaine de fautes).

...Et voilà! Mais quelle importance peut avoir une douzaine de petites "fôtes"?

dans tout l'ensemble du journal! Avec un peu d'humour, ça passe très bien!

J'en profite pour vous féliciter de la bonne tenue de votre hebdo, dont je suis une lectrice très fidèle et... très ancienne.

Sincèrement,

[Mme] Marie-J. Monnin
285, Dumoulin

Clin d'oeil

SI LE CORRECTEUR
A DÉCIDÉ DE
METTRE DES LUNETTES,
ET BIEN MOI
AUSSI!!!



Cher ami,

Mes félicitations pour votre souci de toujours mieux faire. Voici donc ma collaboration. Je vous envoie le dernier numéro de LA LIBERTÉ en indiquant,

soit en bleu, soit en rouge (les plus importantes fautes, telles que: Mets, Puits, Pemmican, etc.) uniquement en vue d'une saine collaboration. Ayant corrigé les textes de LA LIBERTÉ pendant 10 ans, je me dois d'être bien indulgent vis-à-vis ces erreurs ou oublis malgré la meilleure volonté de n'en laisser aucune.

Avec mes meilleurs vœux de succès dans votre intéressant travail, je suis

vosre tout dévoué

Fr. Roméo Cloutier, omi

Sœur Héliène Chaput est la gagnante du concours numéro 1 "Chassez les fôtes". Elle recevra un livre offert gracieusement par M. René Luquet, responsable du Service culturel français pour les provinces de l'Ouest (66A, Polo Park

Shopping Centre). Vous êtes toujours intéressés à chasser les fautes dans LA LIBERTÉ? Pour le concours numéro 3, il faudrait que les incorrections de français que vous avez relevées nous parviennent au plus tard le 31 mars.

LA LIBERTÉ

Journal hebdomadaire publié le jeudi par Presse-Ouest, limitée, au service des 12,000 foyers du Manitoba français.

Membre de la M.W.N.A. et des Hebdo régionaux.

GÉRANCE: Claude Gagné

JOURNALISTE: Marc Labelle

JOURNALISTE COOPÉRANT: Bernard Bocquel

COMPOSITION TYPOGRAPHIQUE: Diane Gagnon, Lorraine Sabo.

MONTAGE: Gérard Gagné

SERVICE DES ANNONCES COMMERCIALES: Claude Gagné

SECRÉTARIAT: Régina Leclerc, Odette Guyot

Toute correspondance doit être adressée à LA LIBERTÉ. Case postale 96, Saint-Boniface, Manitoba, R2H 3B4. Au téléphone: 247-4823.

L'abonnement annuel coûte: \$15.00

LA LIBERTÉ est imprimée sur les presses de Kingdon Printing (1974) Ltd., 807, rue Erin, Winnipeg, Manitoba R3G 2W2.

Enregistrée comme courrier de deuxième classe: no 0477.

Billet

Tout le monde n'a pas aimé "Les manigances d'une bru", pièce écrite par deux auteurs franco-manitobains qui voulaient surtout coller le plus possible à la réalité de tous les jours. Encore que la pièce connaît un grand

Réalité

succès dans l'ensemble. Il paraît que certaines scènes étaient trop crues, que dans le fond les Franco-Manitobains ne pouvaient pas être comme ils apparaissent dans "Les manigances d'une bru."

Bah! Pour ceux qui pensent que les Franco-Manitobains ne sont pas à l'image des personnages de la comédie, ils peuvent toujours se consoler en disant qu'après tout, ce n'était que du théâtre.

bb

actualités

CONSEIL JEUNESSE PROVINCIAL

"Il faut que ça soit le fun"

"Notre organisation, à la base, est très défectueuse. On n'est pas organisé dans les écoles et dans les centres où il y a des jeunes. Il faut faire un travail d'organisation, rendre le Conseil plus près de la population, donner une nouvelle image. Sinon le CJP ne progressera pas." C'est sans doute pour ces multiples raisons évoquées par le nouveau directeur du Conseil jeunesse provincial, M. Jean-Pierre Dubé, qu'un stage de formation auquel ont participé 30 jeunes représentant les écoles secondaires, le CUSB et les jeunes travailleurs a eu lieu la fin de semaine dernière, à Sainte-Anne-des-Chênes.

Les résultats de ce colloque durant lequel les responsables du CJP ont essentiellement mis l'accent sur l'information, l'animation, et la formulation de plans d'action, sont difficiles à évaluer.

Dans l'état actuel une chose est certaine: les animateurs du CJP sentent le besoin de planifier plus nettement leurs actions. Quelques objectifs concrets ont déjà été formulés. Deux projets d'été: un journal et la mise sur pied d'une programmation pour le poste de télévision communautaire. D'autre part, un projet pilote pour la formation des jeunes a été proposé. Il consisterait en cinq stages à raison d'un tous les deux mois, échelonnés sur une année scolaire.

LIEU

Le CJP en voulant se présenter comme un lien entre les écoles et les artistes, grâce à son projet de diffusion culturelle pour les écoles, peut ainsi offrir non seulement un service mais se donner aussi les moyens de faire un pas concret en direction de l'autofinancement. En effet, si l'on prend un exemple concret: la tournée d'un artiste dans les écoles pour-

rait coûter \$30,000 au CJP et amener un revenu de \$40,000.

Mais bien entendu, parler d'autofinancement de l'organisme est un rêve qui semble encore bien lointain. Le CJP table surtout sur les subventions du gouvernement fédéral. Vraisemblablement, les responsables demanderont un octroi au gouvernement fédéral de l'ordre de \$125,000 pour l'année financière qui commence le 1er avril. Pour l'année financière qui s'achève, la subvention fédérale a été d'un montant de \$45,000. Ajoutons à cela un octroi provincial d'environ \$5,000, ainsi que d'autres sommes octroyées pour divers projets comme le stage de formation de l'an passé.

JOUER

Pour inciter la participation des jeunes, les responsables du CJP partent du principe que pour obtenir une participation active il faut que ce soit le fun. Dans ce sens, Jean-Pierre Dubé a souligné que l'Assemblée annuelle du CJP, qui est d'habitude très sérieuse, serait cette année jouée plutôt qu'endurée. Le thème de l'assemblée sera "Ta barouette", une référence explicite au coup d'éclat du CJP sur l'unité canadienne devant la Commission Pépin-Roberts lors de son passage, dernièrement, à Winnipeg. On se souvient que les jeunes avaient présenté, sans commentaires aux membres de la Commission, une broquette dans laquelle on avait déposé des documents relatifs à la francophonie.

La thème "Ta barouette" semble rendre le directeur du CJP optimiste quant à la participation des jeunes, le 9 avril: Il compte sur la participation de 400 personnes. Notons au passage que la clientèle potentielle du CJP est d'environ 6,000 jeunes. Or, seulement 100 sont membres actifs du Conseil.

bb/ml

CHANGEMENTS AU BEF?

La recommandation faite par la Commission Spivak de rétrograder M. Raymond Hébert, actuel sous-ministre adjoint responsable de l'éducation de langue française au BEF, au poste de simple directeur, n'est pas un fait accompli. En effet, M. Camille LeGall, président des Commissaires des écoles de langue française, a expliqué lors d'une entrevue téléphonique accordée à *La Liberté* que "c'était seulement une recommandation faite par la Commission. Ce n'est pas du tout la politique du gouvernement Lyon. Si cette recommandation devenait une politique du gouvernement, et bien, ce serait une surprise puisqu'on nous a promis le statu quo. Pour ce qui est du Bureau de l'éducation française, il n'est pas question de faire des changements car lorsque nous avons rencontré M. Lyon, il y a environ un mois,

il nous avait promis de ne pas toucher au BEF. Si jamais ça se faisait, il y aurait une réaction très forte de la part des francophones."

"M. Lyon sera présent à l'assemblée annuelle de la SFM le 9 avril, et je suis certain qu'il nous dira exactement ce qu'il compte faire, a souligné M. Guy Cloutier, président de la Fédération provinciale des comités de parents. Selon mes connaissances, tous les budgets du BEF ont été acceptés par le Cabinet, et une fois que cela est fait, on ne peut plus faire de coupures. Par ailleurs, le ministre de l'Éducation, M. Keith Cosens, a dit qu'il n'y avait rien de planifié concernant les changements. Mais il paraît qu'on veut réviser l'Acte scolaire. Il ne faut pas oublier qu'ils sont au pouvoir et qu'ils vont faire ce qu'ils veulent."

Une subvention pour le musée de Saint-Boniface

M. John Roberts, Secrétaire d'Etat, a annoncé qu'une subvention de \$5,700 a été octroyée au musée de Saint-Boniface, dans le cadre du programme d'appui pour les activités spéciales. La subvention est accordée à la suite d'une recommandation des membres du Conseil d'administration des Musées nationaux du Canada.

Cette aide financière permet au musée de monter une exposition représentant les Métis durant les années 1860. Cette exposition, qui comporte d'authentiques démonstrations telles la cuisson du "bannock", le tissage, la couture, le crochet et la fabrication d'avions et de raquettes, a eu lieu du 12 février au 10 mars 1978.

Le programme d'appui pour les activités spéciales, l'un des cinq programmes d'appui des musées nationaux du Canada, fournit une aide financière et technique pour des projets spéciaux tels que des expositions itinérantes et temporaires, des événements spéciaux et des activités innovatrices et expérimentales. Le but principal des programmes d'appui des musées est de permettre aux musées, aux galeries d'art, aux centres d'exposition et aux autres institutions muséales de mieux sauvegarder le patrimoine culturel national et de rendre ce patrimoine plus accessible à la population.

Je vais aller à l'atelier économique, comme ça je saurai comment investir....

A moins que j'aille à l'atelier sur l'éducation. Avec tous nos problèmes dans ce domaine, plus on en sait, mieux on se porte.

Oui, mais l'atelier politique risque de devenir le plus passionnant: question Forest, et comment utiliser la SFM, le bras politique?

Oui, mais il reste que l'atelier culturel va être des plus intéressants: on va parler du Centre culturel franco-manitobain, avec un gros point d'interrogation.

Sans compter qu'il reste l'atelier social et communautaire. Tiens! Le rôle de l'Eglise dans la communauté francophone en 1978? Il faudrait que j'y aille aussi.

Il ne reste plus qu'une solution: Jean va à l'atelier culturel, Marie à l'atelier social et communautaire, Léon à l'atelier sur l'éducation, Maurice à l'atelier économique et moi je vais à l'atelier politique. C'est beau d'avoir des enfants!



ET RAPPELEZ-VOUS QUE VOUS POUVEZ PASSER LA FIN DE SEMAINE AU HOLIDAY INN POUR LE PRIX MODIQUE DE \$29.95. VOUS POUVEZ VOUS INSTALLER DANS VOTRE CHAMBRE DÈS LE SAMEDI MATIN, LE 8 AVRIL, À 9 H. NATURELLEMENT, TOUT LE CONFORT DE L'HÔTEL: PISCINE CHAUFFÉE, SAUNA, RESTAURANT, SALLES DE FILMS EST À VOTRE DISPOSITION. CECI VOUS PERMETTRAIT D'ASSISTER À LA SOIRÉE DU 10^e ANNIVERSAIRE DE LA SFM!

en bref

PAS DE CANDIDATS DE LA FFHQ

Comme on pouvait s'y attendre, la Fédération des francophones hors Québec a annoncé qu'elle ne présenterait pas de candidats lors des prochaines élections fédérales. Par contre, elle cherchera à obtenir des déclarations de principes fermes de la part des candidats en faveur des droits linguistiques des francophones.



LIAISON - M. Bernard J. Finestone, président de liaison (le Comité de groupes oeuvrant pour le Québec et le Canada) donnera une conférence le jeudi 30 mars à 12 h 30 à l'université de Winnipeg. M. Finestone parlera de la similitude qui existe entre la situation des Franco-Manitobains et celle des Anglo-Québécois ainsi que de la possibilité d'établir un plus grand lien de communication entre les francophones et les anglophones du pays.

M. B.J. Finestone donnera, la même journée à 11 h, une conférence de presse qui se tiendra au CCFM.

112 emplois vont être créés au Manitoba grâce à des subventions du ministère fédéral de l'Expansion économique d'un montant total de \$604,113, dont l'investissement total représentera un capital de 3,1 millions. Ces subventions ont été accordées aux termes de la loi sur les subventions au développement régional.

Cinq entreprises manitobaines ont bénéficié des octrois. South East Forest Products Ltd. de Blumenort a accepté une subvention de \$188,900. Cette entreprise construira un nouvel édifice ainsi qu'un nouveau séchoir et achètera le matériel nécessaire pour donner un traitement de préservation au bois d'oeuvre. Le coût de ce projet s'élèvera à \$1,075,350.

Moyennant \$490,000, Staff Industries Canada Ltd., situé au 146, avenue Alexander à Winnipeg, se propose d'acquiescer trois chaînes de fabrication, ce qui lui permettra d'assembler une vaste gamme de matériaux synthétiques.

M. S.H. Maurmann, au nom de la compagnie qui sera incorporée sous la raison sociale de Canadian Anglo (1978) Co. Ltd., Winnipeg, a accepté une subvention de \$57,310. On attend à ce que la fabrication de godets d'élevateurs à grain, de cellules de stockage et d'autres produits divers en acier crée quinze emplois.

MOBILIER

Une compagnie qui sera constituée en incorporation, la Imperial Cabinet Company (Winnipeg) Ltd., a accepté une subvention de \$43,867. Elle se charge de construire une nouvelle usine et d'acheter le matériel nécessaire pour fabriquer du mobilier et des fournitures. Le capital investi s'élève à \$192,386 et permettra d'offrir six nouveaux emplois.

Indus Equipment Ltd. a accepté, au nom de Indus Electronics Inc., compagnie qui sera constituée en société commerciale, une subvention de \$276,161. Moyennant un investissement de \$1,195,000, cette compagnie envisage de construire une nouvelle usine à Winnipeg et d'acheter du matériel supplémentaire de montage et de l'équipement d'essai.

agriculture

MES MEILLEURS VOEUX

"Avec votre aide, nous ferons de grandes choses si nous travaillons ensemble..." Quelles belles paroles, surtout lorsqu'elles sont prononcées par le ministre de l'Agriculture d'une province faible. En effet, les provinces voisines de l'Ouest sont plus vastes et plus riches. Et dans l'Est on est industrialisé, capable de produire ce que nous nous devons importer. Il y a aussi le grand frère du sud mais il est trop préoccupé de ses affaires pour s'intéresser à un voisin qui ne veut pas recevoir les eaux du progrès.

Après les erreurs de son prédécesseur qui ne voyait que les petits et les faibles, notre nouveau ministre de l'Agriculture, qui semble s'accrocher à ce titre qui le protège, ne paraît pas vouloir prendre la barre pour guider la petite barque qui, comme on le sait, a bien des tempêtes à affronter. À la conférence des ministres de l'Agriculture sur la stratégie alimentaire, qui se tenait dernièrement à Winnipeg, il avait été emporté par le flot des politiques fédérales. Il sauva la face en répétant qu'il ne naviguait que depuis peu. Bien sûr, les décisions commerciales pour

la vente des productions agricoles ne se prennent pas au niveau provincial, mais encore faudrait-il savoir si l'ombre du lion ne paralyse pas le guerrier.

FIDÈLE

Les producteurs qui hier voyaient tout en bleu, commencent à voir poindre la tempête. Fidèle à la politique conservatrice pour ne pas dire la religion, le ministre de l'Agriculture du Manitoba n'a encore rien fait pour orienter la production ou lui trouver des débouchés. Ce sont, selon lui, les forces du marché qui doivent guider le développement de l'agriculture. Et toute ingérence du gouvernement ou de mouvement comme celui qui a manifesté pendant deux semaines, ne peuvent qu'enrayer le cours normal des choses.

On peut donc se demander qui guide les destinées de l'agriculture dans notre province et à quel prix. Puis surtout: pourquoi avons-nous un ministre de l'Agriculture?

Louis Molin

CHANGEMENTS À LA LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE - Ottawa - Le ministre de l'Agriculture, monsieur Eugene Whelan, a déposé la semaine dernière, en Chambre, un projet de loi visant à modifier la loi sur le crédit agricole.

Le capital de la Société passerait de \$100 millions à \$150 millions. Le pouvoir d'emprunt de la Société passerait ainsi à \$3,75 milliards. Le capital a été augmenté la dernière fois en 1975 alors qu'il est passé de \$66 millions à \$100 millions. Les modifications proposées fixeraient le prêt maximal de la Société du crédit agricole à \$200,000 pour tous les emprunteurs. La limite actuelle est de \$150,000 pour une personne âgée de moins de 35 ans, et de \$100,000 pour quelqu'un de plus de 35 ans.

Les limites de prêt actuelles sont basées sur l'unité agricole et non pas sur le nombre d'exploitants de sorte que les exploitants en société et les associations père-fils, ne peuvent se qualifier pour plus d'un prêt. Les modifications à la loi fixeraient la limite à \$200,000 par exploitant, et à \$400,000 par exploitation comprenant plus d'un exploitant admissible.

LA



N'oubliez pas le
GRAND RENDEZ-VOUS
des Franco-Manitobains
ASSEMBLÉE ANNUELLE
DE LA S.F.M.
le 9 avril 1978.

NOUS INFORME

COURS DE 'PREMIERS SOINS' DE L'AMBULANCE SAINT-JEAN ORGANISÉ PAR LE CONSEIL RÉGIONAL DE LA SFM DE SAINT-VITAL

Saviez-vous que les accidents sont une plus grande menace à la vie des bébés et des enfants que ne le sont les maladies? Brûlures, chutes, empoisonnements, pour ne citer que ceux-là, sont choses courantes. Et votre réaction en cas d'urgence: est-ce la panique? ou le savoir-faire qui vous permet d'agir rapidement?

Venez apprendre à donner les 'Premiers Soins' avec confiance:

les jeudis 6, 13, 20 et 27 avril
de 20h00 à 22h00

à l'école Lavallée, angle chemin Sainte-Anne et Béliveau

Instructeurs:

M. Antoine Gagné et M. Gilbert Raineault, accompagnés de Mme Huguette Dandeneau, infirmière qui répondra aux questions médicales.

Inscriptions: \$18.00 chacun, limité à un maximum de 20 personnes.

Inscrivez-vous d'avance en téléphonant au 253-1894!

SESSION SUR LA TÉLÉVISION au collège universitaire de Saint-Boniface

DU 31 MARS (19 H) au 2 AVRIL (16 H) 1978

SOUS LA DIRECTION DE L'OFFICE DES COMMUNICATIONS
SOCIALES ET SON COMITÉ, EN COLLABORATION AVEC
L'OFFICE NATIONAL DES COMMUNICATIONS SOCIALES

THÈME

La télévision: ses phénomènes

PERSONNES-RESSOURCES

L'abbé Jacques Paquette:

consultant et responsable en télévision à l'OCS

Jacqueline Asch et Louis-Paul Lazure

de l'association des téléspectateurs

SESSION POUR TOUTE PERSONNE INTÉRESSÉE:
ÉDUCATEURS, PARENTS, JEUNES-ADULTES, ETC.

INSCRIPTION - DATE LIMITE LE 27 MARS 1978

Pour tous renseignements, frais des cours, formules d'inscription
s'adresser à:

Maria Prenovault, s.n.j.m.
Office des Communications sociales
622, rue Taché
Saint-Boniface, Man. R2H 2B4
Téléphone: 247-9851, poste 55

Les fabriques d'aliments du bétail

LE GEL DE LA LUZERNE ET DU BLÉ. Alors que les champs sont encore recouverts de neige et de glace, les agriculteurs aimeraient bien savoir si leur luzerne a résisté aux intempéries de la saison froide.

Des recherches en ce sens sont effectuées à la station de Sainte-Foy. Une nouvelle méthode permet aux chercheurs d'évaluer pendant les mois d'hiver les dommages causés par le gel à la luzerne et au blé. Le matériel nécessaire pour effectuer ce test pourrait être rassemblé en une trousse compacte que l'agriculteur pourrait lui-même utiliser.

• • •

N'ATTENDEZ PAS POUR ACHETER VOS SEMENCES. Plusieurs variétés de semences fourragères recommandées seront raies au printemps. Les agriculteurs devraient donc se les procurer au plus tôt.

En outre, ils devraient choisir une semence de la meilleure qualité possible. Une telle semence est un gage de succès. C'est le plus important de tous les facteurs de production, car une semence de qualité donne de bons rendements. De plus, elle réduit la quantité d'herbicide à utiliser, étant donné qu'elle ne contient pratiquement pas de graines de mauvaises herbes.

• • •

LES ALIMENTS CONGELÉS, UN BON ACHAT. L'achat de fruits et de légumes congelés est une bonne affaire pour le consommateur. A ce temps-ci de l'année, leurs prix se comparent avantageusement à ceux des fruits et légumes frais importés; d'autant plus qu'il n'y a pas de pertes avec les produits congelés et qu'ils se conservent très longtemps.

Les agriculteurs canadiens produisent 95 pour cent des légumes et 71 pour cent des fruits congelés vendus au pays. L'achat de ces produits stimule notre agriculture.

OTTAWA - L'honorable Eugene Whelan, ministre de l'Agriculture, a annoncé la semaine dernière que l'Office canadien des provenances était prêt à procéder à l'implantation du "Programme de sécurité des approvisionnements locaux en céréales fourragères".

Ce programme est destiné à favoriser l'aménagement d'installations pour le stockage des grains aux fabriques d'aliments du bétail dans les régions de l'Est du Canada et de la Colombie-Britannique où elles font défaut. C'est là le premier des trois programmes sur le stockage des grains annoncés par le gouvernement le 17 octobre 1977. Les deux autres, qui concernent les éleveurs intérieurs, sont actuellement élaborés par Agriculture Canada et devraient bientôt être au point.

M. Whelan a déclaré qu'en vertu du programme

qui sera administré par Agriculture Canada en collaboration avec l'Office canadien des provenances, le gouvernement fédéral s'engage à payer les frais d'entreposage et les intérêts sur tous les stocks de grains supplémentaires qui seront entreposés dans les nouvelles installations construites par les fabriques d'aliments du bétail. Les entreprises admissibles pourront réclamer une subvention trimestrielle pour frais de stockage à condition de construire de nouveaux éléments leur permettant réellement, chiffres à l'appui, d'entreposer plus de céréales que les années précédentes.

"Ce nouveau programme encouragera l'industrie des aliments du bétail à augmenter ses stocks locaux, mesure qui à son tour profitera aux éleveurs de bestiaux," a ajouté M. Whelan.



Une bonne nouvelle pour les lecteurs de LA LIBERTÉ. A partir de la fin du mois, le journal va s'enrichir d'une rubrique sportive. Le responsable en sera Marcel Gauthier. Lequel Marcel Gauthier? Et bien le spécialiste du sport à CKSB, que vous pouvez entendre tous les matins (ou presque) donner les dernières nouvelles de hockey, curling, football et autres activités.

Marcel va nous mijoter une rubrique comme il faut. Avec toutes sortes d'informations sur les joutes passées et à venir. Des joutes qui concernent naturellement tous les sports allant du national au local. Marcel est compétent pour écrire sur tous les sujets. Même qu'il nous fournira aussi des analyses sur des événements qu'il choisira en fonction de leur intérêt.

LA RÉDACTION

"Rug Doctor"

Confiez à des gens qui s'y connaissent le soin de vos tapis, divans, etc...vous serez assurés d'un travail efficace. **L'évaluation est gratuite.**

Tel.: 247-3257

**ÉCHANGEZ
VOTRE VOITURE
MAINTENANT**

GRANDE VENTE DE PRINTEMPS

**RABAIS SPÉCIAUX
sur tout véhicule en stock**

NOUS VOUS OFFRONS LE MEILLEUR PRIX POUR TOUTE VOITURE OU CAMION USAGÉ OFFERT EN ÉCHANGE.

Nova 1978, neuve, "hard top", 2 portières, beige, 6 cyl., automatique, servo-direction, servo-freins, dégivreur arrière, pneus à flanc blanc, enjoliveurs, chauffe-bloc, radio, intérieur en tissu, moulures latérales.

\$5,400.00 moins votre échange

Malibu, neuve, 4 portières, rouge flamboyant, moteur V8-305, servo-direction, servo-freins, automatique, dégivreur arrière, radio, haut-parleur arrière, protège-parechocs, pneus à flanc blanc, enjoliveurs chromés, moulures latérales, horloge, rétroviseur extérieur à télécommande.

\$6,500.00 moins votre échange

Caprice 1978, démonstrateur, "hard top", 4 portières, servo-direction, servo-freins, radio AM-FM stéréo, fenêtres, serrures et coffre électriques, volant basculant, pneus à flanc blanc, enjoliveurs chromés, vitres teintées, positracton arrière, air climatisé, couleur 2 tons - rouge et marron.

\$8,500.00 moins votre échange

Cutlass 1977, de démonstration, "hard top", 2 portières, couleur gris-argent, moteur V8-350, automatique, servo-direction, servo-freins, radio, dégivreur arrière, roues rally, etc.

\$5,300.00 moins votre échange

Chevette 1978, neuve, 4 vitesses, 4 portières, chauffe-bloc, dégivreur arrière électrique, intérieur en tissu rouge, couleur gris-argent.

\$4,265.00 moins votre échange

Monte Carlo Landau coupe, V8-305, servo-direction, servo-freins, sièges baquets, console, dégivreur arrière, positracton arrière, volant basculant, radio, haut-parleur arrière, vitres teintées, 2 tons: bleu clair - bleu foncé.

\$7,380.00 moins votre échange

LES VÉHICULES SUIVANTS SERONT ÉGALEMENT VENDUS À PRIX SPÉCIAL:

3 Impalas, 2 Caprices, 1 Bel Air, 2 Chevettes, 2 Oldsmobiles, 4 Cutlasses, 2 Monte Carlos, 5 Malibus, 2 camionnettes, 6 camions.



BRODEUR FRÈRES LTD

Saint-Adolphe, Manitoba R0A 1S0

Tél. local: 883-2303 - Winnipeg: 269-4603

en bref

FESTIVAL CANADA 1978 - Ottawa - Une semaine de célébrations nationales va précéder et, en quelque sorte, annoncer le Jour du Canada en 1978 et dans les années qui suivront, a annoncé le secrétaire d'Etat, M. John Roberts.

Festival Canada s'est vu affecter une somme de \$4,5 millions pour financer deux organisations bénévoles: le Comité de la Semaine du Canada du Conseil pour l'unité canadienne et le Conseil canadien des arts populaires, qui organiseront des fêtes populaires partout au pays. Les festivités commenceront le 25 juin et atteindront leur apogée, comme par les années passées, lors de la célébration nationale du 1er juillet sur la colline du Parlement.

A noter qu'elles s'inspireront d'une idée toute nouvelle cette année: le jumelage de certains particuliers et de certaines localités des provinces de l'Est et du Centre du pays avec des particuliers et des localités des provinces de l'Ouest ou des territoires du Nord.

AGRANDISSEMENT DE L'ÉLEVATEUR TERMINUS DE PRINCE-RUPERT - Ottawa - Le ministre de l'Agriculture, Eugène Whelan, a annoncé l'injection de \$11,5 millions pour l'amélioration de l'élevateur du gouvernement canadien à Prince-Rupert (C.-B.).

Un nouveau quai et des installations pour le chargement accéléré des navires seront construits.

D'autres améliorations comprennent l'agrandissement des installations de nettoyage, la construction d'une fabrique d'agglomérés et le déplacement de l'atelier de mécanique et des bureaux de l'administration. Le réseau des voies ferrées sera

amélioré et l'élevateur terminus transformé pour assurer un contrôle centralisé.

\$200 POUR LES CAMIONNEURS - Une récompense de \$200 sera remise à la personne qui adressera la candidature du héros national des camionneurs pour 1978. Cette récompense, qui en est à sa 23e année et qui a reçu l'approbation du Conseil canadien de la sécurité, est présentée tous les ans à un routier professionnel qui a accompli un acte de bravoure en dehors du cadre de ses fonctions habituelles.

En annonçant le début des mises en candidature afin de choisir le héros national de cette année, monsieur J. Grant Hart, président de Pneu Dayton Canada Ltée, qui patronne cette récompense, a déclaré que l'attribution de cette demièrè avait pour but d'encourager tous les usagers de la route à respecter des normes de sécurité plus élevées en attirant l'attention du public sur des incidents qui mettent en cause les usagers professionnels de la route, à savoir les routiers.

LES SPORTS ET LEURS CONSÉQUENCES

- Le sport organisé tel qu'il se pratique actuellement peut nuire au développement physique de l'enfant. C'est à cette conclusion qu'en arrive l'équipe de recherche d'un programme informatique original pour analyser diverses aptitudes sportives d'un point de vue biomécanique. Travaillant avec des joueurs de baseball, de football et de hockey ainsi qu'avec des athlètes spécialisés dans d'autres sports, les chercheurs ont découvert qu'un grand nombre de croyances traditionnelles touchant les activités sportives sont erronées.

LES DÉGATS CAUSÉS PAR LA SAUVAGINE

BRANDON - Le ministre de l'Agriculture, M. Eugène Whelan, et le ministre d'Etat à l'Environnement, M. Len Marchand, ont annoncé aujourd'hui une hausse du fonds d'indemnisation des agriculteurs pour les pertes que leur font subir les oiseaux aquatiques migrateurs.

En vertu du nouveau programme, qui remplace l'ancien accord de six ans se terminant le 31 mars, la contribution fédérale passe d'un million à 2,8 millions de dollars.

Le ministère de l'Agriculture du Canada utilisera annuellement 1,5

million de dollars du nouveau budget au indemnités couvrant les dégâts causés aux cultures par les oiseaux aquatiques migrateurs, soit le triple de la somme qui y était auparavant consacrée.

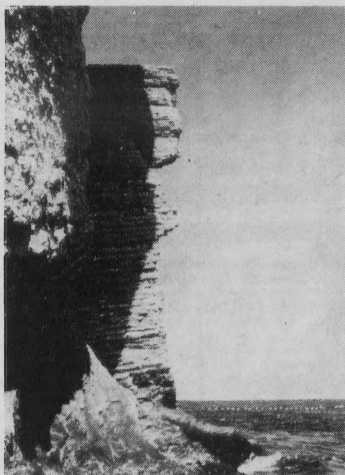


La Société franco-manitobaine aura le plaisir d'accueillir, le 9 avril à l'assemblée annuelle, le directeur général de la Fédération des francophones hors Québec, M. Hubert Gauthier, qui prendra la parole au banquet.

Un de nos parcs nationaux...

Le parc national Forillon, situé à l'extrémité est de la Gaspésie, couvre une superficie de 148 kilomètres carrés.

Il occupe la majeure partie d'une petite péninsule qui se détache de la grande péninsule gaspésienne et s'avance dans le golfe Saint-Laurent, entre l'embouchure du fleuve et la baie de Gaspé.



Forillon a été le premier parc national à être établi au Québec.

Faune

Le parc étant situé en contexte marin, la faune y est

très variée. Plus de 220 espèces d'oiseaux y séjournent annuellement.

Le long du littoral, des phoques viennent se nourrir, et ils s'installent parfois pour plusieurs heures sur des roches plates à proximité du rivage. Maintes espèces de baleines fréquentent les eaux limitrophes du parc. À l'intérieur, la forêt abrite diverses espèces de mammifères.

La truite mouchetée fraie dans presque tous les cours d'eau; mais la Gaspésie, c'est d'abord le pays de la morue, du saumon de l'Atlantique, du hareng et du maquereau.

Activités

On peut pratiquer la pêche sportive en eau douce ou organiser des excursions de pêche en mer avec des pêcheurs locaux ou faire appel aux entreprises qui s'adonnent à ce commerce. Ces entreprises offrent également des croisières de plaisance tant dans le golfe du Saint-Laurent que dans la baie de Gaspé.

La péninsule de Penouille, avec sa plage de sable fin et ses installations de pique-nique, a beaucoup d'attrait, mais il y a aussi de nombreuses plages de gravier et de galets.

Plusieurs sentiers conduisent soit au sommet d'une montagne, soit sur une plage au pied des falaises, soit encore près de cascades et de chutes rafraîchissantes.

Des causeries, illustrées de diapositives, et des films sont présentés en soirée dans les amphithéâtres des deux terrains de camping.

Bien que l'été soit la période d'affluence, les visites en d'autres saisons, particulièrement à l'automne, augmentent chaque année. L'hiver, de plus en plus d'adeptes profitent des sentiers pour pratiquer la marche en raquettes ou le ski de randonnée.

Logement

À Forillon, deux terrains de camping sont aménagés.

Les visiteurs pourront aussi trouver à se loger dans les campings, hôtels ou motels situés à proximité du parc ou encore dans les villages avoisinants.

Voies d'accès

Le parc national Forillon est situé à environ 965 kilomètres au nord-est de Montréal et à 734 kilomètres au nord-est de Québec. On y accède par la route 132 qui côtoie le parc et le traverse à certains endroits.

La limite ouest du parc est à environ 25 kilomètres de Gaspé.

Restaurants

Un casse-croûte sur la plage est le seul espoir d'assouvir sa faim à l'intérieur du parc. Cependant, les gourmets pourront se régaler au restaurant Village Guité à Maria, au Château Blanc à Bonaventure, à l'hôtel Beauvillage à Ste-Anne-des-Monts et à l'Auberge Fort Prevel à Gaspé.

De ces quatre excellents restaurants, seul l'hôtel Beauvillage est ouvert à l'année. Le poisson et les fruits de mer frais sont les spécialités-maison.

Renseignements

On peut écrire à: Parc National Forillon, C.P. 1220, Gaspé, Québec, G0C 1R0; ou téléphoner à: (418) 368-5505

Permis			
véhicule		pêche	
1 an	\$10	1 an	\$4
4 jours	\$2	camping	
1 journée	\$1	1 journée	\$3 à \$6
dans la plupart des parcs			

Parcs Canada. Division de l'information
400 ouest, avenue Laurier. Ottawa K1A 0H4

(Ces textes sont fournis par le Secrétaire d'Etat)

humour

ILLINOIS - A Hampshire, une grand-mère de 53 ans a remporté un bercetion: elle s'est bercée pendant 86 heures....

SICILE - Près de Palerme, la police a imposé une amende de \$7.50 à la fanfare municipale qui avait parodé en mauvaise direction dans une rue à sens unique....

Marius vient d'être arrêté. Au commissariat, on lui prend son signalement: Nez aquilin, dit le secrétaire. Pardon, rectifie Marius, né à Marseille mon bon. Le secrétaire sourit et reprend: Bouche moyenne... Mais sang de Dieu!

rugit Marius, c'est Bouche du Rhône!

CALIFORNIE - A Fresno, les détenus de la prison du comté qui avaient remis leur argent aux autorités au moment de leur incarcé-

tion, se sont tout fait voler....

Sur la formule à remplir pour la déclaration d'impôts figure toujours la question: "Êtes-vous ma-

rié?" A quoi paraît-il, une jeune fille aurait répondu: Pas encore!...

Une de mes amies vantait sa nouvelle marmite-express qui cuit les épinards en deux minutes. Son mari dit alors avec mélancolie: Bel avantage! Ça fait qu'il faut manger cette horreur quatorze minutes plus tôt.

Un monsieur se promène tranquillement dans la rue. Un homme fonce sur lui et lui envoie une taloche retentissante. Vous êtes fou! s'écrie celui-ci. Oui, et après, cela vous dérange.

NOUVELLE - GUINÉE - La Papouasie, maintenant indépendante, vient de décider par un vote de 42 contre 14 que tous les travailleurs seront payés le même jour et que, ce jour-là, la vente des boissons alcooliques sera interdite. Je vous laisse à deviner ce que sera le lendemain...

Cette dame est très fière de ses fils, tous deux travailleurs sociaux. Ils réussissent très bien tous les deux, dit-elle. L'un est dans la pauvreté, l'autre dans la pollution.

Cette dame est très fière de ses fils, tous deux travailleurs sociaux. Ils réussissent très bien tous les deux, dit-elle. L'un est dans la pauvreté, l'autre dans la pollution.

Del's
Specialty Meats Ltd.
PÂTE DE FOIE
586, rue Des Meurons
Tél.: 247-7986

Conseil des ports nationaux

PORT DE CHURCHILL
Avis aux entrepreneurs

Des soumissions cachetées adressées au soussigné portant la mention "SOUMISSION POUR L'INSTALLATION DE SECTIONS PRÉFABRIQUÉES DE TUYAUX DE CHARGEMENT À GRAIN, PORT DE CHURCHILL, CHURCHILL, MANITOBA" seront reçues au bureau du Secrétaire de la Corporation, Conseil des ports nationaux, Suite 2104, Tour A, 330, rue Queen, Ottawa, Ontario, K1A 0N6, jusqu'à trois heures de l'après-midi, heure normale de l'Est, jeudi, le 13 avril 1978, alors que les soumissions reçues seront ouvertes en public par le Conseil.

Devis, formules de soumission et de contrat, cédule "A", conditions ouvrières et enveloppes préadressées peuvent être obtenus en s'adressant au bureau du Directeur du port, Conseil des ports nationaux, C.P. 217, Churchill, Manitoba, R0B0E, ou au soussigné, contre un dépôt de vingt-cinq dollars (\$25.00) lequel sera remboursé lorsque les documents soumissionnés seront retournés en bon état, en déca d'un mois de la date fixée pour la réception des soumissions. S'ils ne sont pas retournés dans ce délai le dépôt sera forfait.

Tel que stipulé dans les devis, un cautionnement ou une obligation de garantie devra accompagner la soumission.

Le Conseil ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions.

F.B. Eilam,
Secrétaire de la Corporation

VOYAGEUR AUTO LEASING & RENTAL

366, rue Marion
Saint-Boniface, Man.

LOCATION DE VOITURES

... à la journée, à la semaine, au mois, à l'année.

Téléphone: 233-7018

Division de DeGagné Motors (1967) Ltée



THÉ-BAZAR



Le 2 avril de 13 h 30 à 17 h 30

au salon du Club LaVendrye, 614, rue Des Meurons

- * Il y aura tirage au sort d'un panier de marchandises à toutes les heures
- * Bienvenue à tous de la part des membres du club Nouveaux Horizons, groupe LaVendrye.

Attention automobilistes

le 3 avril, la limitation de vitesse sera

MÉTRIQUE au Manitoba

AVANT

m / h

MAXIMUM

60

MAINTENANT

km / h

MAXIMUM

90

km / h

MAXIMUM

30

MAXIMUM

50

km / h

À partir du 3 avril 1978, tous les panneaux indicateurs de vitesse sur les routes manitobaines seront en mesures métriques: kilomètres à l'heure (km/h) et NON en milles par heure.

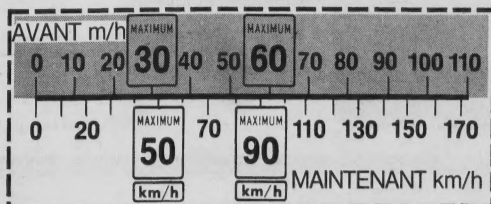
Rappelez-vous bien que les panneaux indiquent des nombres plus élevés, cela ne veut pas dire que vous pouvez conduire plus vite. En fait, la limite de vitesse maximum a été réduite, et il serait à votre avantage de vous familiariser au plus tôt avec ces changements, en utilisant la table de conversion métrique. Pour éviter tout malentendu, les panneaux routiers auront tous un petit panneau indiquant km/h. Rappelez-vous, **Pensez Métrique!!**

Vitesse dans les virages et les pentes

On doit toujours être prudent à l'approche d'une pente ou d'un virage très serré. Rappelez-vous constamment que malgré que les chiffres sont plus élevés, ils sont en kilomètres et NON en milles à l'heure.

Pensez Métrique, et conduisez prudemment.

Découpez ce tableau de
"Conversion métrique"
et conservez-le!!!



Les francophones et leurs dollars

Le Conseil canadien de la coopération (CCC) a été fondé en 1945. Il a pour rôle d'informer, d'éduquer, de coordonner et de promouvoir l'intercoopération, tant au niveau des relations avec ses membres, qu'entre les membres des provinces.

Le CCC doit également entretenir des liens étroits avec le CUC (Coop Union of Canada), pour qu'il y ait concertation dans la défense et la promotion des coopératives canadiennes.

Les membres du CCC sont les conseils provinciaux de la coopération. Chaque conseil provincial est constitué de l'ensemble des coopératives de sa province, qu'elles relèvent de l'épargne, du crédit, de l'assurance ou de la production (pêcheries, érablières, etc.)

Les grandes fédérations regroupant des coopératives de même type, font aussi partie de ces conseils provinciaux.

Le CCC est membre de l'Alliance coopérative internationale, au même titre que le CUC.

Pour le CCC, la tenue du congrès annuel revêt une importance primordiale. C'est à partir des questions qui y sont débattues et des contacts établis, qu'on canalise nos énergies afin de consolider davantage son action et de donner davantage d'ampleur au mouvement coopératif à travers tout le Canada.

C'est également là que les coopérateurs québécois apprennent à connaître les gens des minorités et découvrent toute l'importance qui se rattache à la fonction coopérative au sein de leurs communautés.

Tous ont d'ailleurs noté jusqu'à quel point est devenue importante la participation — ne fût-ce qu'en capital — des francophones hors Québec à leur réseau de coopératives.

par Guy O'Bomsawin

Une identité propre

• Quelles ont été les grandes questions soulevées à Regina, lors du congrès de l'été dernier?

Le thème de ce congrès était "Coop-action". On l'a choisi afin que les délégués évitent de tergiverser inutilement autour de questions d'ordre purement administratif, et établissent un plan d'action pour l'année à venir.

Le délicat sujet d'un poste permanent au secrétariat du CCC et de l'emplacement de ce même secrétariat, a été abordé.

Il a été accepté que, d'ici à ce que le CCC ait les fonds nécessaires, il y aurait un directeur général engagé à mi-temps, et que le secrétariat du CCC soit situé à Québec, dans les bureaux du Conseil de la coopération du Québec (CCQ).

En attendant que nous ayons les moyens de nous loger à Ottawa, nous bénéficions donc d'un loyer à prix modique au CCQ, en plus de pouvoir utiliser sa documentation, son imprimerie et ses services administratifs.

On peut même, par ricochet, utiliser le journal Ensemble comme organe d'information. (Ce journal est le médium privilégié du CCQ, et il est tiré bimensuellement à 22 000 exemplaires).

L'idéal serait évidemment que notre secrétariat soit à Ottawa, et que le directeur général y travaille à plein temps.

Les minorités francophones ne veulent pas que le Québec assure un trop grand leadership. Elles désirent conserver leur identité.

Là-dessus, je suis extrêmement "chatouilleux." Je tiens à ce que chaque province conserve son identité, et je n'ai pas l'intention d'imposer le modèle québécois ou d'amener les mouvements des autres provinces dans le sillage du mouvement québécois.

Pour en revenir au vœu des délégués, ils ont demandé des statistiques plus étoffées, quant à la situation des coopératives francophones; une évaluation de l'intercoopération telle que pratiquée entre provinces; une évaluation des activités qui pourraient être entreprises en concertation ou simultanément, pour le développement du secteur coopératif au Canada francophone.

C'est d'ailleurs ce qui nous a amené à entreprendre des démarches auprès des gouvernements provinciaux pour faire connaître le système coopératif à la gente étudiante.

C'est aussi ce qui nous amènera probablement à créer notre propre organe d'information, notre propre bulletin.

Le système coopératif regroupe pratiquement un nombre incalculable d'adeptes à travers tout le Canada.

L'actif des coopératives canadiennes se chiffre en milliards de dollars, et ce sont les francophones qui, toute proportion gardée, sont les mieux nantis dans ce secteur de l'économie.

Même si les coopérateurs francophones sont, de façon évidente, une force parfaitement autonome, ils acceptent volontiers de s'allier à leurs collègues anglophones, par le biais du Conseil canadien de la coopération (CCC) et de Coop Union of Canada (CUC).

Leur volonté commune d'étendre le champ d'action de la coopération et de représenter les mêmes intérêts auprès du gouvernement canadien et des nations étrangères, les amène à travailler conjointement et à se faire valoir dans les domaines les plus divers, comme nous l'explique Yvan Forest, directeur général du Conseil canadien de la coopération.



Coopératisme et collaboration

• Quels sont vos rapports avec le CUC

Ils ne peuvent être plus étroits qu'à l'heure actuelle. Le seul aspect sur lequel on ne collabore pas, dans la recherche d'un mieux-être coopératif, concerne la fusion de nos deux organismes, que souhaite depuis fort longtemps le CUC.

Nos membres ne veulent pas perdre leur identité de coopérateurs francophones, et c'est pourquoi nous présentons des documents publics qui abondent dans le même sens que le CUC, mais qui sont préparés et signés par le CCC.

• Qui, du CUC ou du CCC, est le plus important sur le plan financier?

La présence du Québec comme membre du Conseil canadien de la coopération fait en sorte que le CCC est aussi important que le CUC.

Au Canada français, nous avons tout près de 4 000 000 de membres. À lui seul, le Mouvement Desjardins en compte déjà 3 500 000, et son actif approche les \$10 000 000 000.

De son côté, la Coopérative Fédérée se classe aux premiers rangs des entreprises canadiennes.

Lorsqu'on y regarde de près, je pense que la coopération est un phénomène indissociable de la vie des francophones; aussi bien à cause de leur besoin de se sentir sécuriser collectivement, qu'en raison de leur tempérament latin qui les porte à en arriver à des consensus et à l'élaboration d'une idéologie.

Je crois que nous sommes moins individualistes, moins pragmatiques que les anglophones, qui aiment bien vivre et laisser vivre.

Participation et dollars

• Dans quel sens vont les actions du CCC vis-à-vis ses membres et la société canadienne?

On se préoccupe plus de consolider nos entreprises que de sensibiliser le public aux avantages du système coopératif, bien que nous ayons entrepris d'inciter les gouvernements provinciaux à créer des programmes scolaires destinés à faire connaître ce système.

Certaines approches en ce sens ont été faites auprès des gouvernements du Nouveau-Brunswick et des provinces de l'Ouest, mais, trop souvent, les moyens financiers ne nous permettent pas de mettre en place de vastes programmes de publicité.

• Est-ce que le secteur capitaliste mène parfois campagne contre le secteur coopératif?

A ce que je sache, on n'a pas d'ennemis officiels, ni de guerre ouverte avec qui que ce soit.

Quand les coopératives sont petites, elle ne font peur à personne, quand elles sont devenues influentes, leur faire la guerre causerait des ennus.

Suite à la page... 9...

cuisine

"Chili con carne"



30 P'TITES MINUTES . . .

Suite de la page..... 8

Il demeure que nous regrettons que les gouvernements, autant celui des provinces que celui d'Ottawa, aient ignoré le mouvement coopératif en nombre d'occasions.

Est-ce que cette attitude a été un handicap, ou a-t-elle concouru à ce que le système coopératif s'arme davantage?

Par nature, le mouvement coopératif n'a rien de révolutionnaire. Il est plutôt réformiste et il tend à recruter des gens qui veulent échapper au mode traditionnel de gestion.

Au cours de notre histoire, l'indifférence marquée par les gouvernements à l'endroit du système coopératif, a fait qu'ils ont adopté des lois et accordé des octrois au secteur capitaliste, sans que leurs gestes aient déteint sur les coopératives.

• Est-ce que le coopératisme est à la portée de tous?

Je pense que le système coopératif est à la portée de tous, partout au Canada.

Pour former une coopérative, il faut douze membres. C'est une règle généralement respectée.

L'adoption des règlements et la recherche de fonds constituent ensuite une étape importante et décisive.

Par définition, il faut qu'une coopérative soit en bonne santé sociale, puisqu'elle fait appel à tous les individus d'une collectivité donnée.

Il est peut-être plus facile, de fait, de créer une coopérative au Québec, puisqu'il existe un organisme qui finance les coopératives naissantes, et qui les assiste en mettant à leur disposition des conseillers techniques.

L'équivalent n'existe pas encore dans les autres provinces, mais c'est une étape qu'on franchira. •

Ces textes sont publiés simultanément dans les 15 journaux membres de l'Association de la presse francophone hors Québec. APFHQ.

LA VOIX ACADIENNE, Summerside (I. du P.-E.)

LE COURRIER, Yarmouth (N.-E.)

LE VOILIER, Caraquet (N.-B.)

LE MADAWASKA, Edmundston (N.-B.)

L'AVIRON, Campbellton (N.-B.)

BONJOUR CHEZ NOUS, Rockland (Ont.)

LE JOURNAL DE CORNWALL, Cornwall (Ont.)

LE CARILLON, Hawkesbury (Ont.)

LE NORD, Hearst (Ont.)

LE REMPART, Windsor (Ont.)

LE VOYAGEUR, Sudbury (Ont.)

L'EXPRESS, Toronto (Ont.)

LA LIBERTE, Saint-Boniface (Man.)

LE FRANCO-ALBERTAIN, Edmonton (Alb.)

LE SOLEIL DE COLOMBIE, Vancouver (C.-B.)

Si on congèle ces plats de résistance pour la famille, il faut s'assurer de ne pas trop les cuire. Afin d'accélérer leur refroidissement, placer les plats dans de l'eau froide. Choisir un contenant adéquat pour la congélation. Si on possède un nombre limité de plats à four, doubler la casserole d'une feuille d'aluminium avant d'y verser les aliments. Couvrir hermétiquement et congeler, puis démouler, et envelopper de nouveau et remettre au congélateur. S'assurer de congeler les aliments immédiatement.

Les plats de bœuf haché cuits peuvent être congelés pendant trois mois à 0°F ou moins. Après cette durée, la qualité du produit peut diminuer en saveur et en apparence.

Essayez cette recette de "Chili con carne". La préparation en est très rapide et pourtant la saveur est celle d'un chili mijoté pendant des heures. Si vous désirez en préparer une double recette, il est préférable de cuire la viande en deux casseroles puis de combiner avec les autres ingrédients.

Pour créer une atmosphère d'Amérique latine, dîner tard, habiller la table d'une nappe éclatante ou de napperons tissés, utiliser des pots et des casseroles d'argile. On sert habituellement de la bière froide avec des mets chauds, mais on peut

toujours servir du vin également. Il est habituel aussi de placer à chaque extrémité de la table des "tacos" (mets d'accompagnement croustillants faits à base de maïs). Compléter en servant des amuse-gueules de légumes frais ou une salade verte méli-mélo. Après le repas, offrir aux invités peu habitués aux mets épicés un breuvage sucré et rafraîchissant à la limette. Voyez comment un simple mets comme celui-ci peut avoir un succès fou. Olé!

CHILI CON CARNE

- 1 tasse d'oignon haché
- 2 c. à table de gras
- 1 1/2 livre de bœuf haché
- 1 c. à table de poudre de chili
- 1 c. à thé de sel
- 1/4 c. à thé de poivre
- 1/2 c. à thé d'origan
- 2 boîtes (10 onces) de soupe condensée aux tomates
- 2 boîtes (14 onces) de haricots rouges

Sauter l'oignon dans le gras jusqu'à ce qu'il soit transparent. Ajouter le bœuf et brunir. Ajouter les autres ingrédients. Couvrir et mijoter jusqu'à ce que le mélange soit épais (environ 20 minutes). Quantité: 6 portions.

KINGDON PRINTING (1974) CO. LTD.

FORMULAIRES, IMPRESSION
PAR LE PROCÉDÉ OFFSET, COULEUR.
807, rue Erin, Winnipeg — Tél.: 783-7195
Imprimeurs de LA LIBERTE
Gérald Dorge, président

Maryka Fashion Designer

- Modèles en exclusivité de robes de mariées et de cortège, de robes de soirée et de collation des grades.
- Robes de confection (pas faites sur mesure) et accessoires.

Gawron Furs - tél.: 943-5052
504-63, rue Albert, Winnipeg

Steinbach DON'S BAKERY

Chez Don's Bakery, des SPÉCIAUX à UN DOLLAR chaque jeudi.

- Pain non tranché - 4 pour \$1
- Petits pains - 3 douz. pour \$1.



PHOENIX 14 JOURS

Seulement \$459 (deux personnes par chambre). Pour plus de renseignements:

WINNIPEG 269-9722
SAINT-PIERRE-JOLYS 433-7856



AGENCE DE VOYAGES
FORT RICHMOND
Fort Richmond Plaza, Winnipeg

Au service des institutions depuis 1960

La procure générale des institutions inc.

624, avenue Taché, Saint-Boniface
247-8931
Germain Champagne, gérant

MARIAGES-FUNÉRAILLES-COLLATION DES GRADES
CORSAGES-CARTES DE SOUHAITS
PANIER DE FRUITS



PARK FLORIST

400, avenue Taché
(en face de l'hôpital de Saint-Boniface)

* Fleurs envoyées partout dans le monde

Lucille et Yvonne Boulet

Tél.: 247-3891

avis aux consommateurs

Un oeil sur les pommes de terre

La pomme de terre a beaucoup en sa faveur. Elle a nourri riches et pauvres du monde depuis plus de quatre siècles, et sa saveur douce et agréable en fait toujours une favorite à l'heure des repas. C'est aussi une aubaine alimentaire, et elle est facile à préparer et à entreposer.

Et pourtant, on peut plaindre l'humble pomme de terre. Elle est souvent considérée comme "engraissante" et ainsi, mise de côté par tous ceux qui surveillent leur poids; peut-être parce que les pommes de terre donnent une impression de satiété, associée aux calories non permises. Le secret est de la savourer au naturel, sans la recouvrir de garnitures riches en calories. Ou, pour une gourmandise, substituer du yogourt nature à la crème sure habituelle.

Achetez des pommes de terre classées; vous êtes ainsi assuré qu'elles rencontrent les normes établies par le ministère de l'Agriculture du Canada. Les catégories comprennent Canada No 1, Canada No 1 grosses, Canada No 1 petites et Canada No 2; les trois premières sont de qualité supérieure, mais de grosseurs variées. Recherchez les emballages qui permettent de voir à l'intérieur, comme les sacs de plastique, les sacs de

papier avec une fenêtre en treillis ou opaques d'un côté. Attention aux pommes de terre vertes! Elles ont été exposées trop longtemps à la lumière durant l'entreposage et seront amères. Enlevez toute partie verte.

Les pommes de terre se conservent dans un endroit frais, sombre et bien aéré. Trop de chaleur peut les faire germer ou râtiner et trop de froid fera développer une saveur plus sucrée. Un gros sac de pommes de terre se conservera plusieurs mois dans une chambre froide. Toutefois, si vous devez conserver les pommes de terre à température ambiante, n'achetez que de petites quantités à la fois et utilisez-les le plus tôt possible. Ça ne sera pas difficile! Les pommes de terre sont si versatiles; elles peuvent être bouillies, cuites au four, à la poêle et frites.

Pour conserver à leur mieux, valeur nutritive, saveur et apparence, faites cuire les pommes de terre juste pour qu'elles soient tendres et servez-les dès que possible. Les conseillères en alimentation d'Agriculture Canada vous font une dernière recommandation: ne jetez pas le liquide de cuisson dans le renoi. Une partie de la vitamine C des pommes de terre est perdue dans le liquide de cuisson, elle devrait être récupérée dans les soupes et sauces. En ajoutant des assaisonnements et du bouillon, le tour sera joué!

En marche vers la métrisation

Les mesures métriques s'installent dans notre vie quotidienne à un rythme assez rapide; on doit s'y familiariser de plus en plus. La conversion totale est prévue pour 1980 - ce n'est pas très loin!

En 1978, les produits alimentaires suivants seront métriques:

- pain: 456 g, 570 g, 675 g et 900 g
- céréales: prêtes-à-servir: de 150 g à 925 g en multiples de 25 g, les plus courantes étant: 225 g, 250 g, 275 g, 350 g, 375 g et 450 g
- à cuire: 300 g, 350 g, 400 g, 450 g, 500 g, 600 g, 700 g, 800 g et 900 g; 1 kg; 1,25 kg; 1,35 kg; 2 kg; 2,25 kg; et 10 kg
- produits laitiers:
 - fromage cottage: 250 g, 500 g et 1 kg
 - lait liquide: 200 ml, 250 ml et 500 ml; 1, 2 et 4 l (3 sacs de 1,33 l); et en multiples de 1 l, au-dessus de 4 l
 - crème glacée: formats variés jusqu'à 60 ml (en ml entiers); 75 ml, 100 ml, 150 ml, 250 ml et 500 ml; et 1 l, 2 l et 4 l
 - crème sure: 250 ml, 500 ml et 1 l
 - lait écrémé en poudre: 100 g et 500 g; 1,5 kg; 2,5 kg; 5 kg; et 10 kg
 - sel de table: 0,75 g; 1 g; 250 g; 1 kg et 2 kg
 - vins canadiens: 187 ml, 375 ml, 500 ml et 750 ml; 1 l; 1,5 l; 2 l; 3 l et 4 l

GUERTIN IMPLEMENTS (1968) LTD.

REPRÉSENTANT JOHN DEERE - VENTES
ET SERVICE

"Nothing runs like a Deere"

Tél.: 256-4321



Lot 149,
chemin du Périmètre
C.P. 58
Saint-Vital, Man.

Ed. Guertin



fédération provinciale des
comités de parents

Au service de tous les comités de parents
intéressés au développement et à l'épanouisse-
ment de l'éducation française.

340, BOULEVARD PROVENCHER
SAINT-BONIFACE

PIERRE LAURENCELLE
Directeur général

TÉL.: 247-9666
RES.: 256-1341

LE CLUB LA VERENDRYE

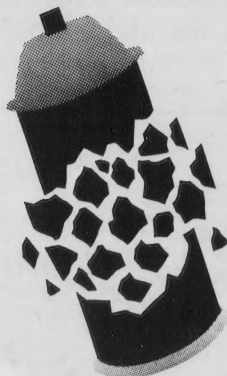


614, rue Des Meurons, Saint-Boniface
Téléphone: 233-8997

Avis au consommateur

Bombes... en

RUSSE



Tous les jours, nous manipulons des produits en aérosol — désodorisants, peintures, nettoyeurs, purificateurs d'air ou autres produits domestiques — sans même songer aux dangers que ces contenants présentent.

Le personnel des cliniques d'urgence des hôpitaux en aurait à raconter sur les nombreux accidents que provoque une mauvaise utilisation des produits en aérosol. On ignore trop souvent que des brûlures, lésations ou intoxications, pouvant causer la mort, guettent ceux qui manipulent ces aérosols avec négligence.

Apprenez les règles élémentaires d'utilisation d'un aérosol afin d'éviter les situations suivantes:

Explosion — En jetant un aérosol dans un feu ou un incinérateur, ou encore en le conservant près d'une source de chaleur élevée, il est fort probable qu'une explosion en résultera. Des projectiles acérés peuvent vous atteindre et vous blesser mortellement. La même situation risque de se produire si vous percez un aérosol, même en le croyant vide. Il peut encore contenir suffisamment de pression pour que celle-ci provoque une explosion en étant libérée subitement.

• **Risques d'incendie** — Certains solvants qui sont en aérosol sont susceptibles de s'enflammer au moindre contact avec une flamme nue. Ne prenez aucun risque! Écartez allumettes, cigarettes ou briquets lorsque vous utilisez un produit en aérosol.

• **Intoxication** — Les produits en aérosol peuvent être extrêmement toxiques, s'ils sont répandus en grande

quantité dans une pièce fermée. Ceci est particulièrement vrai des solvants employés pour les peintures en aérosol. Veillez à ce que la ventilation et l'aération de la pièce où vous utilisez un tel produit soient suffisantes. Arrêtez au moindre signe d'étourdissement, de nausée ou d'irritation cutanée, et allez prendre immédiatement un peu d'air frais.

Brûlures — Des substances chimiques particulièrement corrosives peuvent entrer dans la composition de certains produits vendus en aérosol. Ces substances pourront provoquer de graves brûlures si le jet est dirigé vers la peau. Ne laissez pas de jeunes enfants jouer avec des aérosols; ils pourraient diriger le jet vers leur figure et s'infliger des brûlures sérieuses.

Les fabricants de produits en aérosol sont maintenant tenus par la Loi sur les produits dangereux d'apposer des symboles d'avertissement sur les contenants. Lisez attentivement les étiquettes et suivez le mode d'emploi prescrit.

Évitez de diriger le jet vers les parties exposées du corps humain ou vers les aliments, ce qui pourrait contaminer ces derniers.

Rangé toujours les produits en aérosol dans un endroit frais, hors de portée des enfants. Vous éviterez ainsi bien des risques.

Service de l'information et des relations publiques,
Consommation et Corporations Canada,
Place du Portage, Phase 1, Hull, Québec, K1A 0C9

(Ces textes sont fournis par le Secrétariat d'État)

impôt

Régime enregistré d'épargne-logement

À compter du 1er janvier 1978, un contribuable ne peut plus faire de demande en vue d'acquiescer un régime s'il possède un bien immobilier au Canada ou ailleurs et si quelqu'un a habité ce logement entre le début de l'année et le moment où il fait une demande pour acquiescer un REEL. Par le passé, seul le fait de posséder un logement au Canada pouvait constituer un motif de refus de la demande.

De même, à compter du 1er janvier 1978, un contribuable ne peut plus faire de demande en vue d'acquiescer un REEL si, au moment de présenter sa demande, il habite avec un conjoint qui, au cours de l'année, est propriétaire d'un logement (au Canada ou ailleurs) ou si quelqu'un a habité ce logement entre le début de l'année et le moment où le contribuable fait une demande en vue d'acquiescer un régime.

La limite pour accumuler de l'argent dans un régime est maintenant de vingt ans et cet argent doit servir à l'achat d'un logement. Cette limite s'applique à tous les régimes, les anciens comme les nouveaux contrats, à compter de la date d'entrée en vigueur du régime.

Les fonds retirés d'un REEL après 1977 en vue d'acheter de l'ameublement ne sont plus exempts d'impôt. Toutefois, cette exemption s'applique encore aux fonds retirés en 1977, à condition que l'ameublement soit acheté au plus tard le 1er

mars 1978 et qu'il soit destiné à un logement appartenant au contribuable ou à son conjoint et habité par l'un ou l'autre.

Lorsque le contribuable achète un logement dans les trois ans qui suivent l'année où il a retiré des fonds du REEL, il peut réclamer une déduction à l'égard de cet achat. Toutefois, cette déduction doit être réclamée pour l'année où il a acquis le logement et elle ne sera autorisée que dans la mesure où le montant inclus auparavant dans le revenu aura été utilisé pour l'achat du logement.

Le contribuable doit également savoir qu'à compter du 1er avril 1977, l'argent transféré d'un REEL à un régime enregistré d'épargne-retraite ou à un régime enregistré de pensions est imposable. Toutefois, ces fonds peuvent toujours servir à l'achat d'un contrat de rente à versements invariables.

De plus, l'année d'imposition 1977 est la dernière année où un contribuable peut réclamer une déduction pour les contributions qu'il a versées à un REEL au cours des soixante premiers jours de l'année suivante. La date limite pour effectuer des versements à un REEL pour l'année d'imposition 1977 est le 1er mars 1978. Donc, à partir de 1978, les contributions devront être versées au cours de l'année en cause pour être déductibles.

Déduction pour gains en capital

La déduction pour revenu en intérêts et en dividendes s'applique aussi désormais aux gains en capital imposables. Dorénavant, les contribuables peuvent déduire les gains en capital imposables résultant de la vente de titres canadiens, ainsi que les intérêts et dividendes provenant de sources canadiennes, jusqu'à concurrence de \$1,000.

Régimes enregistrés d'épargne-retraite

Lorsque le contribuable retire des fonds du REER de son conjoint après le 31 mars 1977 (pour un motif autre que l'acquisition d'une rente viagère), le total des cotisations versées au cours de l'année où il retire les fonds et au cours des deux années d'imposition précédentes sera imposable à titre de revenu du conjoint bénéficiaire de la rente.

SERVICE-MAISON DE CONFIANCE

Billinkoff's

Poutres Contreplaqué
Poteaux Panneaux à murs
Bois de charpente Produits créosolés
Produits asphaltés portes et châssis

ADRESSEZ-VOUS EN FRANÇAIS À:
ROGER PERRIN ou GERRY CHOISELAT
625, rue Marion, Winnipeg, Man. R2J 0K3
Au téléphone: 233-7121

L'énergie à meilleur marché

Les économies dans la cuisine

La cuisine est une des pièces de la maison où il se consomme le plus d'énergie. Avant d'acheter un nouvel appareil ou de remplacer un appareil défectueux ou usagé, il faut se poser trois questions:

- Ai-je vraiment besoin de cet article?
- Puis-je éviter ces dispositifs superflus qui consomment de l'énergie?
- Qu'est-ce que tel appareil me coûte en énergie et en argent?

Prenez le temps d'évaluer honnêtement vos besoins. Le tableau qui suit devrait pouvoir vous guider:

Appareil	kWh	Coût (approx.)
Broyeur à ordures	25	\$ 59
Climatiseur (6,000 BTU)	500	11.25
Congélateur (14 pi. cu.)	1,200	28.20
Congélateur (sans givre - 14 pi. cu.)	1,600	37.60
Friteuse	70	1.65
Lave-vaisselle (eau chaude non comprise)	300	7.05
Poêle électrique	180	4.23
Réfrigérateur (12 pi. cu.)	850	19.98
Réfrigérateur (12 pi. cu. - sans givre)	1,200	28.20
Téléviseur (N. & B. - lampes)	900	21.15
Téléviseur (N. & B. - transistors)	15	35
Téléviseur (Couleurs - transistors)	400	9.40
Ventilateur de calorifère	800	18.80

La cuisinière

La cuisinière est habituellement le plus grand consommateur d'énergie dans la cuisine, qu'elle soit à l'électricité ou au gaz.

Le four

- Utiliser le four plutôt que plusieurs éléments du dessus d'économie de l'énergie.
- Planifiez les repas.
Si vous avez divers plats qui doivent cuire à des degrés différents, sélectionnez une température moyenne et retirez-les du four au fur et à mesure qu'ils sont cuits.

- La porte du four.
Plus vous faites vite pour placer un plat dans le four, moins vous perdez de chaleur. Saviez-vous que chaque fois que vous ouvrez la porte du four, vous perdez 20% de la chaleur accumulée?

- Ne vous chauffez pas avec le four.
Le four est un moyen coûteux et inefficace de réchauffer une cuisine. Si vous avez besoin de plus de chaleur, utilisez plutôt une chauffe-étouffée.

Les éléments

- Éteindre l'élément chauffant.
Éteignez l'élément deux ou trois minutes avant la fin du temps de cuisson; il restera assez chaud pour finir la cuisson.

Energie, Mines et Ressources Canada,
588, rue Booth, Ottawa K1A 0E4

(Ces textes sont fournis par le Service public d'État)

247-9533



G. ROZIÈRE, prop.

PROVENCHER TEXACO SERVICE

353, boulevard Provencher

Heures d'affaires: du lundi au samedi - 7h à 23h

le dimanche - 9h à 22h

Lavage: 69 sous, contre le plein d'essence

LEÇONS DE MUSIQUE INSTRUCTION-VENTE SERVICE-LOCATION

Major & Minor
MUSICAL SUPPLIES
354, rue Marion,
Saint-Boniface
Tél.: 233-7232
Wayne et Heather Neville
propriétaires

Avis Public

Ottawa, le 8 mars 1978

APPEL DE DEMANDES DE LICENCES DE TÉLÉVISION PAR CÂBLE POUR DESSERVIR SHELBOURNE LOCKEPORT (NOUVELLE-ÉCOSSE)

Le Conseil de la radiodiffusion et des Télécommunications canadiennes a publié le 6 mars 1978 un avis public annonçant qu'il est disposé à recevoir des demandes pour une licence en vue d'exploiter une entreprise de télévision par câble pour desservir Shelburne Lockeport (Nouvelle-Écosse).

Les demandes devront être présentées au plus tard le 31 mai, 1978.

Tous les intéressés peuvent se procurer le texte intégral de cet avis au bureau du CRTC, 100, rue Metcalfe, Pièce 1601, Ottawa (Ontario), au bureau régional de Vancouver, Pièce 1860, Edifice Dean, 1050 ouest, rue Pender, Vancouver (Colombie-Britannique) et au bureau régional de Montréal, Suite 2114, 800 Place Victoria, Montréal (Québec).

Lise Oumet
Secrétaire générale



Conseil de la radiodiffusion Canadian Radio-television
et des télécommunications et Telecommunications
canadiennes Commission

Pour vos soirées sociales, réunions, banquets, "beer gardens", etc.

Adressez-vous à



Fournisseur d'aliments, bonbons, cigarettes ainsi que d'ustensiles, tasses et assiettes en plastique, serviettes en papier, etc.

MACHINES DISTRIBUTRICES DISPONIBLES

VICTOR'S WHOLESALE LTD

400, rue Marion, Saint-Boniface, Manitoba
TEL.: 233-1431
Louis et Gilles Marius, propriétaires

Les programmes fédéraux

En juin . . . Radio-Canada sur la sellette

Au cours de l'audience publique du CRTC, la Société Radio-Canada devra répondre à des questions précises concernant des points soulevés dans le Rapport du comité d'enquête, publié en juillet 1977 et portant sur la façon dont Radio-Canada remplit son mandat.

Les représentants de Radio-Canada devront également expliquer comment ils comptent mener à bien leur prochain mandat. Ils rappelleront les énoncés du document publié par leur Société en juin 1977, sous le titre *Philosophie et Plan d'action de Radio-Canada*.

Cette publication expose en détail les principes de programmation de Radio-Canada, ainsi que le nouveau plan d'action destiné à le mettre en oeuvre.

La Loi de 1968

La démarche du CRTC dans son examen de dossier, est fondamentalement guidée par les objectifs fixés par la Loi de 1968 sur la radiodiffusion, stipulant que Radio-Canada devrait

- offrir un service équilibré qui renseigne, éclaire et divertisse des personnes de tous âges, aux intérêts et aux goûts divers, et que sa programmation en soit le reflet;
- étendre sa diffusion à toutes les régions du Canada, au fur et à mesure que des crédits publics deviennent disponibles;
- dans les deux langues officielles, être apte à répondre aux besoins particuliers des régions, en contribuant activement à véhiculer de l'information et à promouvoir les divertissements d'ordre culturel;
- contribuer au développement de l'unité nationale et exprimer constamment la réalité canadienne.

Les sujets à l'ordre du jour

Il s'ensuit donc que les sujets sur lesquels on s'attendra particulièrement seront:

- la réalité canadienne exprimée par Radio-Canada;
- le droit du public à l'information;
- une programmation d'intérêt général ou basée sur une diversité de choix;
- le service public: son ouverture d'esprit et sa réceptivité;
- le service international: Radio-Canada international;
- les installations, l'extension du service et l'appui financier;
- la réponse aux besoins des minorités et des groupes particuliers.

Des points d'intérêt

- Comment, par exemple, décloisonner le réseau français pour faire en sorte qu'il reflète davantage la vie des Canadiens français et des Canadiens anglais?

Le 12 juin prochain, la Société Radio-Canada se présentera devant le CRTC (Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes), afin de demander le renouvellement de ses licences des réseaux français et anglais de radio et de télévision.

En raison du caractère national de cette Société, la demande sera formulée à Ottawa lors d'une audience publique qui débutera à 9h, au Centre des conférences du gouvernement, 2, rue Rideau.

- Est-ce que la création d'un second service de télévision appelé TV2 (anglais et français) offrirait une programmation vraiment distincte à la population, et susciterait la production d'un plus grand nombre d'émissions canadiennes faisant appel à nos artistes?
- Quelle idée la Société se fait-elle de la relation qui devrait exister entre ses chefs de pupitre et ses journalistes?
- Quelle place Radio-Canada réserve-t-elle dans sa programmation future, pour traiter des grands dilemmes de l'époque?
- Dans quelle optique compte-t-elle prolonger ses grandes émissions d'information que sont le *Téléjournal* et *The National*?
- La programmation est-elle préparée à partir de critères de qualité, ou est-elle guidée par les besoins exprimés par la population canadienne?
- Jusqu'à quel point serait-il possible de créer des comités consultatifs spéciaux, auprès du réseau, pour amener le public à participer davantage à sa programmation?

- Quel est le point de vue des réalisateurs et des artistes mêlés de près à la production des émissions de Radio-Canada, quant aux intentions de cette Société d'intensifier leur participation à l'élaboration de ses plans?

- De quel ordre sont les difficultés rencontrées dans l'application du plan de rayonnement de Radio-Canada?

- Les stations privées affiliées à la Société pourraient-elles aider celle-ci à mener son plan d'action à bonne fin? Si oui, comment?

- Dans quelle mesure la Société considère-t-elle les besoins des communautés minoritaires réparties dans tous les coins du pays?

Leur permet-elle d'échanger entre elles et de s'exprimer devant la société canadienne? Comment Radio-Canada voit-elle ce problème? Qu'est-ce que cette situation implique sur le plan technique? Quelle importance cette question revêt-elle dans le Plan d'action, au chapitre de la programmation locale?

A ce sujet, le CRTC a noté que les groupes minoritaires ont manifesté un sentiment d'isolement physique et ont exprimé de vives inquiétudes quant à la conservation de leur culture.

Ces groupes, retient-on, se sentent souvent menacés par une programmation trop générale qui risque d'avoir des conséquences négatives sur leur environnement social.

Voilà autant de questions autour desquelles on donnera des explications, on exposera des faits et on entendra des suggestions diverses.

Participation du public

Le CRTC invite le public à participer à cette audience, et, afin de faciliter cette participation, des exemplaires de la décision intitulée *Les ondes radio-électriques sont propriété publique*, de même que du *Rapport du comité d'enquête sur le système de radiodiffusion national (1977)* et de *Philosophie et Plan d'action de Radio-Canada (1977)*, peuvent être obtenus sur demande au bureau du

Secrétaire général du Conseil
CRTC
100, rue Metcalfe
Ottawa (Ont.)
K1N 0N2

Comment intervenir?

Quiconque désire formuler des commentaires à propos d'une demande, peut présenter une intervention écrite.

Cette intervention doit comporter un exposé clair et succinct des faits et des motifs pour lesquels l'intervenant appuie la demande, s'y oppose ou propose de la modifier.

L'intervenant doit aussi indiquer s'il désire comparaître à l'audience.

Echéance: 12 mai 1978

Les interventions doivent être envoyées par COURRIER RECOMMANDE ou par messenger au requérant (Société Radio-Canada, M. R. O'Reilly, Directeur des affaires générales, 1500, avenue Bronson, C.P. 8478, Ottawa (Ont.) K1G 3J5) et au CRTC.

Règles de procédure

On peut obtenir plus d'informations en se procurant une copie des *Règles de procédure du CRTC* (no de catalogue: SOR/71-330), vendue à 35¢ l'exemplaire au

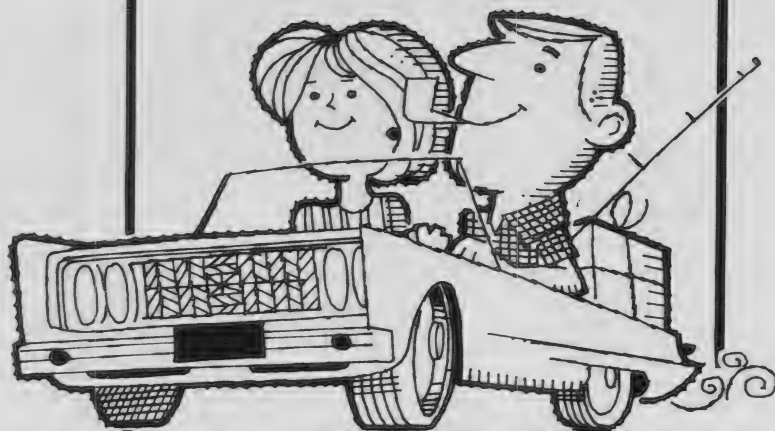
Centre d'édition
Approvisionnement et Services Canada
270, rue Albert
Ottawa (Ont.)
K1A 0S9
(613) 995-1781

On peut aussi écrire ou téléphoner au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

CRTC
Bureau du secrétaire général
100, rue Metcalfe
Ottawa (Ont.)
K1A 0N2
(613) 992-6240/996-2294

A TA
CAISSE
POPULAIRE

On Peut t'Aider
Viens
Nous Voir



LES CAISSES POPULAIRES
DU MANITOBA



Lundi à 20h00:
"POUR LE PLAISIR DE VOUS LE DIRE"

De l'amour à la haine en passant par la
haine et la peur, Jean-Guy Roy
exprimera, grâce à des poèmes et des
extraits de pièces de théâtre, tous les
sentiments ressentis par un comédien

COMÉDIENS:

Jean-Guy Roy

François Coquereau

Irène Mahé

Pièce enregistrée au CCFM le 21
février



Jean-Guy Roy



RÉALISATION: LÉO FOUCAULT

Photos Bernard Beaudry



À NE PAS MANQUER -
LE DIMANCHE 26 MARS
À 19 H 00

LES POTES

"Les Potes", une histoire fictive qui décrit une situation à laquelle il est facile de s'identifier. Elle est issue de notre milieu et de notre réalité. Le film capte la parcelle la plus importante de notre conscience collective: la réalité économique en conflit avec la réalité linguistique et culturelle.

Les subventions ne camouflent-elles pas une situation aux implications beaucoup plus profondes?



Principaux interprètes:

- Pierre: Gilbert Rosset
- Jean: Normand Dupasquier
- Jacques: Ronald Séguin

Une production de l'Office national
du film du Canada

UN FILM DE MARCEL COLLET

GÉNIES EN HERBE: samedi à 18 h



L'équipe de **Sainte-Anne-des-Chênes** affrontera, dans une joute tout aussi amicale que serrée, l'équipe de **La Broquerie**.

Pierre D'Auteuil, l'animateur, mettra leurs connaissances générales à l'épreuve, sous l'œil vigilant du juge **Robert Painchaud**.

La réalisation de cette émission est signée **Marie Benoist-Martin**.

Lundi à 18 H 30: SPÉCIAL SASKATOON

Comment vivent les francophones dans l'un des centres les plus importants du Nord de la Saskatchewan: Saskatoon? C'est ce que vous apprendrez en regardant, lundi à 18 h 30, l'émission "Sous un même soleil" - qui n'avait pu être diffusée le 20 février dernier à cause de raisons indépendantes de notre volonté.

Réalisée par **François Savoie** et animée par **Denis Chagnon**, cette émission a été réalisée à l'occasion de l'ouverture d'un réémetteur à Saskatoon.



François Savoie

Gil Savoie

Canada's New Québec
samedi 25, de 20 h 00 à 22 h 35

Le Québec depuis le 15 novembre 76

Le documentaire spécial qui sera animé par **Pierre Nadeau** fera le bilan des événements qui se sont déroulés au Québec depuis la victoire du Parti Québécois, le 15 novembre 1976.

Ce reportage veut avant tout saisir la réalité québécoise actuelle, ses origines et son évolution et veut aussi tenter de savoir ce qu'elle veut dire pour l'avenir du pays. Afin d'atteindre

René Lévesque



ces objectifs, on s'est servi de documents officiels, d'extraits de reportages, d'émissions de variétés et de musique. Car les

VENDREDI LE 31 À 20 H 30: UN DOSSIER INTÉRESSANT

La médecine parallèle

Depuis Freud, Jung, Adler, etc., on sait l'importance qu'on peut agir sur la mentalité des foules. Bref, tout le monde connaît aujourd'hui l'importance du subconscient et personne n'ignore le sens de l'expression «avoir des complexes».

Désireuse de bien renseigner les téléspectateurs sur ce sujet de grande actualité, Radio-Canada a décidé de présenter, dans le cadre de **Dossiers**, le vendredi 31 mars à 20 h 30, une émission intitulée **Une certaine thérapie**.

Il n'est pas de publicitaire qui ne sache comment on peut agir sur la mentalité des foules. Bref, tout le monde connaît aujourd'hui l'importance du subconscient et personne n'ignore le sens de l'expression «avoir des complexes».

Désireuse de bien renseigner les téléspectateurs sur ce sujet de grande actualité, Radio-Canada a décidé de présenter, dans le cadre de **Dossiers**, le vendredi 31 mars à 20 h 30, une émission intitulée **Une certaine thérapie**.

LUNDI à 19 h 30

DERNIÈRE ÉMISSION DE DIMENSION J



Marcel Collet, le réalisateur et Gilles Paquin, le concepteur-projeteur, termineront cette série avec éclat, en allumant les feux de la rampe sur

DANIELLE

une pièce écrite par Jaque Rochon et interprétée par Gisèle Rousseau et François Coquereau.

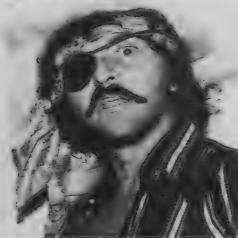
Danielle est une dramatique qui relate les problèmes sentimentaux d'une jeune adolescente. Danielle, c'est aussi une pièce d'une remarquable intensité, brillamment interprétée par nos jeunes comédiens.

A voir...absolument.....



QUAND J'ÉCOUTE, J'ÉCOUTE CKSB-1050

LE CAPITAINE MATIN EST DE RETOUR



- Ecoutez "PREMIER QUART" à bord de CKSB, tous les matins entre 6 h et 9 h en compagnie du dynamique capitaine, Patrick Vatan, qui a traversé vent et marées, de La Martinique au Manitoba, pour nous revenir radieux, en verve... et contre tous!

Ecoutez discothèque

OUVERTE TOUS LES SAMEDIS ENTRE 13 h 00 ET 16 h00 - Vous voulez gagner des disques ou encore choisir la musique ou chanson de votre choix? Soyez les bienvenus en composant le numéro 233-8020. NADINE HRYNEK sera là pour répondre à vos demandes. Où il y a de la gêne, il n'y a pas de plaisir... C'est CKSB qui vous le dit!

GUY FERRATON, NADINE HRYNEK CHARLES SIMON



VOICI L'HORAIRE DE NOS ÉMISSIONS EN CE QUI A TRAIT À LA FIN DE SEMAINE SAINT-É: Le vendredi Saint, 24 mars - les émissions resteront les mêmes, sauf pour les bulletins de nouvelles locales qui seront présentés aux heures suivantes:

08 h 10, 9 h 03, 11 h 03, 12 h 00, 15 h 03, 16 h 03

A compter de 17 h on présentera les émissions comme suit:

17 h 00 De tous les points du monde

17 h 10 Intermède musical

17 h 15 Emission réseau: "RÉSURRECTION, VICTOIRE DE L'AMOUR SUR LA MORT", tribune téléphonique nationale.

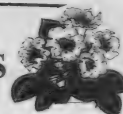
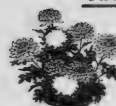
LE JOUR DE PÂQUES, 26 mars - Les émissions suivront leur cours normal.

LE LUNDI DE PÂQUES, 27 mars - Les émissions resteront les mêmes, sauf en ce qui concerne les bulletins de nouvelles aux heures suivantes:

8 h 10, 9 h 03, 11 h 03, 12 h 00, 15 h 00, 16 h 00, 17 h 00 et 18 h 10 suivis immédiatement de PULSATION.

**NOUS ESPÉRONS QUE VOUS
PASSEREZ DE JOYEUSES PÂQUES**

en compagnie de CKSB, une équipe fleurie...



Marjolaine Saint-Pierre



MERCREDI...À 23 H 05... EN REPRISE...

Reflets d'un Pays

Animée par MARJOLAINE SAINT-PIERRE, réalisée par LÉO FOUCAULT, interviews de MAURICE AUGER, cette émission sera tout d'abord consacrée au petit village de Saint-Victor en Saskatchewan qui est à vendre pour la modique somme de \$600,000.

En deuxième partie, JÉRÔME BÉCHARD, originaire de Lajord au sud de Régina, vous parlera de ses inventions et notamment de sa toute dernière, à savoir une semeuse à grains si révolutionnaire que les Russes et les Chinois l'ont invité afin de diffuser ses connaissances.

AUX BEAUX DIMANCHES



Paul Guevremont
La fin d'une vie

«Comment pourrions-nous chanter le cantique du Seigneur dans une terre étrangère?»

Le Livre des Psaumes verset CXXXVI

Depuis des temps immémoriaux, l'ordre de base de l'humanité a toujours été les paysans et la terre. Il y a là une sorte d'osmose nécessaire entre l'homme et la glèbe d'où il vient et où il retourne inévitablement. Les paysans ne pensent pas qu'à nourrir le monde ou à accumuler des sous; ils veulent vivre leur destin dans la continuité.

Avec In terra aliena, une dramatique dense et émouvante de Victor-Lévy Beaulieu, qui sera présentée aux Beaux Dimanches le 26 mars à 20 h 30, nous assisterons justement à cet événement tragique de portée universelle qu'est l'exil d'un paysan loin de son centre de vie...

AUX GRANDS FILMS...

jeudi à 20 h 30

Le Retour du grand blond



une comédie policière réalisée par Yves Robert en 1974, d'après un scénario de Francis Veber. Ce film met en vedette Pierre Richard, Mireille Darc, Jean Rochefort, Michel Duchaussoy, Jean Carmet et Paul Le Perou.

Sans avoir l'unité de style et d'action du premier épisode, ce film se révèle fertile en gags inventifs, et le mouvement est mené tambour battant, dans un climat absolument loufoque.

bloc-notes

***25 MARS AU 1^{er} AVRIL - UNE EXPOSITION** d'art qui mettra en valeur des œuvres d'étudiants en arts du Manitoba aura lieu au magasin Eaton, au centre-ville, 7^e étage.

***27 MARS - A 20 h. À CBWFT, POUR LE PLAISIR** de vous le dire. Le comédien Jean-Guy Roy dit des textes qu'il a le goût de dire. Il parle du métier, des exercices auxquels doivent se soumettre les gens du spectacle, de l'amour et de bien d'autres choses encore. Jean-Guy Roy montre plusieurs facettes de son grand talent. Vraiment à voir.

***30 MARS - CONFÉRENCE DONNÉE À 20 H** dans la salle de l'église Saint-Martyrs par Mme Louise Adams au sujet de Sérena, méthode naturelle de régulation des naissances.

***31 MARS ET 1^{er} AVRIL - LA CHORALE DES** Blés au Vent présente un spectacle en la salle Pauline-Boutal au CCFM, à partir de 20 h. À l'affiche: des chansons modernes ainsi que des chants folkloriques et quelques "negro spirituels". Les billets au prix de \$3.50 sont en vente à la librairie Landry.

La chorale des Blés au Vent a été formée il y a maintenant quatre ans à la suite de nombreux Melo-Mani dans la région de Saint-Boniface. Elle est composée de jeunes âgés de 18 à 25 ans.

***31 MARS [19 H] AU 2 AVRIL [16 H]: SESSION** intensive sur la télévision au CUSB, en collaboration avec l'Office des Communications sociales. Thème: La télévision - ses phénomènes. Pour tous les éducateurs, parents, jeunes-adultes intéressés.

Le programme est le suivant:

- I Co qu'est la télévision:
 - ...ses aspects divers
 - ...sa portée
 - ...ses dimensions
 - ...son influence

II La télévision... un balayage ou un enrichissement?

III Visionnements d'émissions suivis d'analyses, d'exercices pratiques:

- genre d'émissions
- le public auquel elle s'adresse
- son contenu - ses valeurs
- la réalisation - image - sons
- nos réflexes, nos attitudes, notre sens critique.

IV Rencontre et échange avec les directeurs des postes de télévision.

V La télévision et les enfants.

La date limite des inscriptions est le 27 mars. Pour plus de détails, d'adresser à l'Office des communications sociales, a.s. Maria Prenovault, s.n.j.m., tél.: 247-9851.

***1^{er} AVRIL: AU CUSB, À 20 H 30, CAUSERIE ET** échange avec Jacques Paquette, Jacqueline Asch et Louis-Paul Lazure. Sujet: L'usager et la télévision: attentes, droits, devoirs.

***1 AVRIL - AU CUSB À 20 h.30, CONFÉRENCE** donnée par l'Office des communications sociales, ouverte au grand public. Sujet: l'usager et la télévision; attentes, droits et devoirs.

VIENS BRICOLER!

Masques
Marionnettes
Papier mâché
Terre glaise
Mini sculptures
Bricolage

Tout ceci en utilisant la couleur, son imagination et sa créativité.

Sessions de 8 semaines, les samedis du 1 avril au 20 mai.

Enfants de 6 à 8 ans - 9 h 30 à 10 h 45
Enfants de 9 à 12 ans - 11 h à 12 h 30

Coût: \$15.00 par enfant
Maximum de 15 élèves par classe
Professeur: Madeleine Vignon

Inscription: les 27 et 28 mars au CCFM de 13 h à 16 h.

Défi à l'Unité canadienne

Un séparatiste québécois, un critique en matières sociales de l'Ontario et un Franco-Manitobain seront les principaux orateurs à une conférence d'un jour et demi. Cette conférence permettra aux Manitobains intéressés à l'Unité canadienne d'entendre les points de vue de personnes particulièrement engagées dans ce débat national.

- Marcel Rioux, sociologue à l'université de Montréal et auteur du livre Québec in question;
- Denis Smith, rédacteur du Canadian Forum;
- Robert Painchaud, historien, université de Winnipeg.

Date: le vendredi 31 mars à 19 h 30.
le samedi 1^{er} avril à 9 h 30

Lieu: salle Cross Common; Collège St. John.

Coût: \$5.00 (café et déjeuner léger compris).



Pour plus d'informations, appeler J. R. Coppinger ou Debbie Symonds, section de l'éducation continue, à l'université du Manitoba, à Winnipeg.

Téléphone: 474-9921.

DÉPÔT À TERME

9 1/4 %
5 ANS

c'est à votre avantage



CAISSE POPULAIRE DE SAINT-BONIFACE LTÉE

BUREAU CENTRAL:
185, boul. Provencher
téléphone: 247-8874

SUCCURSALE:
Centre d'achat Parc Windsor
680, chemin Elizabeth
téléphone: 257-2854

COMPTOIR:
Village Canadien Co-op Ltée
1-730, chemin Rivier
téléphone: 257-3519

Collège
Universitaire
de
Saint-
Boniface



"Au centre de la communauté..."

PERFECTIONNEMENT
RECYCLAGE

ÉDUCATION
PERMANENTE

le Collège Universitaire de Saint-Boniface.

Secteur Universitaire

(affilié à l'U. du M.)

ARTS et SCIENCES

Conduisant à
Après un an du B.A. ou du B.Sc.
Travail social, Art dentaire, Education, Optométrie, Pharmacie
Après deux ans du B.A. ou du B.Sc.
Droit, Médecine dentaire, Médecine, Education
Le C.U.S.B. prépare l'étudiant à l'obtention:
du B.A. général (3 ans d'études)
du B.Sc. (3 ans d'études)
d'un B.A. avec spécialisation en "français" une pré-maîtrise

ÉDUCATION (Institut pédagogique)

Conduisant à
BREVET d'enseignement élémentaire (après 3 ans),
ou BREVET d'enseignement au secondaire (Bacc. plus 1 an en Education)
ou:
BACC, en Ed. (4 ans)

Secteur Collège Communautaire

PROGRAMMES DE CERTIFICAT (1an)

1. Commis de bureau
2. Sténodactylographie
3. Aide-comptable

PROGRAMMES DE DIPLÔMES (2ans)

1. Gestion des affaires et du personnel
2. Secrétaire Comptable
3. Secrétaire de direction

Pour renseignements:
COLLÈGE UNIVERSITAIRE DE SAINT-BONIFACE
200 AVENUE DE LA CATHÉDRALE
SAINT-BONIFACE, MANITOBA R2H 0H7
TÉLÉPHONE (204) 233-0210

théâtre

"Le bal des voleurs"

Devant une salle presque pleine à l'école de Powerview le 2 mars, le comité culturel de Saint-Georges-Powerview présentait la pièce de théâtre "Le bal des voleurs," comme d'ailleurs le 11 mars à Sainte-Anne-des-Chênes, avec le même succès. En effet, les spectateurs ont apprécié le jeu des acteurs ainsi que les jolis costumes.

La mise en scène était assurée par Carol Zakula et Claudette Lambert. La distribution comprenait entre autres: Lorette Larocque, Lucien Laroche, Pierre Lachiver, Elise Bruneau, Simone Dupont, Ubald Visète, Ludger Jubinville et Juliette Nault.



10e anniversaire

LE BANQUET

Saisie d'épouvante, une mère de famille entre chez elle en criant...

... ROSE- Roland,... J'ai gagné,... J'ai gagné!

CROYANT QUE SA FEMME S'ÉNERVE POUR UN RIEN (comme d'habitude), IL SE REND LENTEMENT AUPRÈS D'ELLE ET LUI DIT....

...ROLAND- Calme toi voyons,... Qu'est-ce que t'as gagné...

ENTRE DEUX SOUFFLES, ROSE LUI RÉPOND À VOIX TROP HAUTE...

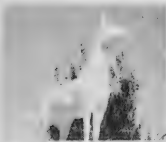
...ROSE- J'ai gagné au concours... J'ai gagné...

...ROLAND- Quel concours, explique et cesse de crier.

...ROSE- Le concours de la SFM, voyons. J'ai pu nommer les sept anciens présidents de la SFM: Maurice Gauthier, Etienne Gaboury, Albert Lepage, Roger Collet, Philippe Jubinville, Gérard Archambeault et André Fréchette.

...ROLAND- Ah, ça... Et qu'est-ce que t'as gagné.

...ROSE- (excitée à nouveau dit): Je vais avoir l'honneur de les rencontrer tous au banquet de l'Assemblée annuelle de la SFM le 9 avril... Ils vont tous être présents à l'occasion du 10e anniversaire de la Société.



Division Scolaire du Cheval Blanc No 20

Etat des revenus et des dépenses

pour l'année terminée le 31 décembre 1977
(en comparaison du budget de 1977)

	Revenus réels	Evaluation budgétaire	Surplus (déficit)
REVENUS			
Gouvernement du Manitoba	1,703,918.73	1,680,517.00	23,401.73
Gouvernements municipaux	906,498.00	906,498.00	-----
Individus	1,819.39	-----	1,819.39
Autres	38,994.65	-----	38,994.65
Total des revenus	2,651,230.77	2,587,015.00	64,215.77
DÉPENSES			
Administration générale	129,014.52	162,157.00	33,142.48
Administration-enseignement	74,865.85	72,959.00	(1,906.85)
Enseignement	1,665,507.24	1,683,637.00	18,129.76
Fonctionnement et entretien:			
Edifices scolaires	167,577.29	204,443.00	36,865.71
Autres édifices	4,829.30	4,850.00	20.70
Transport des élèves	203,322.16	216,177.00	12,854.84
Capital:			
service de la dette	145,821.53	145,822.00	.47
autobus scolaires	28,297.54	25,700.00	(2,597.54)
autres	86,440.12	71,270.00	(15,170.12)
Total des dépenses	2,505,675.55	2,587,015.00	81,339.45
Surplus pour l'année	145,555.22	-----	145,555.22

films à la télé

1, 2, 3,
4, 5, 6, 7

FAITES VOTRE CHOIX

18 mars:

GOODBYE, MR. CHIPS, Angleterre. Comédie musicale de H. Ross. Un professeur d'un collège d'Angleterre s'apprête d'une chanteuse de music-hall rencontrée au cours d'un voyage et l'épouse. Adaptation d'un roman de James Hilton. Chaleur et tendresse de l'oeuvre original bien rendue. Jeu remarquable du protagoniste. E (4)

AVANT QUE VIENNE L'HIVER, G.B. Drame de J. Lee Thompson. Après la dernière guerre, un officier britannique est chargé du commandement d'un camp de personnes déplacées en Autriche. Scénario chargé. Manque de rigueur dramatique. Belles images de la campagne autrichienne. A (5)

19 mars:

ADIEU L'HÉRITIÈRE, Fr. Drame psychologique de R. Pigaut. Un paysan accepte de collaborer à un numéro de cirque pour se rapprocher d'un jeune homme dont il guigne l'héritage. Aspects insolites. Mise en scène assez droite. A (4)

20 mars:

LE ZIN ZIN D'HOLLYWOOD, E.U. Comédie réalisée et interprétée par Jerry Lewis. Un jeune commissionnaire multiplie les maladresses dans un studio de cinéma. Suite quasi interrompue de gags très valables. Jerry Lewis à son meilleur. E (4)

FAHRENHEIT 451, G.B. Drame de science-fiction de F. Truffaut. Dans une civilisation de l'avenir, les pompiers ont pour fonction de brûler les livres. Sujet insolite. Traitement sensible et grave. A (3)

21 mars:

LES AFFREUX, Fr. Comédie satirique de M. Allégret. La victime d'une erreur judiciaire décide de commettre de petits larcins pour compenser. Agréable. Excellents gags. A (4)

SEULE DANS LA NUIT, E.U. Drame policier de T. Young. Une aveugle est traquée par des criminels qui recherchent de la

Critiques préparées par une équipe spécialisée de l'Office national des Communications sociales. Évaluation à l'ère d'information: E: enfants; Ado: adolescents; A: adultes. (1) chef-d'oeuvre; (2) remarquable; (3) très bon; (4) bon; (5) moyen; (6) médiocre; (7) minable.

drogue. Suspense soutenu. Mise en scène sobre et efficace. A (4)

22 mars:

LÉA, L'HIVER, Fr. Drame psychologique. Un inspecteur enquête sur une jeune fille trouvée morte sur une plage des Baléares. Intéressant. Atmosphère bien rendue. Un peu confus. A (4)

23 mars:

ALADIN ET LA LAMPE MERVEILLEUSE, Fr. Conte en dessins animés de J. Image. Un magicien d'Afrique utilise un jeune garçon pour s'emparer d'une lampe merveilleuse. Imagerie naïve et gentillesse. Chansons agréables. E (5)

LE RETOUR DU GRAND BLOND, Fr. Comédie policière de Y. Robert. Un capitaine des services secrets s'associe un violoniste de concert pour prouver la culpabilité meurtrière d'un de ses supérieurs. Parodie des films d'espionnage. Fertile en gags inventifs. Fin spectaculaire. Ado. (4)

MONSIEUR VERDOUX, E.U. Comédie dramatique réalisée et interprétée par Charlie Chaplin. Licencié après trente ans de service, un caissier de banque décide de recourir à des moyens extrêmes pour faire vivre sa famille. Thème inspiré de l'affaire Landru. Humour noir intelligemment nuancé. Interprétation excellente. Ado. (3)

24 mars:

LES TROYENNES, G.B. Drame de M. Cacoyannis. Après la chute de Troie, les femmes des vaincus attendent qu'on statue sur leur sort. Adaptation brillante de la tragédie classique d'Euripide. Mise en scène dépouillée. Aspect intemporel de l'oeuvre accentué. A (3).

FRANZ, Fr. Comédie dramatique réalisée et interprétée par Jacques Brel. Dans une station balnéaire de Belgique, une idylle se développe entre un homme timide et gauche et une femme d'apparence rêche. Sens particulier de l'image poétique. Mise en scène sentant la recherche. Personnages caricaturés. Excellente interprétation de Jacques Brel. A (4).

Succès pour le Cercle

Succès complet pour le Roger LeGal, "Les manicheries Molière, à en gances d'une bru." En effet, la salle Pauline-Bousquetiers qui ont assisté à la pièce écrite par deux auteurs franco-manitobains, Paul Ruest et

Avis aux artistes

Le Comité culturel des francophones hors Québec, le représentant officiel de tous les organismes culturels des francophones hors du Québec vient de lancer une invitation à tous les artistes qui sont intéressés à soumettre un projet de tournée à travers le Canada. L'opération s'effectue avec le soutien financier du Secrétariat d'Etat.

La question financière revêt d'ailleurs une grande importance. Comme il est précisé dans l'invitation qui enjoint les artistes franco-manitobains à suggérer des projets: "Il est évident qu'il ne nous sera pas

possible d'accepter toutes les demandes qui nous seront soumises." Pour pallier cet inconvénient, un jury de sélection a été mis sur pied. Ce jury sera composé de six personnes; soit deux de l'Atlantique, deux de l'Ontario et deux de l'Ouest.

Les critères sur lesquels se basera le comité de sélection vont être: l'expérience passée, la qualité du spectacle et les chances de succès anticipées du projet soumis. Si vous avez besoin de renseignements, vous pouvez communiquer avec les représentants provinciaux du CCFHQ. (Pauline Hince, téléphone: 233-4915).



ASSEMBLÉE ANNUELLE DE LA SOCIÉTÉ FRANCO-MANITOBAINE le 9 avril, 1978

IL FAUT FAIRE UN CHOIX...

ÉCONOMIE I

Saint-Boniface: centre touristique - rêve ou réalité?
Sommes-nous assis sur une petite mine d'or?

ÉCONOMIE II

Genres d'investissements possibles? Qui peut investir, quand, comment et pourquoi? Des personnes de différents secteurs viendront partager avec nous leurs expériences et connaissances.

ÉDUCATION

Panel composé des présidents de l'Association des commissaires de langue française, des éducateurs franco-manitobains, de la Fédération des comités de parents, et du sous-ministre adjoint - BEF.

CULTUREL

Historique, bilan des acquis et orientation. Le Centre culturel franco-manitobain?

POLITIQUE

- 1- La question Forest - aspect historique, aspect juridique;
- 2- La Société franco-manitobaine - bras politique des Franco-Manitobains - comment l'utiliser?

SOCIAL ET COMMUNAUTAIRE

Le rôle de l'Eglise dans la communauté francophone en 1978?
Le rôle des divers organismes qui gravitent autour de la communauté paroissiale?

N.B. Chaque atelier discutera brièvement la question suivante: Les Franco-Manitobains ont-ils un rôle à jouer aux prochaines élections fédérales?

-Une feuille d'inscription par personne, s'il vous plaît.

NOM: TÉLÉPHONE:

ADRESSE: CODE POSTAL:

PARTICIPATION: (cochez-en un s.v.p.)

- 1- membre, et inscription (cotisation libre) ☐
- 2- (membre, inscription, banquet, soirée, PRIX: \$10.00) ☐
- 3- observateur (non-membre), inscription, PRIX: \$5.00 ☐
- 4- observateur (non-membre), inscription, banquet, soirée PRIX: \$15.00 ☐
- 5- Assemblée annuelle Conseil jeunesse provincial membre, inscription (cotisation: \$2.00) ☐
membre, inscription, banquet, soirée: \$6.00 ☐
- 6- Assemblée annuelle Fédération de l'Age d'Or du Manitoba membre, inscription (cotisation libre) ☐
membre, inscription, banquet, soirée: \$8.00 ☐
- 7- Assemblée annuelle Fédération des comités de parents membre, inscription (cotisation libre) ☐
membre, inscription, banquet, soirée: \$10.00 ☐

ATELIER DE VOTRE CHOIX (cochez-en un s.v.p.)

- 1- communautaire ☐
- 2- culture ☐
- 3- économie ☐
- 4- éducation ☐
- 5- politique ☐

Nous offrons des services gratuits pour la garderie (2 à 10 ans). Si vous prévoyez vous en servir, cochez s.v.p.

N.B. Les billets ainsi que les troupes d'information vous seront remis la journée de l'assemblée annuelle.

Veuillez retourner cette feuille d'inscription indiquant l'atelier de votre choix, ainsi que votre chèque le plus tôt possible, s.v.p. à

Pauline Hince,
Société franco-manitobaine,
340, boulevard Provencher,
Saint-Boniface, Manitoba R2H 0G7

POUR RÉSERVER LES BILLETS DE BANQUET,
LA DATE LIMITE EST LE 27 MARS.

Rencontre internationale "Foi et Lumière"

Quatre-vingt personnes venues de 15 différents pays: handicapés, parents, amis, jeunes et 15 prêtres; un petit relief des grandes répercussions de deux pèlerinages internationaux pour handicapés mentaux: Lourdes en 1971, Rome en 1975. Ces deux événements longuement préparés, ces deux explosions de fête, de joie, d'amitié au cœur même de l'Eglise, ont donné naissance à des communautés FOI ET LUMIÈRE dans plusieurs pays, communautés de gens qui sont de différents âges et de différents talents, mais qui, ensemble, veulent approfondir la rencontre, la prière, la joie, les nouvelles amitiés.

A Bruxelles, du 12 au 15 janvier 1978, la rencontre de différents membres de la famille FOI ET LUMIÈRE. Jean Vanier, coordonnateur international, nous rappelle d'abord pourquoi on se rencontre ainsi:

"Dans la vision humaine ce sont les intelligents, les riches qui sont les gens importants. Les autres sont mis à l'écart. Jésus vient renverser par les Béatitudes toute cette structure: c'est le plus petit qui est au cœur de la société humaine, le pauvre, l'opprimé.

"Nous avons besoin d'être constamment stimulés dans notre foi. Nous pouvons croire que le petit est au cœur de notre monde, mais souvent c'est la hiérarchie du monde qui passe avant l'Evangile. Nous nous rencontrons pour nous rappeler l'un l'autre cette vision de Jésus-Christ: que c'est celui qui est rejeté qui devient source de lumière et de vie.

"Aussi FOI ET LUMIÈRE est une réalité historique depuis 1968. A partir de l'événement du pèlerinage à Lourdes, une famille s'est constituée. Comme toute famille nous sommes un corps, membres les uns des autres. Nous nous retrouvons pour nous rappeler que ce corps existe, que c'est un don de Dieu, une vision

particulière de la personne faible. Car le danger est de s'endormir, de perdre la flamme, de perdre l'audace de témoigner des Béatitudes. Il faut être à l'écoute des nouvelles grâces de Dieu. Il ne s'agit pas de toujours faire des fêtes, mais de créer avec compétence de véritables communautés, quelque chose de très réaliste et profond. De vrais communautés, quelque chose de très réaliste et profond. De vrais communautés d'amitié qui ne dépendent pas sur une ou deux personnes. FOI ET LUMIÈRE n'est pas une organisation sentimentale; il ne faut pas faire du "paternalisme". Il faut être aussi malin que le serpent pour assurer la survie de nos communautés. Nous vivons dans un monde dur où les gens se détruisent; FOI ET LUMIÈRE doit être prêt à être persécuté, car souvent le plus petit est gênant".

Jean nous rappelle encore combien la personne handicapée peut être un facteur important d'unité dans notre monde aujourd'hui, en nous disant que l'enfant handicapé aux Indes est exactement pareil à l'enfant handicapé en France parce qu'il n'y a pas l'infusion de culture qui différencie. Cette unité, nous la vivons fortement durant les trois jours de la rencontre. Tant de différences - langue, coutumes - mais pourtant c'est le même Esprit qui nous fait vivre, la même joie, le même Dieu. Et cela à cause de cette vision de la petite personne qui nous unit et qui, tranquillement, nous révèle que nous aussi, dans notre pauvreté, on est aimé de Dieu, pas dans nos prétendues richesses et prétentions d'être quelqu'un d'important.

RENCONTRE

Deux évêques, Monseigneur Birch, de l'Irlande, et Monseigneur Moore, du Royaume-Uni, sont de la rencontre et nous rappellent, à une table ronde le dimanche après-midi, que le pèlerinage FOI ET LUMIÈRE à Rome nous a confirmé

VIVRE EN RESSUSCITÉ

La source de la joie chrétienne est la victoire de Pâques. C'est parce qu'il est certain de la victoire remportée par le Christ sur la mort et du pouvoir glorieux du Seigneur sur le monde que le chrétien peut être toujours joyeux, fondamentalement, même à travers les difficultés et les souffrances.

Le chrétien vit comme un homme ressuscité qui possède le pouvoir d'une victoire sur le mal et la souffrance. Il ne peut donc jamais être totalement abattu...

Mais la joie chrétienne n'est pas facile; elle est le fruit d'un combat de la foi (...). Il est des jours où l'homme, angoissé et malheureux, désire plutôt se cacher et pleurer sur lui-même. Mais la joie du Christ est là qui veille, en la personne d'un frère ou d'un ami, et elle vient nous arracher à la solitude et à l'inquiétude, pour nous emmener à la fête du Royaume de Dieu, où la communauté des saints du Christ chante et se réjouit.

Max THURIAN

à part entière dans l'Eglise. Il est important de ne pas se séparer de l'Eglise, mais d'influencer sa façon de penser".

A une question plus particulière sur les sacrements et la communion à des personnes handicapées issues d'une famille de tradition non-catholique, les deux évêques affirment que ces handicapés ont absolument le droit de recevoir la communion. Monseigneur Birch dit que c'est la foi de la communauté qui entoure la personne handicapée qui compense pour l'incapacité de cette personne à exprimer sa foi. Monseigneur Moore affirme que si c'était dans son diocèse qu'un prêtre refusait la communion à un handicapé, cela ne se reproduirait pas une deuxième fois.

Propos repris par Jean Vanier, dans son mot d'envoi:

"Pour pouvoir professer sa foi il faut pouvoir verbaliser. Or nous vivons parfois avec des frères et sœurs qui ne peuvent pas verbaliser..."

"Il est important que l'Eglise institutionnelle ait une profonde compassion pour la petite personne. Comment le saura-t-elle, si nous ne lui disons pas? Il ne s'agit pas d'aller trouver les prêtres pour faire des récriminations, mais plutôt de partager le

trésor, la grâce que nous avons reçus. Et si le cœur du prêtre n'est pas ouvert à cela, ce n'est peut-être pas encore le moment. Moi-même j'ai mis beaucoup de temps à comprendre".

Jean nous rappelle combien on a besoin les uns des autres, et l'importance de discerner les charismes et la place de chacun, car FOI ET LUMIÈRE est voué à l'échec si tout dépend d'une personne.

DANGER

"Il y a un danger, et c'est celui de la suffisance, de croire que l'on a tout ce qu'il nous faut, et se renfermer. Il est important de garder un esprit ouvert, de rester attentif à nos frères et sœurs du monde entier. Je suis très sensible à des pays comme l'Italie et la Pologne, où il y a un conflit entre l'Etat et l'Eglise. La lutte va s'intensifier, et nous avons besoin d'une grande solidarité entre nous..."

"Gardez les liens, ayez un souci apostolique. Ne dites pas que vous n'avez pas assez d'argent, mais économisez sur autre chose: buvez moins de bière et de vin et allez vous visiter; allez aider les gens de la ville voisine à commencer une fraternité. On a besoin les uns des autres".

Hubert Pantel

CHEMIN DE CROIX

Agonie

Par le petit garçon qui meurt près de sa mère tandis que des enfants s'amuse à parterre; et par l'oiseau blessé qui ne sait pas comment son aile tout à coup s'ensanglante et descend; par la soif et la faim et le délire ardent:

Je vous salue, Marie.

Flagellation

Par les gosses battus par l'ivrogne qui rentre; par l'âne qui reçoit des coups de pieds au ventre; par l'humiliation de l'innocent châtié; par la vierge vendue qu'on a déshabillée; par le fils dont la mère a été insultée:

Je vous salue, Marie.

Couronnement d'épines

Par le mendiant qui n'eût jamais d'autre couronne que le vol des frelons, amis des vergers jaunes, et d'autre sceptre qu'un bâton contre les chiens; et par le poète dont saigne le front qui est ceint des ronces des désirs que jamais il n'atteint:

Je vous salue, Marie.

Portement de croix

Par la vieille qui, trébuchant sous trop de poids s'écrie "Mon Dieu." Par le malheureux dont les [bras]

ne puent s'appuyer sur une amour humaine comme la Croix du Fils sur Simon de Cyrène; par le cheval tombé sous le chariot qui l'entraîne:

Je vous salue, Marie.

Crucifiement

Par les quatre horizons qui crucifient le monde; par tous ceux dont la chair se déchire ou [succombe]; par ceux qui sont sans pieds, par ceux qui sont [sans mains];

par le malade que l'on opère et qui geint; et par le juste mis au rang des assassins:

Je vous salue, Marie.

Résurrection

Par la nuit qui s'en va et nous fait voir encore l'églantine qui rit sur le cœur de l'aurore; par la cloche pascalle à la voix en allée et qui, le samedi Saint, à toute volée, couvre d'alléluïas la bouche des vallées:

Je vous salue, Marie.

Francis JAMMES

MODIFICATIONS AU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA.

Prestations plus avantageuses pour certains.

Divorce ou annulation.

Les crédits de pension du RPC acquis par la mari et la femme pendant le mariage pourront être divisés également entre eux si le mariage se termine par divorce ou une annulation après le 1^{er} janvier 1978. Cette disposition assurera que des biens accumulés par les efforts des deux conjoints pendant leur mariage peuvent être partagés également entre les deux au moment de la rupture du mariage.

Paiement avec effet rétroactif de la pension de retraite.

La pension de retraite peut maintenant être payée avec effet rétroactif pour une période allant jusqu'à 12 mois aux cotisants qui ont 65 ans ou plus, mais moins de 70 ans et qui ont quitté le marché du travail.

Prestations après décès.

Il est maintenant possible de présenter une demande de prestations avec effet rétroactif (c'est-à-dire jusqu'à 12 mois) au nom d'une personne décédée, lorsque le cotisant y avait droit, mais n'a pas présenté de demande avant de mourir. Les familles ou les successions auront le droit de recevoir les prestations dans de tels cas.

Suppression des réductions de prestations pour enfants.

Les prestations pour orphelins et enfants de cotisants invalides ne seront plus réduites pour le 5^e enfant et les suivants. Tous les enfants d'une famille, quelle que soit sa taille, ont droit à des prestations égales.

Ces modifications importantes au Régime de pensions du Canada, sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 1978. Si certaines questions se posent, veuillez vous adresser au bureau du Régime de pensions du Canada le plus proche.

Winnipeg Édifice Bestlands 2 ^e étage 191, avenue Pioneer R3C 3N7 Tél. (204) 985-3774	Brandon Édifice fédéral 153-11 ^e rue R7A 4J5 Tél. (204) 727-0471
--	---



Santé et Bien-être social
Canada

Health and Welfare
Canada

Monique Bégin, Ministre

Monique Bégin, Minister

VENTE !!! 50 VERGES DE DENTELLE SEULEMENT \$2.25

EN PLUS: 50 BOUTONS décoratifs GRATUITS
si vous COMMANDEZ MAINTENANT. Modèles et
motifs variés, de tons magnifiques. PLEINE
LARGEUR aussi. Pour TOUTES vos bordures dé-
coratives. Envoi direct du fabricant. AJOUTEZ 75¢
de poste et manutention. REMBOURSABLE à
moins d'année satisfaction. Acceptons chèque,
mandat, argent.

INTERNATIONAL SALES CO.,
BOITE 280, SUCCURSALE CÔTE-DES-NEIGES,
MONTREAL, QUEBEC

Avis Public

Ottawa, le 10 mars 1978

GLOBAL COMMUNICATIONS LIMITED, 81, CHEMIN
BARBER GREENE, DON MILLS (ONTARIO) M3C 2A2

Paris, Windsor, Bancroft, Ottawa, Uxbridge, Sarnia,
Thunder Bay, Sault Ste-Marie, North Bay, Timmins et
Pembroke (Ontario); Vancouver (Colombie-Britannique),
Régina, Saskatoon et Yorkton (Saskatchewan); Winnipeg
(Manitoba); Edmonton, Calgary (Alberta) et Lloydminster
(Alberta) - 780311700.

A. Demande présentée en vue de renouveler la licence de
radiodiffusion du réseau de télévision, expirant le 31 mars
1978, pour retransmettre les émissions basées sur les
tirages successifs de la Loterie Provinciale; ce réseau se
compose des stations suivantes:

CKGN-TV Paris, CKGN-TV-1 Windsor, CKGN-TV-2 Ban-
croft, CKGN-TV-6 Ottawa, CKGN-TV-22 Uxbridge, CKGN-
TV-29 Sarnia, CHFD-TV Thunder Bay, CJIC-TV Sault Ste-
Marie, CKNC-TV Sudbury, CHNB-TV North Bay, CFCL-TV
Timmins (Ontario) et les stations réémettrices associées;
CHAN-TV Vancouver (Colombie-Britannique) et les sta-
tions réémettrices associées; CKCK-TV Régina (Saskat-
chewan) et les stations réémettrices associées; CICC-TV
Yorkton (Saskatchewan) et les stations réémettrices asso-
ciées; CKY-TV Winnipeg (Manitoba) et les stations
réémettrices associées; CFRN-TV Edmonton (Alberta) et
les stations réémettrices associées; CFNC-TV Calgary
(Alberta) et les stations réémettrices associées; CITL-TV
Lloydminster (Alberta).

B. Ajouter au réseau CHRO-TV Pembroke (Ontario) et
CFQC-TV Saskatoon (Saskatchewan) et les stations
réémettrices associées.

A la suite de la publication du présent avis et de la récep-
tion des commentaires, le Conseil rendra sa décision à
moins qu'il ne décide qu'une audience publique s'impo-
se.

Endroits où l'on peut examiner la demande:

a/s Wyatt, Purcell, Will & Stillman, 103, rue Darling,
Brampton (Ontario); a/s Clark & O'Neill, 17 nord, rue
Division Kingsville (Ontario); a/s Dempster & Zado, c.p.
310, 21, rue Market, Napanee (Ontario); 150, rue
Wellington, Ottawa (Ontario); 81, chemin Barber Greene,
Don Mills (Ontario); a/s Mallon et McMillin, 230 nord, rue
Christina, Sarnia (Ontario); CHFD-TV, 87 nord, rue Nili,
Thunder Bay (Ontario); CJIC-TV, 119, rue East, Sault Ste-
Marie (Ontario); CKNC-TV, 699, chemin Froid, Sudbury
(Ontario); CHNB-TV, 755 est, rue Main, North Bay (On-
tario); CFCL-TV, Timmins (Ontario); CHRO-TV, Pembroke
(Ontario); British Columbia Broadcasting System Ltd.,
7850, rue Enterprise, Burnaby (Colombie-Britannique);
CKCK-TV, route no. 1, est, Régina (Saskatchewan); CFQC
Television, 216, 1ère avenue nord, Saskatoon (Saskatche-
wan); Yorkton Television C. Ltd., 95 est, rue Broadway,
Yorkton (Saskatchewan); CKY-TV, Polo-Park, Winnipeg
(Manitoba); CFRN-TV, 18520, chemin Stony Plain, Ed-
monton (Alberta); CFNC Television Limited, Broadcast
House, Calgary (Alberta); CITL-TV, 5026 - 50ème rue,
Lloydminster (Alberta); Ou au bureau du CRTC, 100, rue
Metcalfe, pièce 1601, Ottawa (Ontario); ou au bureau
régional de Vancouver, 1860-1050 ouest, rue Pender,
Vancouver (Colombie-Britannique).

On peut présenter des commentaires sur cette demande
en déposant une intervention écrite au bureau du sous-
signé, 100, rue Metcalfe, Ottawa (Ontario) K1A 0N2 dont
copie devra être signifiée au requérant au plus tard le 28
mars 1978. Cette intervention devra comporter un exposé
clair et succinct des faits et des motifs pour lesquels
l'intervenant appuie la demande, s'y oppose ou propose
de la modifier.

On doit s'assurer de joindre à la copie envoyée au CRTC le
récépissé de la poste ou le reçu du messenger attestant que
le requérant a bien reçu sa copie.

Lise Oulmet
Secrétaire générale
CRTC - Avis public 1978-38



De bons prix, une forte demande et une technologie moderne devraient permettre d'augmenter la
production canadienne de sirop d'érable cette année. Espérons que la température saura collaborer...

Avis d'Audience Publique

Ottawa, le 13 mars 1978.

DEUXIÈME PARTIE
CALGARY (ALBERTA)
LE 9 MAI 1978, 9 h 00

Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunica-
tions canadiennes tiendra une audience publique à
compter du 9 mai 1978 à Sheraton-Calgary Inn,
202-4ème ave., sud-ouest, Calgary, (Alberta) afin d'é-
tudier ce qui suit:

MOFFAT COMMUNICATIONS LIMITED, PARC POLO,
WINNIPEG (MANITOBA). R3G 0L7

Winnipeg (Manitoba) - 772095600

Demande présentée en vue de modifier la licence de
radiodiffusion de la station CKY-FM Winnipeg (Mani-
toba) en changeant sa promesse de réalisation comme
suit:

Les changements dans la programmation projettent
une réduction dans la sous-catégorie 71 (musique clas-
sique) de 11.9% à 2%; une augmentation dans la
sous-catégorie 61 (populaire général) de 58.3% à
68.6%; un changement dans la proportion de musique
vocale à la musique instrumentale de 1:1 à 9:1 et une
augmentation de 5 à 16, dans le nombre de répétitions
hebdomadaires pour chaque pièce musicale.

Ces modifications entraîneront un changement de la
formule de programmation de la station.

Endroit où l'on peut examiner la demande:

Edifice CKY
1440, rue Rapelle
Winnipeg (Manitoba)

WINNIPEG VIDEON LIMITED, 651, RUE STAFFORD,
WINNIPEG (MANITOBA). R3C 2N9

Secteur de Winnipeg (Manitoba)
- 772006000 - 780282000

Demandes présentées en vue de modifier la li-
cense de radiodiffusion de l'entreprise de télévision par
câble d'un secteur de Winnipeg (Manitoba) comme
suit:

Tarifs

	Tarifs maximums actuels	Tarifs maximums projetés
Frais d'installation	\$15.00	Inchangés
Taux mensuel	\$ 5.00	\$5.50

Service de base (Canaux 2 à 13)

- ajouter des émissions d'origine locale (réunions du
Conseil de ville, conventions locales, séminaires et
débat de la Chambre des Communes);
- ajouter des émissions d'origine locale (annonces du
service public);
- ajouter des lectures religieuses (Talking Bible) sur le
canal communautaire (de la fin des émissions à 6:00
a.m. chaque jour);
- effectuer des conversions de canaux.

DISTRIBUTION AUTORISÉE

Service de base (Canaux 2 à 13)

CBWFT	CBC-SRC	Winnipeg, Manitoba
*KXJB-TV	CBS	Valley City, North Dakota
CBWT	CBC-SRC	Winnipeg, Manitoba
CKY-TV	CTV	Winnipeg, Manitoba
*WDZ-TV	NBC	Devil's Lake, North Dakota
CKND-TV	IND	Winnipeg, Manitoba
*KTHI-TV	ABC	Grand Forks, North Dakota
*KGFE	PBS	Grand Forks, North Dakota
		Emissions d'origine locale (météo, heure)
		Emissions communautaires Reçus par l'intermédiaire de micro-ondes

Endroit où l'on peut examiner la demande:

651, rue Stafford
Winnipeg (Manitoba)

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Comment intervenir

Quiconque désire formuler des commentaires à propos
d'une demande peut présenter une intervention écrite.
Cette intervention doit comporter un exposé clair et
succinct des faits et des motifs pour lesquels l'interven-
tant appuie la demande, s'y oppose ou propose de la
modifier. L'intervenant doit aussi indiquer s'il désire com-
paraître à l'audience.

Date d'échéance pour la réception des interventions: le 19
avril 1978.

Les interventions doivent être envoyées par courrier re-
commandé ou par messenger au requérant et au CRTC avec
preuve de signification.

Examen des demandes

A l'adresse locale indiquée dans l'avis et au Conseil, 100,
rue Metcalfe, pièce 1601, Ottawa (Ontario) ou à son bu-
reau régional de l'ouest, 1860 - 1050 ouest, rue Pender,
Vancouver (Colombie-Britannique).

Règles de procédure

On peut obtenir de plus amples informations en se pro-
curant une copie des Règles de procédure, disponible au
coût de 35 cents au: Centre d'édition, Centre d'impre-
merie, Imprimerie et édition, Ministère des Approvi-
sionnements et Services, 270, rue Albert, Ottawa (On-
tario).

Information: Ecrire au Conseil ou téléphoner à 613-
996-2294 ou 992-6240.

Lise Oulmet
Secrétaire générale
CRTC - Avis public 1978-38

Conseil de la radiodiffusion Canadian Radio-television
et des télécommunications and Telecommunications
canadiennes Commission

Conseil de la radiodiffusion Canadian Radio-television
et des télécommunications and Telecommunications
canadiennes Commission

Les régions

Saint-Boniface

Un engagement très spécial a été accepté par des membres de notre communauté: la famille Lucien Loiselle, de Saint-Boniface, qui a adopté un petit enfant indigent par l'intermédiaire du PLAN DE PARRAINAGE du Canada. La famille Loiselle est maintenant marraine de Marie-Tania Lacombe, une petite fille âgée de 6 ans de Haiti. La famille envoie une contribution mensuelle au montant de \$19, ce qui apporte une assistance matérielle et financière à l'enfant ainsi qu'à sa famille et qui a pour but de solidariser l'unité familiale.

Provencher

Monsieur Richard Greenaway, un employé à la CNR a déclaré la semaine dernière qu'il avait l'intention de briguer les suffrages lors de la nomination du candidat NPD pour la circonscription fédérale de Provencher.

Monsieur Greenaway, âgé de 26 ans, se dit inquiet de l'absence d'une politique fédérale précise à l'é-

gard de l'agriculture. "Si nous voulons guérir l'économie canadienne, nous devons d'abord réparer le dommage qui a été fait à l'industrie agricole".

Monsieur Greenaway, propriétaire d'une ferme près de Stuarburn, est présentement inscrit dans un programme d'Études canadiennes à l'université de Winnipeg.

La circonscription fédérale de Provencher regroupe les comtés provinciaux d'Emerson et La Vérendrye ainsi que la plus grande partie des comtés de Rupertsland, Springfield et Lac-Du-Bonnet.

Le Nouveau Parti Démocratique tiendra son congrès de mise en candidature à l'Institut collégial de Beauséjour, le 31 mars à 20 h.

Powerview

Dimanche, le 12 mars, une quinzaine de personnes de Powerview et Saint-Georges se rendaient à "La cabane à sucre" au Centre culturel de Saint-Boniface. Après la messe et quelques discours, tous ont pu manger de la tarte à leur goût et apaiser leur faim. En tête du menu figuraient le sirop

d'érable et la soupe aux pois. L'après-midi se passa à écouter de la musique et à discuter de la musique et des chants, à admirer certains danseurs et à danser si on le voulait. Il fallait bon aussi chercher dans la foule et y rencontrer des connaissances et des amis que l'on n'avait vus depuis bon nombre d'années.

Nos meilleurs vœux de complet et prompt rétablissement à Mme Paul Alarie, en convalescence chez elle après une opération, et à Mme Joseph Turcotte, à l'hôpital à la suite d'un accident à la jambe.

Mme Armand Désilets

Transcona

Rencontre à l'Eglise
THÉ-BAZAR

Par une belle température, le 1er mars, une trentaine de personnes se sont rendues à une rencontre à l'Eglise organisée par la Ligue des femmes catholiques de la paroisse de l'Assomption. Les talents divers des paroissiennes - artisanat, tricot, couture, etc. furent en évidence lorsque Mme Alice Commeault présidait anxieusement à l'ouverture des cadeaux. Comme divertisse-

ment, Mme Judy Helbren, native du Nouveau-Brunswick, nous fit apprécier quelques chapitres de la Sagouline.

Tous les cadeaux reçus sont très appréciés et serviront à la préparation du prochain thé-bazar qui doit avoir lieu le dimanche 9 avril de 10h30 à 15h, au Centre culturel de l'Assomption, 711, rue Léola à Transcona. Il y aura entre autres des comptoirs de pâtisseries, de couture, d'articles variés et un kiosque pour enfants. Le comité d'organisation lance une invitation à tous et chacun pour ce thé-bazar, le 9 avril à Transcona.

FAMILLE ET VARIATIONS

La LFC tenait sa réunion mensuelle le 8 mars. Après les délibérations courantes, les paroissiennes venaient se joindre au groupe pour un film de l'ONF, "FAMILLE ET VARIATIONS" présenté par Mme Jeannette Fraser. Ce très beau film en couleur durant 75 minutes vise à la réflexion sur la famille d'aujourd'hui. Le tout fut suivi d'un échange d'opinions au sujet du film animé par Mme Fraser. Plusieurs des quarante personnes présentes, exprimèrent le désir d'avoir des programmes de ce genre plus souvent.

Saint-Norbert

La Ligue des femmes catholiques invitait, le mardi 21 février, tous les paroissiens à entendre Sœur Rolande Dufault de Villa Rosa qui nous a parlé des "problèmes des adolescents". Un cinquantaine de personnes étaient présentes. Sœur Dufault nous a parlé avec beaucoup d'esprit et de sagesse sur un sujet qui nous concerne tous.

Un message de communication: "Pour que nos enfants se sentent acceptés dans nos foyers, il faut que l'amour et la discipline soient de pairs. En se mettant à l'écoute, nous découvrons chaque jour nos jeunes et nous les aimons davantage".

Nous remercions sincèrement Sœur Rolande Dufault et les parents pour avoir rendu possible cette soirée de connaissance et d'amour. Quelle richesse et quel partage.

Rachel Turenne

Lorette

Il y avait une erreur par rapport à la dernière partie de cartes qui fut annoncée. La dernière sera le 2 avril, et non le 21 mars.

Si vous aimez jouer aux cartes, rendez-vous le 2

avril à 20 h à la salle paroissiale. Ce sera la dernière partie de cartes d'une série de trois qui a été organisée au lieu du thé printanier. Un gros effort s'il vous plaît.

Le dimanche 5 mars, un vins-fromage fut organisé dans la salle paroissiale à l'occasion du lancement du premier disque de notre distinguée chanteuse de Lorette, Mona Gauthier.

M. le curé R. Prescott, maître de cérémonies, souhaita la bienvenue aux personnes présentes et fit ensuite l'éloge bien mérité à Mona; il souligna, bien sûr, qu'elle en a du talent. Elle chante très bien et est appréciée de tous. Ce qui nous plaît le plus, c'est qu'elle met son talent au service des autres, notamment de sa paroisse.

Cette fête paroissiale avait pour but de remercier Mona ainsi que tous les autres qui mettent leurs talents au service de la communauté. Et ils sont nombreux!

M. le curé Prescott a mentionné quelques organismes tels que la Ligue des femmes catholiques qui, depuis 12 ou 13 ans, assume un rôle de leadership dans les principales activités de la paroisse: les chevaliers de Colomb, la chorale, les catéchistes; des hommes et des femmes qui s'occupent bénévolement de la religion chrétienne des enfants; les groupes de prières, les municipalités, les écoles, les caisses populaires, les groupes d'activités sociales, les clubs d'âge d'or, les comités culturels. En étant Mona, nous avons fêté tous ceux qui sont au service de la communauté.

Rosa Therrien

La communauté chrétienne de la CATHÉDRALE DE SAINT-BONIFACE célèbre le TRIDUUM PASCAL

* JE CROIS EN JÉSUS-CHRIST *

À LA CATHÉDRALE:

- JEUDI SAINT:

- * 16 h Célébration eucharistique
- * 19 h 30 Célébration de la CÈNE DU SEIGNEUR
- * 22 h Veillée de prières devant le Saint Sacrement

Confessions: 15 h 30 à 16 h

- VENDREDI SAINT:

- * 15 h Célébration de la PASSION DU SEIGNEUR
- * 20 h 30 Chemin de Croix

Confessions: 10 h 30 à 11 h 30

- SAMEDI SAINT:

- * 22 h Célébration de la VEILLÉE PASCALE, sommet de notre vie chrétienne.

Confessions: 16 h à 17 h

- PÂQUES - LA RÉSURRECTION DU SEIGNEUR JÉSUS

- * 10 h 30 Célébration eucharistique
- * 12 h 30 Célébration eucharistique

Bien noter:

Pas de messe à 8 h 30 ni à 16 h

Pas de confessions le dimanche de Pâques

À LA CHAPELLE SAINT-LOUIS (rue LaFlèche)

- JEUDI SAINT:

- * 19 h 30 Célébration de la CÈNE DU SEIGNEUR

- VENDREDI SAINT:

- * 15 h Célébration de la PASSION DU SEIGNEUR

- SAMEDI SAINT:

- * 22 h Célébration de la VEILLÉE PASCALE

- PÂQUES - LA RÉSURRECTION DU SEIGNEUR JÉSUS

- * 10 h 15 Célébration eucharistique

ALLÉLUIA!

CHAPELLE FUNÉRAIRE

SAINT-PIERRE

Luc DANDENAULT, Gérant

Résidence - 7633 ou Bureau - 433-7879

LOEWEN FUNERAL CHAPELS

Téléphone: 326-2085

AVIS AUX CRÉANCIERS

EN CE QUI CONCERNE LA SUCCESSION DE FEU JEANNE COMEAU, du village de La Salle, au Manitoba, veuve, décédée.

TOUTES réclamations contre la succession ci-haut mentionnée devront être déposées à l'étude des sous-jurés 200-F70, rue Marion, Winnipeg, Manitoba R2H 0T4 le ou avant le 28 avril 1978.

DATE à Winnipeg, au Manitoba ce 14e jour de mars 1978.

MARCOUX BÉTOURNAY GUAY

Procureurs de la succession.

AVIS AUX CRÉANCIERS

EN CE QUI CONCERNE LA SUCCESSION DE FEU ALEXINA RAINVILLE, de la ville de Winnipeg, au Manitoba, épouse d'Omer Rainville, marchand à sa retraite, décédée.

TOUTES réclamations contre la succession ci-haut mentionnée devront être déposées à l'étude des sous-jurés 200-F70, boulevard Provencher, Winnipeg, Manitoba, R2H 0G4, le ou avant le 25e jour d'avril, A.D. 1978.

DATE à Winnipeg, au Manitoba, ce 14e jour de mars A.D. 1978.

F. R. AVANTHAY

Procureur de la succession



MONUMENTS BRUNET

405, rue Bertrand, Saint-Boniface, Manitoba R2H 0P4 233-7864

Burns-Hanley

du groupe BOURASSA pour toutes fournitures d'églises

164, boul. Provencher



LA VÉRITÉ

Car le salaire du péché, c'est la mort; mais le don gratuit de Dieu, c'est la vie éternelle en Jésus-Christ, notre Seigneur. (Romains 6, v. 23)

Chapelle funéraire

COUTU

156, rue Marion Saint-Boniface

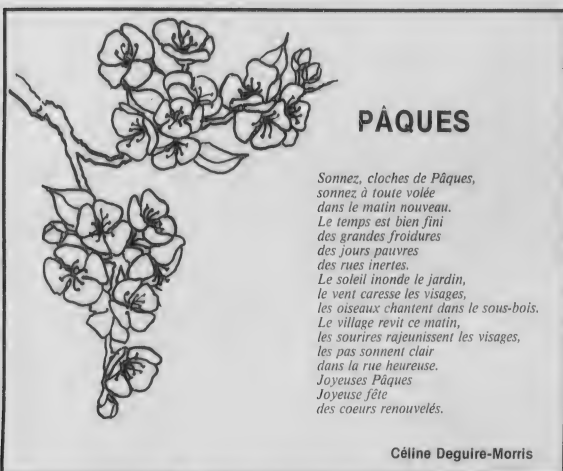
L'établissement le plus ancien de Saint-Boniface

Téléphones: 233-7453 233-0156

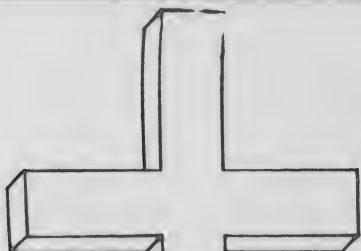
La Page de Bicolo ...

*A tous,
Joyeuses Pâques!
Bicolo*

*C'est le jour
de Pâques, Bicolo!*



LA SEMAINE SAINTE



Avant sa mort, Jésus partage un dernier repas avec ses amis.



Jésus est arrêté
et condamné à mort.



Jésus meurt
sur une croix.



Le matin de Pâques,
le tombeau est vide!

Jésus est ressuscité!

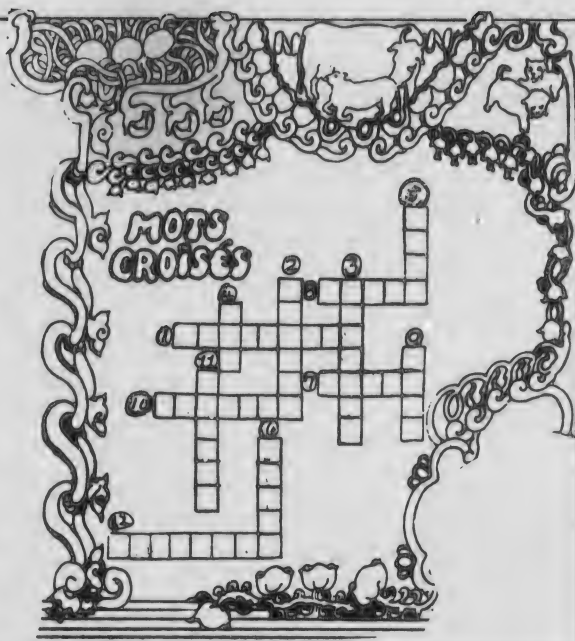
Seigneur Jésus, tu es vivant.

LE PRINTEMPS

TROUVE LES MOTS QUI MANQUENT DANS LA COMPOSITION ET ÉCRIS-LES ENSUITE DANS LES CASES DU MOTS CROISÉS.

Le —————(1) est arrivé. Il y a des
 —————(2) partout. J'ai observé des
 —————(3) qui faisaient leur —————(4). Les uns le
 faisaient avec de la —————(5) séchée. Les autres
 avec de l'—(6) et des brindilles. Ils
 ajoutaient parfois des brins de —————(7), de la
 —————(8). A la ferme, un petit —————(9) est
 né. Il se tient à peine debout. Et chez moi ma chatte a
 eu quatre —————(10). Le printemps est le
 réveil de la —————(11) et c'est ma saison
 —————(12).

1. printemps, 2. fleurs, 3. oiseaux, 4. nid, 5. boue, 6. queue, 7. laine, 8. corde, 9. veau, 10. chatons, 11. nature, 12. préférence.



Courrier

Allô ami Bicolo,

Quelle belle surprise j'ai eue en recevant un bouffon et le bouton de membre! Merci beaucoup.

J'aime bien la page de Bicolo.

Une amie,
Joanne Hamilton
 Lorette, Manitoba

Cher Bicolo,

Merci beaucoup pour le prix que tu m'as envoyé. Comme j'étais contente et surprise! Tu m'as envoyé de belles raquettes! Cette même journée-là, j'ai pris les raquettes et j'ai marché dans la neige avec mon père, lui qui aussi avait ses raquettes. Mon frère et mes sœurs veulent tous prendre leurs tours avec mes raquettes. Elles me font très bien et j'ai beaucoup de plaisir avec. Encore une fois, un gros MERCI!

Ton amie,
Hélène Vermette
 Aubigny, Manitoba



J'ai reçu des MERCI pour les "t-shirts" du Festival du Voyageur de la part des gagnantes suivantes:

Colette Connelly, de LaBroquerie
 Isabelle Allard, de Saint-Eustache
 Yvette Sorin, de Sainte-Agathe
 Angèle Furet, de Saint-Claude"

Bicolo

Ce lapin à l'air malin...tu ne trouves pas?
 Colorie-le pour le jour de Pâques!



ATTENTION... ATTENTION!

Si tu veux devenir membre de mon Club, tu n'as qu'à découper le coupon ci-dessous, le remplir correctement et le retourner à:

Club de Bicolo
 C.P. 262
 Saint-Pierre-Jolys
 Manitoba R0A 1V0

Tu recevras ensuite ta Carte de Membre. A chaque semaine un gagnant est choisi parmi tous les membres.

Nom:

Adresse:

Code postal:

Age: Grade:

BICOLO SALUE LES NOUVEAUX MEMBRES DE SON CLUB

4666 Carol Ayotte, Saint-Boniface
 4667 Maurice Sherwood Jr., Saint-Norbert
 4668 Michelle Bonneteau, Sainte-Anne
 4669 Christophe Morin, Saint-Boniface
 4670 Paul Morin, Saint-Boniface
 4671 Colette Desautels, Pine Falls
 4672 Roger Desautels, Pine Falls
 4673 Ginette Pelouquin, Saint-Vital
 4674 Guy Champagne, Sainte-Anne
 4675 Daniel St-Jacques, Duressno
 4676 Dean Berrie, Sainte-Anne
 4677 David Bruneau, Saint-Jean Baptiste
 4678 Georgette Bruneau, Saint-Jean Baptiste
 4679 Marc Parant, Saint-Joseph
 4680 Kelli Grant, Winnipeg
 4681 Janice Ayre, Winnipeg
 4682 Kathy Ryslew, Winnipeg
 4683 Mark Musick, Saint-Pierre
 4684 Michel Touchette, Saint-Malo
 4685 Rino Quillet, LaBroquerie
 4686 Jeannette Kotowicz, Saint-Vital
 4687 Juliette L'Heureux, Saint-Boniface
 4688 Brian L'Heureux, Saint-Boniface
 4689 Robert Berube, West St. Paul

MEMBRE GAGNANT
 No 4154 Ginette Pelland, 5 ans
 Aubigny,
 Manitoba

À VENDRE - DUPLEX AT-TRAYANT au 184, McAdam, à l'est de la rue Main. 47 chambres à coucher, tapis, tous les appareils, sous-sol fini, garage pour 2 autos, grande cour clôturée, beaucoup d'autres commodités. Ne manquez pas cette occasion! Vente privée. Composez 338-7542 ou 334-2063.

47-130-47 C

À LOUER - Rue Saint-Jean-Baptiste - Garçonnier ("bachelier suite") pour dame ou demoiselle. Libre le 1er avril. Composez 247-7516.

47-126-JND

SI VOUS AVEZ BESOIN D'AIDE pour votre ménage de printemps, appelez-moi au 284-2454.

47-127-48 C

JE DESIRE UNE GARDIENNE chez moi pour 2 enfants de 1 an et 3 ans, du lundi au vendredi, de 8 h à 16 h 30, à partir de septembre. Composez 256-0283.

47-128-47 C

POUR TOUTE FAVEUR OBTENIR par l'invocation suivante: Mon Jeun par les mérites de vos Saintes Plaies, guérissez-moi.

46-116-1 P

Prenez-vous votre retraite? Tres jolis sites valant, pour adultes seulement, avec maisons prefabricquées dans l'île de Vancouver, lesud de la province et dans la vallée de l'Okanagan. Pour plus d'informations, écrire à B.P. 4002, Stn A, Victoria, C.B. ou B.P. 822, Summerland, B.C.

44-109-48 C

À VENDRE - 4 milles au sud de Saint-Malo. Grande maison de 4 chambres à coucher, 2 salles de bain. Convient comme résidence d'été pour une ou plusieurs familles. Composez 433-7559.

46-125-JND

G.M.C. Rally 1975 en très bon état. Servo-direction, servo-freins, transmission automatique, AM-FM, air climatisé, tapis. Travaux de finition effectués à l'atelier de préexpedition. Meilleur offre au-dessus de \$4,000. Composez 1-878-3208 ou 1-878-3103, Lorette, Man.

47-129-48 C

RAPPORT D'IMPÔT À DOMICILE - Compétence en ce domaine depuis 1972. Composez 247-6262 après 19 h pendant la semaine et n'importe quand en fin de semaine.

45-114-JND

GARDERIE DE BAMBINS pour enfants de 2 à 5 ans. Survenue pour le gouvernement. Pour plus de renseignements, composez 247-8660 le jour, ou 257-5619 le soir. 197 rue Kison.

32-10-JND

JEUNE FILLE CHERCHE un appartement de 2 chambres à coucher, rue Taché. Composez 233-4555.

43-101-JND

Dame très sincère, récemment déménagée à Winnipeg, aimant la danse et les sports, désire rencontrer homme honnête âgé entre 30 et 40 ans - Veuillez répondre en envoyant une photo et le numéro de téléphone à boîte 112, La Liberté, C.P. 96, Saint-Boniface, Man. R2H 3B4

45-112-JND

La Bible Vous Parle

À chaque semaine un nouveau message

257-4938

- Laissez sonner 4 à 5 fois
- Un nouveau message chaque semaine
- Si occupé, veuillez rappeler

La Mission Évangélique Baptiste
C.P. 32, Saint-Vital
Man., R2M 4A5



Transports Canada

APPEL D'OFFRES

Transports Canada fait un appel d'offres portant sur l'ouverture d'un bar et restaurant à l'aéroport de Thunder Bay, Thunder Bay (Ontario).

On peut obtenir les documents relatifs à la première et à la deuxième phase, sur demande, en s'adressant à l'agent régional des approvisionnements, Transports Canada, 6e étage, 125, rue Garry, Winnipeg (Manitoba) R3C 0P6.

Une réunion d'information à ce sujet aura lieu le 10 avril 1978, à 14 h, à Red Oak Inn, salle Port Arthur, Thunder Bay (Ontario), pour répondre à toute question que les intéressés pourraient avoir concernant cet appel d'offres.

Les documents relatifs à la première phase de cet appel d'offres, qui seront envoyés au bureau de l'agent régional des approvisionnements, Transports Canada, 125, rue Garry 6e étage, Winnipeg (Manitoba) R3C 0P6, seront acceptés jusqu'à 15 h, heure normale du Centre, le 20 avril 1978.

Les candidats choisis signeront un contrat de 10 ans avec Transports Canada. Les soumissions cachetées, concernant la deuxième phase de cet appel d'offres, adressées au bureau de:

L'agent régional des approvisionnements
Transports Canada
125, rue Garry,
6e étage
Winnipeg (Manitoba)
R3C 0P6

seront acceptées jusqu'au 4 mai 1978, 15 h, heure avancée d'été.

Les offres doivent être présentées en double exemplaire, sur les formules fournies par le Ministère et doivent être accompagnées du dépôt de garantie stipulé dans les documents contractuels.

Le Ministère ne s'engage en aucun cas à accepter un appel d'offres, quel qu'il soit.

D.A. Lane
Administrateur, région du Centre
Administration canadienne des transports aériens

ASSUREURS

Ernst, Little & Wolff Ltd.
ASSURANCES - IMMEUBLES -
HYPOTHÈQUES
ADMINISTRATIONS DE PROPRIÉTÉS
100, édifice Paris Téléphone: 943-5408 - Winnipeg 2

Assurances Aurèle Desaulniers

390, boul. Provencher, Tél.: 233-4051

CIS Pour tout genre d'assurances **AUTOPAC**

233-7760 **AUTOPAC** 233-7351

MAURICE-E. SABOURIN LTD

195, boul. Provencher, St-Boniface (6), Man.

ASSURANCES DE TOUTS GENRES
AGENCE DE VOYAGES
Avions Bateaux Tours Trains

AGENCE D'ASSURANCES



Pour tous services d'assurance et de voyage.

160, rue Marion, SAINT-BONIFACE

Lise, Nicole
247-8434 Georges 233-4955

AVOCATS-NOTAIRES

LAURIER RÉGNIER
AVOCAT ET NOTAIRE
304, édifice Avenue
265, avenue Portage
Winnipeg
R3B 2B2
Bureau: tél.: 942-3824

François Avanthay
LL. B.
Avocat et Notaire
25-185, boul. Provencher
Saint-Boniface, Manitoba
Téléphone: 233-5029

LAURENT-J. ROY

Avocat et notaire - Tél.: 956-1060
MONK, GOODWIN & COMPANY
500, Edifice Canada Trust - 232 avenue Portage
WINNIPEG

MARCOUX, BETOURNAY & GUAY

AVOCATS ET NOTAIRES

L.G. MARCOUX, C.R. 200-170, rue Marion
R.L. BETOURNAY Saint-Boniface, Manitoba
D. GUAY R2H 0T4
R. BOSSIERE (204) 233-8901
BERNARD J. RODRIGUE

TEFFAINE MONNIN & HOGUE

AVOCATS ET NOTAIRES

BUREAUX A:
R.E. TEFFAINE, C.R. 201-185 boul. Provencher
M. MONNIN Saint-Boniface
A.J. HOGUE Téléphone: 233-1426
L.V. TEILLET
C. SHARPE 3527 chemin Pembina,
Saint-Norbert
Téléphone: 261-7190

CHIROPRACTEURS

Lundi au vendredi 9h à 21h; samedi 9h à 13h.
Rendez-vous Tél.: 433-7256

CENTRE DE CHIROPRAxie
SAINT-PIERRE-JOLYS
Rue Jolys Est
Saint-Pierre, Manitoba
ROA 1V0
Chiropacteurs:
Roland-E. Bohlmer, D.C.
Garry Specht, D.C.

Rendez-vous Tél.: 233-3060

CENTRE DE CHIROPRAxie
PROVENCHER

154, boul. Provencher
Saint-Boniface, Manitoba
R2H 0G3
CHIROPRACTEURS
Gilbert-E. Bohlmer, D.C.
Wayne A.G. Longstaffe, B.S., D.C.

DR HENRI L. MARCOUX

CHIROPRACTEUR
Heures de bureau: Lundi, mercredi et vendredi:
de 8h30 à 12h30; de 14h à 20h30
Téléphone: 452-9803
226, chemin Sainte-Marie, Saint-Boniface, Man.

COMPTABLES

FOREST GUENETTE CHAPUT
comptables agréés

262, rue Marion
Saint-Boniface, R2H 0T7
Téléphone: 233-8593

DIVERS

MARION RUBBER STAMP
169, rue Marion,
Saint-Boniface
Tél.: 233-2211
Tampons pour tous usages

Pelland Catering
Traiteurs: mariages, diners
réceptifs et banquets
161, Provencher, St-Boniface
R2H 0G2
TÉLÉPHONE: 247-3319

OPTOMÉTRISTES

Dr E.M. FINKLEMAN
et
Dr S.A. FINKLEMAN
Optométristes

208, Avenue Building
265, av. Portage
Winnipeg, Tél.: 942-2496
Examen de la vue
et
Lunettes ajustées

Dr R.J. Lecker, optométriste
Dr M.N. Lecker, optométriste
Examen de la vue
James Shoen LTD.
2e étage, édifice Hurlig
264, avenue Portage
R3C 0B6
Tél.: 943-6628

Dr R.J. STANNERS
Optométriste
Examen de la vue
139, boul. Provencher
AU REZ DE CHAUSSEE
Tél.: 233-3889

FERBLANTIERS

LSM
LAFRENIERE
Sheet Metal Ltd.
Chauffage Ventilation
Climatisation de l'air
401, rue Youville
St-Boniface
R2H 2T4
Téléphone: 233-7946

Air conditionné
Gouttières
Ferblanterie
Ventilation
ROSSIGNON
SHEET METAL & HEATING
491, ch. Ste-Anne
Saint-Vital
R2H 0T1
Tél.: 257-2921
René André 256-3340

TRANSPORTS

PIERRE J. BEAUDRY, Prop.

PUTT'S

85 DES MEURONS
ST-BONIFACE 6, MAN.

TRANSFER

Téléphone: 233-8327

Service général de déménagement, messageries, etc.

Rolly's Transfer LTD.
Gérant:
Rolly Painchaud
Tél.: 256-5889

CARRIÈRES



LA BANQUE ROYALE DU CANADA
recherche

Préposé(e)s au service des prêts aux consommateurs

pour ses différentes succursales dans la
région du Manitoba et
du Nord-Ouest Ontarien.

- Carrière très attrayante pour des prépo-
sé(e)s aux prêts aux consommateurs
- Excellente chance d'avancement
- Salaire initial: selon les qualifications et
l'expérience
- Avantages sociaux très intéressants

QUALIFICATIONS REQUISES

- Une ou deux années d'expérience dans le
domaine des prêts aux consommateurs ou
autres domaines connexes
- Aimer travailler avec le public

Toute personne intéressée est priée
d'écrire ou de téléphoner au:

Chef régional du personnel
BANQUE ROYALE DU CANADA
Service du personnel
220, av. du Portage
Winnipeg, Manitoba, R3C 2T5
Téléphone: 946-6808



247-6340
256-2432

GEORGES-D. BOHÉMIER
519, che. Sainte-Marie



THE ROYAL TRUST
CORPORATION
1576, ch. Sainte-Marie
Tél.: 257-3370

VIVE LA CAMPAGNE

1/2 acre de terre dans le village de Sainte-Geneviève, à
30 minutes de la ville. Ce logis comprend un salon, une
salle à manger, une cuisine, une salle de bains de 2
pièces et les facilités pour la lessive au 1er étage; 3
chambres à coucher et une salle de bains complète au
2e. Pour seulement \$28,500. Le client qualifié peut ac-
céder avec \$3,000. Appelez Marg Watson au 256-
8767.

ILE-DES-CHÊNES

Ne laissez pas passer cette chance. La maison de vos
rêves vous attend, rue Elm. Bi-level de 2 chambres à
coucher, belle salle de bains, très jolie cuisine du
genre campagne avec armoires en beau bois vernis.
Tapis d'excellente qualité. Sur grand lot de 80 x 200.
Taxes: \$578.00. Le tout pour \$52,900. Appelez Jeanne
D'Auteuil au 257-1571.

TRANSCONA \$36,500
Pour nouveaux mariés - Imaginez un beau duplex de 2
chambres à coucher, grande salle de loisirs, tapis mur
à mur d'excellente qualité partout. Cour clôturée. Rue
McMeans. On vous attend. Appelez Jeanne D'Auteuil
au 257-1571, ou Royal Trust au 257-3370.



DANIS REALTY LTD.

125, chemin Sainte-Anne, Saint-Vital R2M 2Z1 Tél.: 257-2570

BONNE MAISON DE REVENU au centre de Saint-Boniface.
Comprend 2 appartements de 1 et 3 ch. à coucher et de 1 et 2
ch. à coucher. Prix: \$39,900. Pour plus de détails, appelez
Yvette Pelletier, 233-9207, ou au bur.: 257-2570.

BUNGALOW DE 2 CH. À COUCHER, ch. Elm Park à Saint-
Vital. Grand lot et garage. Prix: \$34,500. Appelez Yvette
Pelletier 233-9207, ou au bur.: 257-2570.

SAINT-ANNE, MAN. - Doit être vendue. Jolie "split level"
de 5 ans, 3 ch. à coucher, foyer naturel, salle de loisirs, garage
double, etc. Appelez Claude Fréchette, 257-3962, ou au bur.:
257-2570.

McKAGUE SIGMAR REALTY

Centre Southdale — 256-4356

SAINT-BONIFACE - Maison
de 5 chambres à coucher - 2
salles de bains - seulement
\$17,900. - Appelez R. Lejeune,
256-8793.

NORWOOD - Bonne grande
maison de 4 chambres à cou-
cher, belle cuisine carrée. Si-
tuée sur rue tranquille. Seule-
ment \$33,900. Mme Managie,
256-6117 ou 256-4356.

SAINT-BONIFACE - Maison
solide avec espace commercial.
Sous-sol complet, 3 chambres à
coucher, 2 salles de bains,
tapis. Bon garage. \$37,900.
Mme Managie, 256-6117 ou
256-4356.

SAINT-ANNE - Grand lot de
90 x 220. Grande maison pou-
vant servir comme duplex.
Mme Managie, 256-6117 ou
256-4356.

**501, RUE SAINT-JEAN-BAP-
TISTE** - 4 chambres à cou-
cher - \$27,900.
503, RUE WOODYDELL - 5
ans - 5 chambres à coucher -
\$35,900.

284, RUE EUGÉNIE - En très
bon état - \$33,900.

196, RUE BRAEMAR - 4
chambres à coucher - Vaut la
peine d'être visitée - \$47,900.

523, RUE CHERRIER - Très
grandes pièces - 2 chambres à
coucher - \$35,500.

LOT VACANT - Saint-Vital -
45 x 97 - \$13,900.

Léo Grouette, 257-2363

PARC WINDSOR - Bungalow
de 2 chambres à coucher -
de séjour - grand lot - garage -
seulement \$45,900. Appelez
R. Lejeune, 256-8793.



Marquis Realty

365, rue Desautels, près Des Meurons, — 233-7983

POURQUOI PAYER UN LOYER?

IDÉAL pour jeune couple à revenu modeste. J'ai une
bonne variété de maisons mobiles de 2 et 3 cham-
bres à coucher, parmi lesquelles il y en a de partielle-
ment ou entièrement meublées. Les prix varient entre
\$14,500 et \$23,900. Agissez dès maintenant afin de
pouvoir en choisir une près de la piscine. Appelez Ray
Lavigne au 233-7983 ou 253-0546.

LOCALITÉ DE CHOIX

Maison unique, construite sur demande. 1,600 pieds
carrés, salle familiale avec foyer ouvert et portes de
patio, immenses salon et salle à manger en forme de L,
2 plomberies avec douche dans l'enclos donnant sur la
chambre à coucher principale, grande cuisine avec
armoires en chêne, évier double en acier inoxydable,
revêtement de planchers en bois, appareils (couleur or)
si désiré, tapis en peluche d'excellente qualité, baie
vitrée, garage double attenant. Une vraie maison
d'exécutif. Appelez Mme Al Forest au 233-7983 ou
284-6458.

LORETTE, MAN.

Bungalow de 3 chambres à coucher construit sur de-
mande, 1080 pieds carrés, 3 ans, lot de 80' x 180'. Ap-
pelez Louise Fillion au 233-7983 ou 233-9299.

SAINT-BONIFACE

Bungalow de 3 chambres à coucher, grande cuisine.
Maison très propre. On demande \$39,500. Appelez Ray
Lavigne au 233-7983 ou 253-0546.

SAINT-VITAL

C'est le temps de vous procurer une maison plus
spacieuse. Bungalow d'exécutif construit sur de-
mande. Comprend une authentique salle à manger, une sal-
le familiale donnant sur la cuisine et avec foyer ouvert,
une salle de bains privée donnant sur la cham-
bre à coucher principale, draperies faites sur de-
mande, tapis de qualité et beaucoup d'autres commodi-
tés. Appelez Louise Fillion au 233-7983 ou 233-9299.

SOUTHDALÉ

Bungalow de 3 chambres à coucher, 3 plomberies,
sous-sol fini avec foyer électrique; toutes les drape-
ries faites sur demande sont comprises; garage
double. Appelez Mme Al Forest au 233-7983 ou 284-
6458.

SAINT-NORBERT

Maison idéale pour famille. 2 étages, 4 chambres à
coucher, sous-sol fini, garage attenant. Près de toutes
les commodités. Appelez Mme Al Forest au 233-7983
ou 284-6458.

NOUS SOMMES ICI POUR VOUS SERVIR
233-7983, 24 heures sur 24

À LOUER - SAINT-BONIFACE

Appartements de luxe de 2 et 3 chambres à coucher.
Réfrigérateur, cuisinière, lave-vaisselle, air climatisé,
tapis, stationnement. Appartements donnent sur le
parc. Disponibles immédiatement. Pour visiter, com-
poser 269-9522, 247-4942 ou 253-5820.

BOUCHARD REALTY

433-7502

Saint-Pierre-Jolys

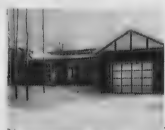
Venez à Saint-Pierre-Jolys
comparer les propriétés
et les prix



SOYEZ VOTRE PROPRE

PATRON - Saint-Pierre Trail-
ler Centre - Bonne bûche de 40
x 60 avec salle de montre. Sur
grand lot. Livraison du gaz
Propane. A 9 milles de la plage
de Saint-Malo.

SAINT-PIERRE-JOLYS - 160
acres en culture avec graine-
rie en métal. A 2 milles au sud
du village.



SAINT-MALO - Nouvelle mai-
son de 2,000 pieds carrés, foyer
ouvert, 3 chambres à coucher,
garage attenant. Sur beau lot
boisé à 2 minutes de la plage.
Cette maison est de toute beau-
té.

SAINT-MALO - Bonne mai-
son de revenu sur beau grand
lot à 5 minutes de la plage. Peut
être convertie en chalet d'été.
Garage.

**À 15 MILLES AU SUD-EST
DE WINNIPEG** - 1,100 acres
d'agriculture. Terrain peut être
vendu en pièces de 120, 160 ou
800 acres.

SAINT-PIERRE - Au centre
du village. Propriété commer-
ciale de 125 x 300. Idéale pour
tous genres de bureaux, maga-
sins, ateliers, etc.

SAINT-PIERRE - 100 acres en
culture à 15 milles du village. Prix
très raisonnable.

METRO AGENCIES LTD

294, rue Marion, St-Boniface, tél.: 233-0182
Nap et Bernice Gagnon - Rés.: 233-3510
Ron Gagnon - Rés.: 233-8498



NORWOOD - Bungalow de 2
chambres à coucher avec 2 sal-
les de bains. Salle de récréa-
tion et chambre supplémentaire
au sous-sol. Garage. Situ-
é sur un beau lot de 50 pieds.



NORWOOD - 50 Hemlock
1 1/2 étage, 4 chambres à cou-
cher. Salle de récréation et
chambre supplémentaire au
sous-sol. Garage. Endroit
très tranquille.

**PRIX RÉDUITS - FERME A
68 MILLES DE WINNIPEG**,
près de Saint-Claude. 480 ac-
res. Beau bungalow de 3 ans, 3
chambres à coucher, grande
cuisine, salle à manger, sous-
souterrain complet. Eau courante
et fosse septique. Pour obtenir
une liste des machineries et
pour plus de renseignements
appelez Nap ou Ron.

**BOULEVARD PROVEN-
CHER** - Grande propriété com-
merciale zonée C1. Construite
en blocs de ciment.

SAINT-NORBERT - Grand
bungalow (style espagnol) de 3
chambres à coucher, 3 salles de
bains, plan en ogive ("open
ceiling"). Garage. En très bon
état.



PARC WINDSOR - Joli "split-
level" de 3 chambres à cou-
cher, cuisine avec "dinettes".
Salle de récréation avec foyer
électrique, chambre supplémen-
taire et salle de toilette de 2
pièces au sous-sol. En très bon
état. Hypothèque de 6 3/4% \$52,000.



SAINT-VITAL - Maison de 3
chambres à coucher, salle à
manger, grande salle familiale
avec foyer ouvert, portes de
patio. Garage double avec por-
tes électriques. Cour complète-
ment clôturée. En très bon
état et très propre.

RUE KITSON \$64,500
Joli duplex de 13 ans. Un logis
de 3 chambres à coucher avec
salle à manger, et un logis de 2
chambres à coucher avec salle à
manger. En très bon état. Garage
double.

RUE KITSON \$39,500
Maison de 1 1/2 étage, 4 cham-
bres à coucher, salon, salle à
manger, tapis mur à mur, 2
salles de bains. Chambre sup-
plémentaire et "sauna" au sou-
s-sol. Fenêtres (toutes saiso-
ns). En très bon état. Garage.

Rue Saint-Jean-Baptiste
\$23,900
Maison de 1 1/2 étage, 2 ou 3
chambres à coucher. Lot de
33 x 144. Revenu de \$200.00
par mois.

ENTREPRISE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ Fontaine & Compagnie

165, boulevard Provencher, Saint-Boniface
Téléphone: 233-7425

VIANDE DE QUALITÉ... POUR VOTRE CONGÉLATEUR LUCIEN CHAPUT

300, avenue Hamel, Saint-Boniface
8h.30 à 5h. p.m., du mardi au vendredi
233-7869

TÉLÉVISEURS ET FOURS À MICRO-ONDES À VENDRE OU À LOUER

Tél.: 233-1863 171, rue Marion
Aurèle Dupuis, prop. Saint-Boniface
CARMAN MOXLEY RENTALS LTD

On parle français...

● au téléphone



Expression française	Expression anglaise	Forme fautive
Service de l'entretien	Maintenance Department	
Service des réclamations	Business Office	
Service des réparations	Repair Department	
Service (téléphonique) d'outre-mer	Overseas telephone service	
Signal (ou tonalité) de manœuvre	Dial tone	Ton du cadran
Signal (ou tonalité) d'occupation	Busy tone	
Sonnerie	Ring	
Standard	Switchboard	Switchboard

Tarif	Rate(s)	Taux
Téléphone public, taxiphone (France)	Payphone, public telephone	Téléphone payant
Téléphoner, donner un coup de fil, faire un appel	To call, to place a call	Logger un appel
Téléphoniste chef	Chief operator	
Téléphoniste chef adjoint	Assistant chief operator	
Transfert d'appel, passer la communication	To transfer a call, call transfer	
Un instant	One moment, please	
Usager du téléphone	Telephone user	
Vous vous trompez de numéro, mauvais numéro	Wrong number	Méchant numéro

Tiré de "Vocabulaire du téléphone"

ERRATUM

Dans la deuxième parution de la rubrique *On parle français au magasin*, on lisait pour traduire *store-wide sale*: *solde générale*. Il s'agissait d'une erreur, puisque l'expression *solde* dans le domaine de la vente et du crédit a un *genre masculin*.

En comptabilité, on parle d'un *solde* pour identifier la différence entre le total du débit et le total du crédit d'un compte. Si l'on parle du *solde* d'une facture, on fait mention de ce qui reste à payer.

On parle aussi d'un *solde général* pour de la marchandise vendue au rabais. Le *solde* appartient au soldat. On dit le *solde* du soldat en parlant de sa rémunération et par conséquent le *solde* du général!

● au bureau

Forme fautive

- 1 — Parlant de... patronage
- 2 — Partir à son compte
- 3 — Passer une commande
- 4 — Un compte passé dû
- 5 — Les payeurs de taxe
- 6 — Place d'affaires, bureau d'affaires
- 7 — Placer un appel (téléphonique)
- 8 — Plan de paiement, plan d'assurance
- 9 — Il travaille sur le plant numéro 4
- 10 — Travailler au 2e plancher
- 11 — Poinçonner, puncher à 9hrs
- 12 — Le postage du courrier
- 13 — Postuler une position, faire application pour une position, demander une 'job'
- 14 — Prendre un break
- 15 — Secrétariat légal
- 16 — Secrétaire privé
- 17 — Imposer une procédure
- 18 — Qualifications exigées
- 19 — Rapport d'impôt
- 20 — Se rapporter à son supérieur
- 21 — Les records de la compagnie
- 22 — Reçu paiement
- 23 — Référent à votre lettre du...
- 24 — Lettre de référence
- 25 — Sceller des enveloppes
- 26 — Seconder une proposition
- 27 — D'après la séniorité
- 28 — Signer à l'endos d'un chèque
- 29 — S'objecter à...
- 30 — Statut civil
- 31 — Avoir du support de...
- 32 — Sur l'avion, sur le train, sur la rue
- 33 — Il a été nommé sur l'équipe nationale
- 34 — Il est sur un comité
- 35 — Il est allé sur un panel
- 36 — Recevoir un téléphone
- 37 — Faire du temps supplémentaire
- 38 — Transiger avec une compagnie
- 39 — Faire partie de l'union

Agrafeuse



Mouleur



Dégrafeuse



Agrafes



Numéroteur
Folioteur



7890123456
1234567890

Attaches de bureau



Taille-crayon



Pince-notes



Perforateur



(à 1, 2, 3 emporte-pièce)

Forme correcte

- 1 — A propos de... favoritisme
- 2 — S'établir à, se lancer à son compte
- 3 — Faire une commande, commander
- 4 — Un compte échu, en souffrance
- 5 — Les contribuables
- 6 — Maison de commerce, établissement
- 7 — Faire un appel (téléphonique)
- 8 — Mode de paiement, régime d'assurance
- 9 — Il travaille à l'usine numéro 4
- 10 — Travailler au 2e étage
- 11 — Pointer à 9h
- 12 — L'affranchissement, le port, les frais de port du courrier
- 13 — Postuler un emploi, une situation, un poste, faire une demande d'emploi
- 14 — Faire une pause
- 15 — Secrétariat juridique
- 16 — Secrétaire particulier
- 17 — Imposer une méthode, un procédé
- 18 — Qualités, compétences exigées
- 19 — Déclaration d'impôt, de revenus
- 20 — Se présenter à son supérieur
- 21 — Les archives, les registres, les dossiers de la compagnie
- 22 — Pour acquit
- 23 — (Comme) suite à votre lettre du...
- 24 — Lettre de recommandation
- 25 — Cacheter des enveloppes
- 26 — Appuyer une proposition
- 27 — D'après l'ancienneté
- 28 — Endosser un chèque
- 29 — S'opposer à...
- 30 — Etat civil
- 31 — Avoir de la collaboration de...
- 32 — Dans l'avion, dans le train, dans la rue
- 33 — Il a été nommé dans l'équipe nationale
- 34 — Il est dans un comité, il siège au comité
- 35 — Il a participé à un colloque
- 36 — Recevoir un appel téléphonique
- 37 — Faire des heures supplémentaires
- 38 — Faire des affaires, traiter, négocier avec une compagnie
- 39 — Faire partie du syndicat

Tiré de "Le français au bureau"

(Ces textes continuent par le Secrétariat d'Etat)

ZOOM

SUR LES HÉRITIERS DE LORD DURHAM

QU'EST-CE QUE "LES HÉRITIERS DE LORD DURHAM"?

"Les Héritiers de Lord Durham" est le titre de deux volumes produits par la Fédération des Francophones Hors Québec et ses neuf associations provinciales.

Ces deux volumes sont le fruit d'un laborieux travail qui a débuté à l'été de 1976 et qui s'est terminé au début de 1977. Les deux volumes ont été publiés respectivement les 13 avril et 25 mai 1977.

Pour la première fois dans leur histoire, les francophones hors Québec ont été brutalement leur situation. Ils ont dit sans ambages que leur situation était quasi désespérée, que des mesures drastiques s'imposaient.

Ouvrage documenté abondamment, "Les Héritiers de Lord Durham" s'est avéré très populaire.

Jusqu'à maintenant nous avons vendu près de 5.000 volumes à une clientèle très variée: la population en général, les gouvernements fédéral et provinciaux, y compris le gouvernement québécois, les commissions scolaires, les librairies et bibliothèques, les universités, des chercheurs, des étudiants, des caisses populaires, plusieurs associations culturelles et politiques, etc.

QUI EST LORD DURHAM?

Lord Durham fut choisi par les autorités britanniques comme gouverneur du Canada en 1837. Peu de temps après "les troubles de 1837-38, Lord Durham fit un rapport aux autorités britanniques sur les maux de la colonie d'Amérique". Selon lui, la contestation n'avait pas lieu entre le gouvernement et le peuple, mais relevait d'un conflit entre deux "races". Les français (Canadiens) étaient demeurés selon lui, un peuple ignare, inactif et stationnaire, alors que les anglais étaient des émigrés entreprenants.

Comme solution au problème, Lord Durham recommanda l'anglicisation des francophones: "C'est pour les faire sortir de leur infériorité que je désire donner aux Canadiens notre caractère anglais". Il proposa également l'union des deux Canada qui a abouti en 1840 à l'Acte d'union. Par cette union, il croyait que les "Canadiens" allaient renouer à "leurs vaines espérances de nationalité".

L'objectif de Lord Durham d'assimiler les Français du Canada a été partiellement atteint. Il a laissé derrière lui un héritage peu enviable: nous en sommes les héritiers.

POURQUOI CE BULLETIN D'INFORMATION

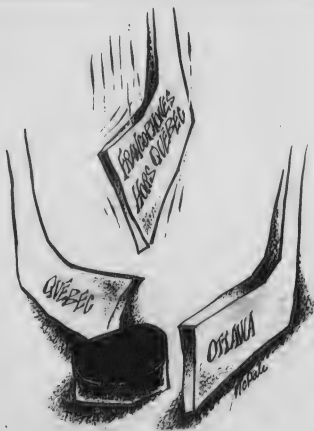
Depuis plus d'un an, la Fédération des Francophones Hors Québec a été propulsée sur la scène nationale. Nos nombreuses interventions publiques ont suscité diverses réactions dans l'opinion publique, auprès des média d'information et même chez les politiciens.

Mais il est possible aussi que la fréquence élevée de nos interventions en ait dérouter plusieurs. C'est pourquoi ce bulletin d'information veut dégager clairement le sens et la portée des interventions de la F.F.H.Q. en les situant dans le déroulement de l'histoire récente de la Fédération.

Ce bulletin d'information s'inscrit également dans un contexte très particulier. Les interventions "politiques" de la F.F.H.Q. ont provoqué des rebondissements inattendus. Entre autres, le langage plus dynamique, plus "politisé" de la F.F.H.Q. a, semble-t-il, inquiété des représentants élus (députés et ministres) qui nous reprochent de rechercher avant tout la confrontation. Ils n'étaient pas habitués à ce genre de langage de notre part. Nous sommes devenus une entité importante et nous ne voulons plus être mis à l'écart du grand débat canadien actuel.

Dans ce bulletin d'information, nous voulons donc rétablir les faits, expliquer l'orientation que nous avons prise pour mener à bien nos objectifs. Enfin, nous devons répondre aux questions qui nous sont souvent posées.

Le Conseil d'administration de la
Fédération des Francophones Hors Québec



NOTRE RÉVOLUTION TRANQUILLE

Au Québec, la révolution tranquille des années '60 a fait surgir de sa léthargie le peuple québécois qui cherche encore aujourd'hui à s'autodéterminer.

Chez nous, les effets de la révolution tranquille se sont peu faits sentir. Bien que de souche, d'origine commune (descendants de Français), les Acadiens, Franco-Ontariens et tous les autres francophones du pays ont une histoire qu'on ne peut ramener à celle des Québécois et forment des communautés francophones distinctes de celle du Québec.

A part l'activité intense autour des conflits scolaires qui ont parsemé leur histoire, les francophones hors Québec avaient acquis la réputation d'être en général un peuple soumis, patient, tranquille et conciliant.

Cette attitude de bienveillance, malheureusement trop répandue, a fait des ravages dans nos communautés. Trop souvent, nous nous sommes "accommodés" au système anglais et cela nous a valu une perte énorme d'effectifs qui ont été engloutis par la majorité. L'assimilation de nos compatriotes s'est faite et continue de se faire à tous les niveaux: au niveau psychologique d'abord, ensuite au niveau linguistique et culturel, puis au niveau de l'intégration totale dans la société majoritaire. Les francophones deviennent alors "des entités invisibles": ils sont en voie d'assimilation totale.

La crise de l'unité nationale qui sévit depuis quelques années a eu comme effet bénéfique de réveiller un bon nombre de francophones. Les francophones (autant les Québécois que les francophones hors Québec) sont devenus des enjeux importants pour l'avenir du pays.

La nouvelle attitude des groupes francophones hors Québec est relativement récente. Il n'y a pas longtemps, nos leaders pensaient qu'il ne fallait pas se mettre le gouvernement "à dos" de peur de tout perdre: "Il ne fallait pas mordre la main qui nous nourrit".

D'un groupe minoritaire ordinaire, auquel les gouvernements attachaient très peu d'importance, les communautés francophones hors Québec ont fait un suprême effort pour exercer leur

SOMMAIRE

• Qu'est-ce que "Les Héritiers de Lord Durham"?	p. 1
• Qui est Lord Durham?	p. 1
• Notre révolution tranquille	p. 1
• Qu'est-ce qu'une politique globale de développement des francophones hors Québec?	p. 2
• 1978: nos projets, nos interventions, notre action	p. 2
• Qui veut la fin, prend les moyens	p. 3
• Nos véritables représentants: qui sont-ils?	p. 3
• La F.F.H.Q.: c'est quoi?	p. 4
• L'éducation française: la planche de salut pour plusieurs d'entre nous	p. 4
• Saviez-vous que...	p. 5
• Avez-vous entendu parler de \$75 millions pour les minorités de langue officielle?	p. 5
• 1968-1978: Escalade des débours des communautés francophones hors Québec avec le Secrétaire d'État p. 5, 6, 7	
• Nous voulons nous mêler de nos affaires!	p. 7
• Résumé de presse	p. 8

Publi-reportage de la Fédération des Francophones hors Québec.

ZOOM

pouvoir. Elles sont très conscientes de leur importance et ont dit tout haut ce que tout le monde pensait tout bas. Nous nous préparions lentement mais sûrement, pour nous manifester ouvertement. Nous n'avons pas eu peur d'établir la triste réalité de nos communautés. Nous sommes ce que nous sommes: des communautés en voie d'extinction à plus ou moins brève échéance. Avec "Les Héritiers de Lord Durham" nous avons voulu démontrer l'urgence de la situation.

Dix mois après la parution de "Les Héritiers de Lord Durham", on parle encore de nous. Les gouvernements savent et ont raison de croire que l'ère de

la "tranquillité" avec les francophones hors Québec est révolue.

Il nous est impossible d'accepter les demi-mesures, des solutions de façade, si nous voulons améliorer notre situation. Notre réalité nous impose un rythme nouveau, une approche qui touche à la racine du problème et des solutions d'envergure.

Notre résurgence sur le plan national s'est produite tellement rapidement et avec tellement d'éclat que nous sommes devenus, pour les autorités politiques, imprévisibles, déconcertants et même inquiétants. Les gouvernements, sans deroules par notre détermination, par notre volonté d'aller jusqu'au bout.

Il n'est donc pas étonnant de voir leur consternation devant ce brusque changement d'attitude de notre part.

C'est un peu comme si David était prêt à affronter Goliath. De fait, nous le sommes parce que:

- Nous savons ce que nous voulons et nous y tenons.
- Nous voulons participer aux décisions qui nous concernent.
- Nous faisons front commun: personne jusqu'à maintenant n'a réussi à briser notre solidarité.
- Nous ne sommes plus prêts à tomber dans des pièges, à nous faire leurrer par de vagues promesses et des rengaines.

— Nous n'acceptons plus de nous faire diviser pour que d'autres puissent régner en nous ignorant. Qu'on le veuille ou non, nous faisons partie du débat et du paysage.

Avec notre nouvelle attitude, nous nous sommes propulsés dans les "ligues majeures". Et nous sommes là pour y rester. Nous sommes devenus une troisième équipe, forte et gênante, qui a décidé de jouer son rôle et de tenir sa place dans l'enjeu de la crise canadienne actuelle.

Puisque nous sommes dans les ligue majeure, nous nous devons de jouer jusqu'au bout et nous ne jouons pas pour perdre.

QU'EST-CE QU'UNE POLITIQUE GLOBALE DE DÉVELOPPEMENT DES COMMUNAUTÉS FRANCOPHONES HORS QUÉBEC?

1. POLITIQUE GLOBALE

La conclusion principale des deux rapports "Les Héritiers de Lord Durham", est qu'il fallait que les différents paliers de gouvernement en arrivent à l'élaboration d'une politique globale de développement des communautés francophones hors Québec, une politique globale, précise, cohérente et définitive. Qu'entendons-nous par là?

Une politique globale, c'est une politique qui couvre un éventail complet de solutions à un problème particulier. Les solutions sont définies en termes de résultats concrets à atteindre. Par exemple, le gouvernement fédéral a décrété une politique globale nationale de l'énergie. Le Canada connaît présentement une crise grave de l'énergie, et le gouvernement canadien a décidé de prendre les grands moyens pour solutionner ce problème. L'énergie est un produit de plusieurs ressources naturelles. Pour chacune de ces ressources, le gouvernement fédéral, en collaboration avec les gouvernements provinciaux, a établi des mesures très précises de collecte et de préservation de chacune des différentes sources d'énergie: l'huile, le gaz naturel, l'électricité, etc. Des plans à long et à court termes ont été prévus

à cet effet. En somme, la réponse du gouvernement à ce grave problème s'est faite sous forme de politique globale, une politique qui couvre tous les angles de la question.

La situation des communautés francophones hors Québec telle que décrite dans "Les Héritiers de Lord Durham", est une situation de crise elle aussi. Une crise d'un autre ordre que la crise d'énergie, mais nous croyons qu'elle est tout aussi importante. Le Canada est-il un pays où les deux peuples fondateurs, l'un français, l'autre anglais, peuvent vivre d'égal à égal, dans l'harmonie? Nous nous posons sérieusement la question. La crise de l'unité canadienne n'est pas étrangère à notre interrogation. Le gouvernement canadien est-il prêt à prendre les grands moyens pour remédier à cette crise de l'unité canadienne?

Si oui, il faudra qu'il comprenne que ce n'est qu'une "politique globale", et nous insistons sur ce mot, "de développement des communautés francophones hors Québec" qui saura redresser une situation d'inegalité pour les francophones, une situation qui, si elle persiste, finira par compromettre irrémédiablement l'unité du pays.

Une politique partielle pour les communautés francophones prolongerait l'attitude actuelle inacceptable des gouver-

nements et signifierait le dépérissement de nos communautés jusqu'à leur anéantissement complet. Jusqu'à maintenant, le gouvernement fédéral a cru bon d'instaurer un seul programme et d'y ajouter quelques mesures pour le "bien-être" des francophones hors Québec. Ce qui est loin d'être suffisant.

2. DÉVELOPPEMENT DES COMMUNAUTÉS FRANCOPHONES HORS QUÉBEC

La politique globale précise et cohérente que nous exigeons est une politique de développement des communautés francophones hors Québec, c'est-à-dire une politique qui couvre tous les secteurs de la vie communautaire.

Cette demande est loin d'être révolutionnaire. Au contraire, on nous a laissé croire que c'était même l'objectif du gouvernement fédéral.

En effet, en 1968, Gérard Pelletier, alors qu'il était Secrétaire d'Etat, parlait de deux sociétés majoritaires d'un bout à l'autre du pays. Il fallait que les gouvernements nous donnent les droits de cité, réels et vécus pour vivre en ma-

jorité. Nous avions droit, avait-il dit, "de vivre à la même heure que nos frères du Québec, de nos parents d'Europe..."

Non seulement, la politique de développement est légitime, mais elle est nécessaire, et pour nous, et pour le pays entier.

Nous vous présentons ici des exemples de ce que nous entendons par le développement de nos communautés.

- La maîtrise de nos moyens d'éducation: l'obtention de conseils scolaires homogènes par exemple.
- La mise sur pied de conseils économiques régionaux.
- L'instauration de trois centres de production de radiodiffusion (radio et télévision): un dans les Maritimes, un pour l'Ontario et un pour l'Ouest, au lieu de se faire parachuter trop d'émissions du Québec.
- Des garderies et maternelles françaises et non bilingues ou d'immersion.
- Des infrastructures pour assurer le loisir de nos jeunes.
- Des hôpitaux où l'on peut se faire soigner en français, etc.

En fait, ce que nous demandons, c'est de pouvoir vivre en français. Une politique globale, c'est ça. Il faudra prendre le taureau par les cornes pour redresser les injustices que nous subissons depuis trop longtemps.

1978: NOS PROJETS, NOS INTERVENTIONS, NOTRE ACTION

• 1978 sera-t-elle l'année de la vérité? Nous entendons continuer le travail amorcé, c'est-à-dire faire connaître la situation des francophones hors Québec pour que les gouvernements prennent conscience de l'urgence qu'il y a à résoudre nos problèmes.

• 1978 est une année d'élections d'après nos sources généralement bien renseignées. Il faudra à cette occasion, acculer tous ces politiciens qui font des beaux discours, au pied du mur pour savoir s'ils endossent nos objectifs et s'ils sont prêts à les défendre.

• 1978 est aussi l'année de la continuation et de la fin de l'enquête de la Commission de l'unité canadienne. Nous avons été présents à l'audience d'Ottawa, tout comme nos membres l'ont été dans leurs provinces respectives. L'audience à Ottawa a eu lieu les 1er, 2 et 3 mars.

• En 1978, probablement au printemps, nous entendons mobiliser une part importante des leaders de la francophonie dans un forum de discussions sur nos actions, nos stratégies.

• En mai prochain, nous espérons pouvoir rendre public le fruit d'un laborieux travail: un dossier comparatif sur la situation des francophones hors Québec et des anglophones au Québec.

• En juin prochain, la F.F.H.Q. se présentera à l'audience publique du CRTC lors du renouvellement des licences des réseaux de la société Radio-Canada. Tel qu'indiqué dans "Les Héritiers de Lord Durham", nous avons tenu parole et avons suivi le CRTC dans ses déplacements, depuis septembre 1977, de Moncton à Vancouver. L'audience de juin marquera l'heure de la synthèse de nos interventions.

ZOOM

QUI VEUT LA FIN, PREND LES MOYENS

En produisant "Les Héritiers de Lord Durham", la F.F.H.Q. est arrivée aux conclusions suivantes:

La situation des communautés francophones hors Québec, minées par l'assimilation, est tellement dramatique, qu'elle requiert des solutions hors de l'ordinaire.

Il faut un revirement global, immédiat. Nous avouons honnêtement que les francophones hors Québec sont voués à la disparition à plus ou moins brève échéance si les autorités observent le statu quo.

En conséquence, nous avons formulé deux demandes:

1. Une politique globale, précise, cohérente et définitive de développement

des communautés francophones hors Québec.

2. Pour ce faire, nous avons demandé, au gouvernement fédéral, la création d'une commission permanente qui se rapporterait directement au Cabinet. Pourquoi cette place de choix? Parce que le gouvernement doit en faire une priorité et suivre le dossier de très près.

Nous ne croyons pas que nos exigences fondamentales soient irréalistes, utopiques.

A plusieurs reprises, les gouvernements ont "pris le taureau par les cornes" pour résoudre certains problèmes:

— A coups de millions, le premier ministre Trudeau a institué une Com-

mission de l'unité canadienne qui se promène à travers le pays pour tenir des audiences publiques.

Pour prévenir les coups face aux agissements du Québec, le premier ministre Trudeau a créé un ministère des Relations fédérales-provinciales. C'était un problème de l'heure.

— Au gouvernement du Manitoba, on institua, en 1970, un bureau de l'Éducation française, structure qui n'existe même pas en Ontario.

— Devant le sous-développement des communautés autochtones, le gouvernement fédéral institua le ministère des Affaires indiennes.

— Pour la promotion de la femme, le gouvernement fédéral encouragea la participation de la femme à l'intérieur des innombrables activités de l'année internationale de la femme. Un comité consultatif permanent sur la situation de la femme conseille régulièrement les décideurs.

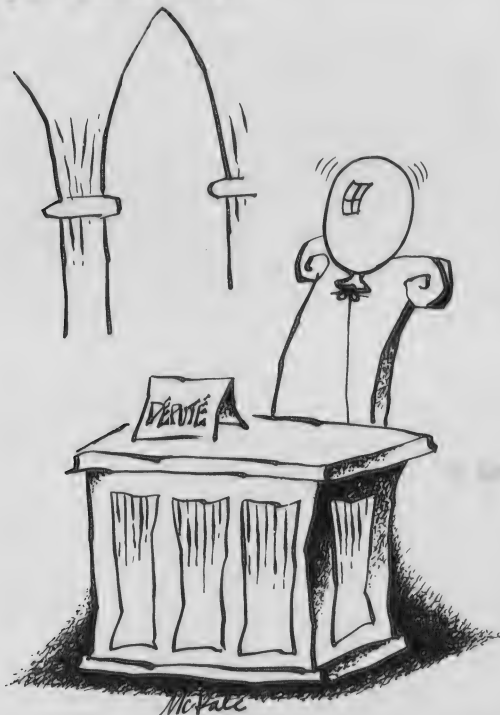
— Au niveau provincial, le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard a ins-

tauré récemment, par un arrêté en conseil, un "comité de développement des communautés acadiennes". Ce comité est un modèle de la commission permanente que nous envisageons sur le plan du gouvernement fédéral. Le comité voit à l'élaboration de politique de développement de la communauté acadienne, aux priorités et à l'évaluation de l'implantation des programmes. Le comité composé de trois membres de la communauté acadienne, d'un député, d'un adjoint du premier ministre, se rapporte directement au premier ministre.

Notre liste pourrait être plus longue. Pour atteindre de grands objectifs, les gouvernements ont déjà prouvé qu'ils sont capables de remuer mer et monde.

La volonté politique, nous y croyons. La F.F.H.Q. a voulu, en 1977, exposer la situation des francophones hors Québec. Nous espérons que 1978, soit l'année où la bonne volonté des politiciens sera démontrée par des réponses précises à nos demandes.

NOS VÉRITABLES REPRÉSENTANTS: QUI SONT-ILS?



Saviez-vous qu'il y a au Canada 23 circonscriptions électorales fédérales où les francophones hors Québec constituent au moins 15% de la population? Voici un tableau présentant ces 23 circonscriptions, ainsi que le pourcentage de personnes de langue maternelle française, dans chacune d'elles. De plus, nous avons inscrit le nom du député élu lors de la dernière élection fédérale.

Province	Circonscription électorale	Population langue maternelle française	Députés	Partis
I.P.-E.	Egmont	18.6%	D. McDonald	PC
N.-E.	Cap Breton Highlands-Canso	15.9%	A. MacEachen	L
	South Western Nova	25.2%	C. Campbell	L
N.-B.	Gloucester	81.4%	H. Breaux	L
	Madawaska-Victoria	74.4%	E. Corbin	L
	Moncton	29.2%	L. Jones	ind
	Northumberland-Miramichi	28.7%	M. Dionne	L
	Restigouche	66.4%	M. Harquail	L
	Westmorland-Kent	66.9%	R. Leblanc	L
Ontario	Algoma	15.9%	M. Foster	L
	Cochrane	52.6%	R. Stewart	L
	Glengarry-Prescott-Russell	70.9%	D. Ethier	L
	Nickel-Belt	39.0%	J. Rodriguez	NPD
	Nipissing	31.0%	J.-J. Blais	L
	Ottawa-Carleton	23.6%	J. Pigott	PC
	Ottawa-Centre	14.9%	H. Poulin	L
	Ottawa-Vanier	56.0%	J.-R. Gauthier	L
	Stormont-Dundas	29.3%	Ed Lumley	L
	Sudbury	26.1%	J. Jerome	L
	Timiskaming	28.2%	A. Peters	NPD
	Timmins	41.6%	J. Roy	L
Manitoba	Provencher	16.0%	J. Epp	PC
	St-Boniface	19.0%	J. Guay	L

Source: Statistiques-Canada. Recensement 1971. Bulletin no. 92-773 (SP-3)

Il y a trois autres circonscriptions où des francophones ont été élus malgré un faible pourcentage de francophones dans leur circonscription. Il s'agit de Marcel Lambert (PC) Edmonton-ouest avec 3.8% de francophones et Gilbert Parent (L) St. Catharines en Ontario avec 3.5% et Robert Daudin (L) Kent-Essex avec 4.0% de francophones.

Notons que pour les 23 circonscriptions, il y a seulement neuf députés francophones. Les francophones hors Québec sont vraiment sous-représentés à la Chambre des Communes. Si au Manitoba, par exemple, dans la circonscription de St-Boniface où la population française est de 19%, on a réussi à faire élire un député francophone, il n'y a pas de raison pour que dans les quatorze autres circonscriptions, il ne soit possible d'y faire élire un député francophone. Certains députés anglophones de ces circonscriptions ignorent totalement les besoins spécifiques des francophones de leur circonscription. Mais, il ne faut pas blâmer que les députés anglophones; des députés francophones provenant de circonscriptions composées d'une majorité française, n'ont que très peu ou pas du tout ouvert la bouche pour défendre les moindres droits ou les moindres exigences formulées par les communautés francophones hors Québec.

Face à une telle situation et dans l'éventualité d'une élection fédérale prochaine, les associations membres de la F.F.H.Q. sont présentement en train de constituer des dossiers sur les députés élus des circonscriptions où les francophones constituent un pourcentage important de la population. Ces dossiers permettront de juger l'ampleur ou l'absence de la représentation de ces députés au développement des communautés spécifiquement pour les francophones.

Nous saurons à ce moment-là, dans quelle mesure les députés sont nos véritables représentants à la Chambre des communes. A la lumière des résultats, nous espérons que les francophones hors Québec sauront choisir judicieusement leur prochain député.

ZOOM

LA F.F.H.Q.: C'EST QUOI?

Composition

Comme son nom l'indique, la F.F.H.Q. est une fédération. Elle est composée des neuf associations provinciales suivantes: la Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador, la Société St-Thomas d'Aquin de l'Île-du-Prince-Édouard, la Fédération des Acadiens de la Nouvelle-Écosse, la Société des Acadiens du Nouveau-Brunswick, l'Association canadienne-française de l'Ontario, la Société francomanitobaine, l'Association culturelle franco-canadienne de la Saskatchewan, l'Association canadienne-française de l'Alberta et la Fédération des Franco-Colombiens. Nous sommes une force de frappe nationale.

De plus, il y a quatre membres associés à la F.F.H.Q., ce sont la Fédération canadienne-française de l'Ouest, la Société nationale des Acadiens, la Fédération des jeunes Canadiens français et la Fédération des femmes canadiennes-françaises.

Chacune des associations délègue deux membres aux assemblées générales de la Fédération.

Quant à l'exécutif, il est composé de cinq membres: deux de l'Est, deux de l'Ouest et un membre de l'Ontario.

Les membres de l'exécutif se sont rencontrés six fois en 1977 (soit aussi souvent que le besoin s'en est fait sentir). L'assemblée générale s'est réunie trois fois au cours de 1977. De plus, en 1977, la Fédération a instauré des rencontres occasionnelles des directeurs généraux des associations (des permis) pour discuter des aspects plus techniques ou administratifs des associations.

Fonctionnement

Les juridictions des associations et de la Fédération sont bien établies. En ce sens, c'est une vraie fédération.

Les associations provinciales sont autonomes et oeuvrent sur le plan provincial. Elles peuvent toutefois, dans une action quelconque, demander l'appui de la Fédération.

La Fédération oeuvre sur le plan national et veille aux décisions prises par le gouvernement fédéral à notre égard. Aucune décision d'orientation n'est prise sans le consensus des membres. Étant donné que la vie des communautés francophones hors Québec est dépendante des deux instances de gouvernement, les actions et pressions politiques doivent se faire aux deux niveaux.

En ce sens, la F.F.H.Q. est d'autant plus vigoureuse que les associations provinciales sont fortes.

Nous encourageons ainsi une participation plus active de toute la population au sein de leurs associations provinciales. La F.F.H.Q. ne s'en portera que mieux.

La F.F.H.Q. et les associations provinciales se sont données comme mandat le développement des communautés francophones hors Québec dans tous les secteurs d'activités et de faire pression en ce sens auprès de tous les niveaux de gouvernements responsables.

En ce sens, la F.F.H.Q. travaille avec vous et pour vous, comme le veut le mandat que les francophones hors Québec lui ont donné.

Les interventions publiques de la F.F.H.Q. à l'égard du droit de l'éducation en français ont été fréquentes et sont loin d'être terminées.

Conférence des premiers ministres, St-Andrews, Nouveau-Brunswick, (août 1977)

Tout d'abord, lors de la rencontre des premiers ministres des provinces à St-Andrews (N.-B.) où il était question d'accord de réciprocité proposé par le gouvernement québécois, la F.F.H.Q. voulait faire une mise en garde aux gouvernements provinciaux.

Comme on le sait, les accords de réciprocité visaient, entre autres, à desservir les Québécois qui déménageraient dans les autres provinces et à leur assurer des services d'éducation en français. En contrepartie, le gouvernement du Québec se disait prêt à rendre pareil service aux "immigrants" anglophones des autres provinces. La F.F.H.Q. approuvait les accords de réciprocité en autant que les communautés francophones hors Québec soient consultées.

Désapprouvant le principe de la proposition québécoise, les premiers ministres des provinces anglaises, entre autres, MM. Blakeney, Davis et Hatfield, disaient à qui mieux mieux, que les francophones de leurs provinces avaient tous les services requis, et qu'il n'était point besoin de faire "du spécial" pour les "immigrants" québécois.

La F.F.H.Q. ne pouvait passer sous silence cette vantardise effrontée des gouvernants qui oublient trop facilement les conflits scolaires dans leurs provinces.

Justement, nous profitons de l'occasion pour dénoncer un conflit scolaire qui s'éternise: celui de Prud'homme, Vonda et St-Denis en Saskatchewan.

Conférence des ministres de l'Éducation, Edmonton, Alberta.

Une rencontre importante des ministres de l'Éducation avait été prévue pour les 25, 26 et 27 septembre derniers afin de discuter de l'éducation des minorités de langues officielles. N'ayant jamais été consultés par les gouvernements provinciaux, la F.F.H.Q. et ses composantes, les associations provinciales, ont tenté de se faire inviter par le Conseil des ministres de l'Éducation. Impossible. Nous a-t-on dit.

Aussi, nous décidions de nous inviter nous-mêmes, ou du moins, d'être sur les lieux, pour rappeler aux ministres de l'Éducation que la F.F.H.Q. avait déjà établi des plans d'action en matière d'éducation dans "Les Héritiers de Lord Durham" (les deux volumes).

Nous profitons également de l'occasion pour dénoncer certaines tactiques de diversion:

1. Le groupe Tellier (mis sur pied par M. Trudeau pour la question de l'Unité nationale) s'était permis de rendre public un article qui donnait l'impression que tout allait bien dans l'éducation des minorités. Encore une fois, on nous répétait la rengaine "Ça va bien... il y a eu du progrès. N'êtes-vous pas d'accord avec ce que nous faisons pour vous?" (Les Héritiers de Lord Durham, page 12).
2. Nous avions appris que les ministres de l'Éducation allaient accepter de procéder à une étude sur l'état de l'enseignement de la minorité de leur province. Nous considérons que les gou-

vernements provinciaux ont recourus, encore une fois, à des tactiques de diversion, pour éviter de résoudre les vrais problèmes, des problèmes connus qui ont besoin de remèdes urgents et non pas d'autres études.

Conférence des ministres de l'Éducation, Toronto, le 17 novembre 1977

Rencontre un peu plus corsée des ministres de l'Éducation avec le gouvernement fédéral où il était question de renégociations des accords en matière d'éducation et d'enseignement de la langue de la minorité et de la langue seconde.

Des formules proposées, la F.F.H.Q. en a retenu une en particulier, celle des paiements formulaires. Cependant, la F.F.H.Q. s'objectait fortement à ce qu'on accorde plus d'importance à l'enseignement de la langue seconde (l'anglais) au détriment de l'enseignement en français. C'est malheureusement ce qui était sur la table des négociations.

Puisque aucune décision n'a été prise lors de cette rencontre, nous espérons que les gouvernements fédéral et provinciaux ont pris connaissance de nos objections (communiqué de presse du 16 novembre 1977) et qu'ils sauront mieux choisir.

Conférence des ministres de l'Éducation, Victoria, le 16 janvier 1978

A cette conférence, les ministres de l'Éducation devaient déposer leurs études (de 4 mois) sur la situation de l'enseignement de la minorité de langue officielle. Malgré nos tentatives pour obtenir une copie des rapports lors de cette conférence, les études sont restées secrètes. Le 17 février dernier cependant, après en avoir obtenu une copie "sous la table", nous diffusions un communiqué de presse dénonçant la stratégie secrète des gouvernements. Nous demandons aux gouvernements de passer sans plus tarder à l'action.

Les ministres de l'Éducation ont fait preuve de mauvaise volonté en nous excluant du débat, en nous privant de l'information qui nous concerne.

Ils ont raté une belle occasion de poser des gestes concrets et positifs. Nous sommes là, prêts et disposés à collaborer avec eux; mais on continue de nous ignorer.

Ce qui se dégage de nos interventions, c'est qu'il faut se faire un devoir de suivre de très près les gouvernements, car on ne peut s'en remettre à eux. Ils prennent pour acquis que tout va bien dans le meilleur des mondes possibles. Il nous semble même qu'il existe une certaine complicité de tous les gouvernements provinciaux, pour nous donner les mêmes réponses à nos demandes. Ils reprennent les rengaines bien connues.

"Les gens ne veulent pas du français."

"Vous avez des droits (sic) et vous ne vous en servez pas."

"Vous êtes trop pessimistes, les choses ne vont pas si mal que ça."

"Vous demandez trop, trop vite... il y a des limites."

(Les Héritiers de Lord Durham, pages 12, 13)

L'ÉDUCATION FRANÇAISE: LA PLANCHE DE SALUT POUR PLUSIEURS D'ENTRE NOUS

La plupart des communautés francophones à travers le pays ont survécu à l'ambiance assimilatrice du milieu en se battant constamment pour obtenir de l'enseignement en français, dans des écoles françaises.

Nous couper d'un enseignement en français, c'est couper le cordon ombilical qui nous rattache à notre langue et à notre culture.

Nous priver d'un enseignement en français, d'un enseignement de qualité, c'est le meilleur moyen pour un gouvernement d'abâtardir notre culture et, à longue échéance, d'exterminer des communautés entières.

Quelles sont les véritables intentions des gouvernants à l'égard de l'enseignement dans notre langue maternelle?

D'abord, qui sont ces gouvernants? L'éducation, d'après la constitution canadienne, est un domaine relevant de la compétence exclusive des provinces, donc les gouvernements provinciaux en sont les premiers responsables. Ensuite, viennent les commissions scolaires qui

déterminent les priorités régionales. Mais par-dessus ces deux échelons de gouvernement, le gouvernement fédéral, depuis la proclamation de la loi sur les langues officielles, a décidé d'intervenir lui aussi.

Donc, ce que cela signifie, c'est que lorsqu'une communauté francophone désire obtenir de meilleurs services en éducation, elle doit se battre (la plupart du temps) contre trois paliers de gouvernement.

Les services d'éducation en français pour les communautés francophones hors Québec sont encore déficients en 1978 et parfois même inexistants. Aussi, la Fédération des Francophones Hors Québec a fait de l'éducation française, un de ses principaux objectifs.

Un chapitre entier de "Les Héritiers de Lord Durham" a été consacré à l'enseignement des francophones hors Québec; chapitre exposant de long en large, toutes les déficiences, les lacunes et même l'absence des services d'éducation en français.

ZOOM

Saviez-vous que...

Les parents francophones de Prud'homme en Saskatchewan se sont battus récemment pour que la demi-heure de français oral par jour qui était enseignée dans les écoles soit augmentée à une heure... Les commissions scolaires refusaient de payer le transport des élèves qui s'étaient inscrits ailleurs à cause de cette situation.

Ces parents lésés dans leurs droits se sont donc adressés au premier ministre Pierre E. Trudeau, après des démarches sans résultat auprès de leur commission scolaire. De plus, ils ont demandé une aide financière au gouvernement fédéral pour défrayer les factures d'avocats et dépenses connexes résultant de cette affaire, puisque ce même gouvernement est prêt à payer les factures des avocats et dépenses connexes des anglophones du Québec (qui contestent la loi scolaire) qui eux, ont plus d'une heure d'anglais par jour dans leurs écoles.

Quant on pense qu'au Nouveau-Brunswick, dans le district francophone de Tracadie, 35 étudiants anglophones sont transportés aux frais de la Commission scolaire dans le district scolaire voisin de Newcastle, on se pose des questions!

Saviez-vous que...

Les Acadiens de l'île du Prince-Édouard ont obtenu leur "Commission pour le développement des communautés acadiennes", qui a été instaurée par un arrêté en conseil du Conseil exécutif (cabinet) de la province et qui se rapporte directement au premier ministre.

Saviez-vous que...

Le Conseil de la vie française a donné un octroi de \$10,000, à la Fédération des Francophones Hors Québec. Cet argent a aidé à l'impression du rapport "Les Héritiers de Lord Durham".

La Société Saint-Jean-Baptiste de son côté, s'intéresse également à notre Fédération et a donné un octroi de \$5,000, pour notre dossier comparatif sur la situation des anglophones au Québec et des francophones hors Québec.

AVEZ-VOUS ENTENDU PARLER DE \$75 MILLIONS POUR LES MINORITÉS DE LANGUE OFFICIELLE?

Le Secrétaire d'Etat a bel et bien annoncé le 27 octobre dernier, que le gouvernement fédéral accordera \$75 millions pour les minorités de langue officielle.

Ce que nous trouvons curieux, c'est que le gouvernement annonce cette importante mise de fonds pour les minorités sans aucun plan d'action. Deux mois plus tard, il annoncera des mesures. Mais nous nous imaginons mal comment on peut établir des budgets sans une évaluation préalable des besoins. Tout est à faire: la politique, les programmes, les objectifs, les plans d'action. Il ne faut pas mettre la charrue devant les boeufs!

Le budget que le gouvernement fédéral consacrera pour les minorités apparaît phénoménal. Mais il faut y regarder de près, car nous avons nettement l'impression qu'on a voulu nous jeter de la poudre aux yeux.

Tout d'abord, ce qu'on a pas dit très

clairement c'est que le \$75 millions est réparti sur cinq ans. Nous avons appris que les sommes sont ventilées de la façon suivante:

1978-79:	\$ 9 millions
1979-80:	\$12 millions
1980-81:	\$15 millions
1981-82:	\$18 millions
1982-83:	\$21 millions
Total:	\$75 millions

Le \$9 millions prévu pour l'année financière qui vient, n'est pas destiné seulement aux francophones hors Québec.

En effet, le Secrétaire d'Etat a annoncé que les sommes allouées devront être partagées avec nos compagnons d'infortune (sic), les anglophones du Québec. De plus, comme si les minorités ne côtoyaient pas suffisamment la majorité, le gouvernement fédéral entend continuer ses programmes de "rapprochement".

Ainsi, les \$9 millions s'évaporent très facilement.

Nous regrettons que le gouvernement fédéral ait pensé satisfaire nos besoins par une simple annonce de fonds accrus, sans tenir compte tout d'abord de notre objectif fondamental: **une politique globale de développement des communautés**, une politique qui aurait été élaborée en tenant compte de nous, de notre participation efficace, de nos priorités et besoins essentiels. C'est pourquoi nous disons: commençons par le commencement; élaborons d'abord ensemble, une politique, et après, on dressera la liste des ressources qu'il implique sa mise en application. Et pour ceux que ça inquiète, nous disons: ne vous dégonflez pas. Les sommes requises pour notre développement, nous les attendrons. Le gouvernement ne peut nous les refuser sans se condamner et élargir les brèches d'une unité nationale déjà fort hypothéquée.

1968-1978:

ESCALADE DES DÉBOIRES DES COMMUNAUTÉS FRANCOPHONES HORS QUÉBEC AVEC LE SECRÉTARIAT D'ÉTAT

Juillet 1968 — novembre 1972: période Gérard Pelletier — espoir d'un renouveau.

Dans un discours prononcé devant l'Association des Canadiens-français du Manitoba, le 7 décembre 1968, M. Gérard Pelletier annonçait les intentions du gouvernement fédéral à l'égard des francophones hors Québec. Ces intentions étaient plus que prometteuses pour notre avenir. Ainsi, Gérard Pelletier disait:

"Il faut redonner droit de cité, droit réel et vécu, à nos deux majorités linguistiques".

"Si vous n'existiez pas, le Canada serait autre ou ne serait peut-être pas".

"C'est à des membres de l'une de ces majorités que je m'adresse en ce moment".

"C'est vous qui nous inviterez à vous prêter main-forte dans les cadres que vous vous serez données et non pas nous qui vous fabriquerons de loin et de toutes pièces, des cadres artificiels".

"La bonne volonté des pouvoirs publics vous est acquise, leur aide sera généreuse avec discernement".

"Si le gouvernement canadien subventionne l'une ou l'autre de vos associations, c'est qu'il obéit à un devoir public. Le gouvernement, c'est vous".

"Il n'est que juste que vous viviez aujourd'hui comme tous les membres de nos deux majorités".

"Vous, Manitobains francophones, avez le droit et le devoir, dans votre vie française de vivre à la même heure que vos frères du Québec, de vos parents d'Europe, de vivre en communion constante avec eux tous".

"Nous sommes venus pour vous dire que nous admirons votre détermination à demeurer francophones, qu'en cela, vous avez aidé le Canada tout entier et que celui-ci aujourd'hui vous retourne son aide en vous donnant les moyens de *ne plus penser à survivre mais à vous épanouir dans des cadres francophones et canadiens*. Car c'est de vous, en dernière analyse que dépend l'issue de cette entreprise commune".

A de tels propos, les communautés francophones hors Québec avaient de quoi se réjouir. Au Secrétariat d'Etat, naissait un nouveau programme: le programme d'action socio-culturelle.

Octobre 1969 — août 1971: période Robert Stanbury — rien à signaler

M. Stanbury ne fut pas Secrétaire d'Etat, mais il fut chargé du dossier des francophones hors Québec en tant que ministre sans portefeuille, de la Citoyenneté et d'Information-Canada.

Le règne de M. Stanbury fut relativement bref. Le bilan de cette période est nul pour les francophones hors Québec. C'était encore l'instauration du programme d'action socio-culturelle.

ZOOM

ESCALADE DES DÉBOIRES DES COMMUNAUTÉS FRANCOPHONES... (SUITE)

Novembre 1972 — septembre 1976 : période Hugh Faulkner — accumulation de frustrations.

L'élection fédérale de 1972 amène un nouveau Secrétaire d'Etat en la personne de M. Hugh Faulkner. Une restructuration du programme de l'action socio-culturelle se dessine au sein du ministère.

Parallèlement, les associations provinciales des francophones hors Québec se regroupent au sein d'un "comité de liaison et d'action" mis sur pied par l'ACELF (l'Association canadienne d'éducation de langue française).

Regroupées, les associations provinciales de francophones prennent conscience de malaises ressentis chez plusieurs d'entre elles :

1. La restructuration du Secrétariat d'Etat implique une décentralisation dangereuse de la direction de l'action socio-culturelle. A Ottawa, les agents de programme sont francophones, dans les régions ce sont des anglophones qui s'occupent de plusieurs dossiers. De plus, cette décentralisation isole plus qu'elle ne regroupe, nos communautés disséminées à travers le pays.
2. Sur un même pied d'égalité, dans une lourde structure administrative, le programme d'action socio-culturelle côtoie indécemment le programme du multiculturalisme. Le budget de celui-ci est même supérieur au premier.

Encore non-initiés dans les affaires publiques, nos membres, du comité de liaison et d'action, discutent de leurs griefs avec les fonctionnaires fédéraux. Notre approche plutôt polie, réservée, timide même et trop tolérante ne nous a valu aucune amélioration pour résorber nos craintes.

Le président de l'ACELF, organise une rencontre du comité avec le Premier ministre Trudeau le 28 juin 1973, espérant y trouver une oreille plus attentive à nos doléances.

Cette rencontre, malheureusement mal préparée, n'a apporté aucun nouveau développement.

Nous retournons négocier une meilleure place au soleil que celle qui nous est offerte. Le 30 novembre 1973 nous rencontrons des fonctionnaires du Secrétariat d'Etat. Le comité demande entre autres "que les associations soient impliquées dans le processus de décision et dans l'établissement des priorités et des politiques visant le groupe canadien-français". Notre volonté de participer était présente déjà à cette époque. Nous étions convaincus qu'il fallait être impliqué à un plus haut niveau de décision.

En janvier 1974, le comité envoie une lettre au Secrétariat d'Etat demandant une augmentation substantielle des budgets. Puisque les subventions sont gelées depuis quelques années et que les besoins sont grands, nous demandons des subventions "deux fois supérieures".

Le 4 octobre 1974, les membres du comité devaient remettre un mémoire au sous-secrétaire d'Etat mais celui-ci se désiste de la rencontre. Le mémoire préparé sur les programmes d'action des associations est donc présenté à trois fonctionnaires à titre de document de travail. "Les membres du comité sont déçus de la rencontre et conviennent de la nécessité d'amener la question au plan politique".

Le 16 novembre 1974. Rencontre à Regina du comité de liaison et d'action avec M. Hugh Faulkner. Il "invite le comité à participer (avec d'autres organismes) à un comité consultatif restreint dont les fonctions seraient d'évaluer les programmes et les réalisations en cours et de conseiller le ministre sur les priorités et sur la stratégie à suivre".

A la réunion des 19 et 20 février 1975, M. Paul-François Sylvestre, attaché de presse de M. Hugh Faulkner, fait part des attentes du Secrétariat d'Etat. Il s'agit de "mettre sur pied un groupe de travail (et non d'un comité consultatif) qui aurait un mandat précis : l'analyse des programmes du Secrétariat d'Etat en fonction des besoins des clientèles". Il offre "certaines ressources techniques, matérielles, humaines et financières". Et le groupe de travail est "relé à la fois aux programmes et aux clientèles du Secrétariat". Le comité accepte la formation du groupe de travail avec le mandat d'analyser "les besoins des communautés francophones et des programmes présents et éventuels, actuels et souhaitables du Secrétariat d'Etat en vue des propositions concrètes aux plans de programmes, de leur implantation, de leur fonctionnement et de leur financement". Le Secrétaire d'Etat mit ses conditions quant à la formation du comité de participation.

Par d'habiles manœuvres, notre suggestion de former un comité consultatif s'est vue modifiée par la formation d'un groupe de travail mandaté de faire une étude sur notre situation. Avant même que le groupe de travail ne dépose son rapport, M. Hugh Faulkner tente de le discréditer. Le groupe de travail dépose le rapport "C'est le temps ou jamais" en novembre 1975. La déposition de ce rapport coïncide avec la fondation de la Fédération des Francophones Hors Québec, i.e. en novembre 1975, issue du comité de liaison et d'action.

Note: Les remarques et l'attitude de M. Faulkner lors de la rencontre que le comité de liaison et d'action a eue avec lui, ont provoqué un climat tendu. M. Faulkner a remis tout le "dossier" à un nouveau sous-secrétaire d'Etat, M. André Fortier.

Ce changement de "direction" a malheureusement ralenti nos démarches en vue d'améliorer l'efficacité du programme. Il a fallu recommencer nos interventions auprès du nouveau haut fonctionnaire en place.

En janvier 1976, le Secrétaire d'Etat annonce qu'il sera prêt à répondre à nos doléances avant le 31 mars de la même année.

Un article de presse du Secrétaire d'Etat en janvier 1976, suscite de vives réactions chez nos membres : l'article fait état de la complexité de résoudre les problèmes administratifs et structurels du programme.

Démontrant son impatience, la F.F.H.Q. lance son premier communiqué de presse avec un titre significatif : "Quand et comment?" (22 janvier 1976). La F.F.H.Q. réitère les recommandations du rapport "C'est le temps ou jamais".

M. Faulkner fait connaître ses intentions dans une lettre adressée au président de la F.F.H.Q., M. Hubert Gauthier le 30 mars 1976.

1) Une direction des Groupes minoritaires de langues officielles qui relèvera d'un sous-ministre adjoint responsable du bilinguisme.

2) Structure — à l'étude par E. Aquilina. Ce travail doit être déposé en décembre 1976.

3) Nomination de responsables du bilinguisme dans les régions.

4) Budget de rattrapage pour 1976-77.

5) Budget accru pour 1977-78.

6) Plan à long terme soumis au Cabinet.

Cette lettre laisse percer une lueur d'optimisme : M. Faulkner accède à certaines demandes du groupe de travail et de la F.F.H.Q.

La F.F.H.Q. ne tarde pas à réagir. Elle émet un communiqué de presse "Un nouveau départ" le 8 avril 1976, dans lequel elle signale toutefois certaines réserves à l'égard des mesures annoncées.

Mais les mois passent et rien ne se produit.

Entre-temps, la F.F.H.Q. installe ses quartiers généraux à Ottawa en juillet de la même année.

En septembre, toujours rien. Les promesses du Secrétaire d'Etat restent lettre morte. Comble de malheur, le Premier ministre Trudeau annonce lors d'un remaniement ministériel que le Secrétaire d'Etat est changé : le nouveau Secrétaire d'Etat est M. John Roberts.

Septembre 1976 — février 1978 : période John Roberts — la situation s'envenime.

Le 29 septembre, la F.F.H.Q. démontre des signes d'impatience.

Le 29 octobre, la F.F.H.Q. exaspérée de la "paralysie chronique" du Secrétariat d'Etat annonce qu'elle désire rencontrer M. Trudeau.

L'inertie du Secrétariat d'Etat est due à un chambardement interne : on étudie une restructuration du ministère, on étudie la situation des communautés francophones hors Québec en vue de l'élaboration d'un plan quinquennal.

Parallèlement, la F.F.H.Q. travaille depuis quelques mois à une longue étude sur sa situation (qui aboutira à "Les héritiers de Lord Durham").

Nos signes d'exaspération font débouquer une rencontre avec le nouveau Secrétaire d'Etat. Malheureusement, la rencontre du 1er novembre 1976 n'apporte aucun résultat positif. M. Roberts se dit en accord avec les principes sous-jacents à nos demandes, mais cette reconnaissance ne se traduit pas en termes concrets. Nous lui précisons nos objectifs. Nous voulons maintenant une politique claire, précise et dynamique ; une structure administrative autonome responsable du développement des francophones hors Québec ; et un budget considérablement accru.

Pour faire aboutir notre rencontre avec le Premier ministre, la F.F.H.Q. procède à une série de rencontres avec des députés où elle explique ses objectifs.

En novembre 1976, la F.F.H.Q. organise une opération "Front commun des francophones" où plus de 400 associations de francophones à travers le pays nous offrent leur appui dans nos revendications.

En novembre 1976 également, premier déblocage : John Roberts annonce un budget supplémentaire d'un demi-million pour le programme des groupes minoritaires de langue officielle. C'est

le seul résultat concret depuis un an de pression par la F.F.H.Q. et quatre ans d'efforts auprès du Secrétariat d'Etat de la part des autres groupements de francophones hors Québec.

De novembre 1976 à avril 1977, nous adoptons la consigne du silence, si ce n'est que de dire que nous nous préparons à sortir un document d'éclat au printemps. En janvier 1977, après consultation avec nos membres, nous donnons notre position face au choix du Québec à l'élection du 15 novembre 1976.

Ce silence de notre part a créé de l'anxiété au Secrétariat d'Etat. Par diverses tactiques, on a tenté de nous diviser.

Les propos ambigus de M. Roberts dans l'Évangéline disant que la F.F.H.Q. veut un "organisme indépendant" ou encore que la F.F.H.Q. est un "conduit ou un canal" entre le Secrétariat d'Etat et les minorités francophones portent à confusion : nos demandes sont mal interprétées. La F.F.H.Q. demande alors des explications au Secrétaire d'Etat mais sa réponse est "évasive".

C'est sans doute durant cette période que le fossé entre la communauté et le Secrétariat d'Etat s'est élargi. Pendant que nous travaillions sérieusement à définir notre problématique et à établir les conditions fondamentales du développement de nos communautés, le gouvernement fédéral s'acharnait à vouloir satisfaire nos besoins en annonçant des crédits supplémentaires. Ce qui est flagrant, c'est l'absence de leur part de nouvelle pensée, orientation ou de volonté réelle d'agir énergiquement.

Bien que Hugh Faulkner avait promis un plan de cinq ans, personne au Secrétariat d'Etat n'y travaillait sérieusement. Les fonctionnaires avaient misé que notre plan à long terme (Les Héritiers de Lord Durham) ne serait pas très important : ils ne croyaient pas que nous étions en mesure de présenter un tel dossier et encore moins, le rendre "politique". Par notre silence, ils ont cru que nous étions "récupérés".

Le 13 avril 1977, s'ouvre une nouvelle page sur la vie des francophones hors Québec. La F.F.H.Q. rend public "Les Héritiers de Lord Durham".

Les réactions sont foudroyantes dans les médias, dans l'opinion publique. Chez les politiciens : silence et consternation.

Pour dégager cette torpeur, la F.F.H.Q. décide de rencontrer les chefs de partis : MM. Ed Broadbent, P.-E. Trudeau, Joe Clark, René Lévesque et Rodrigue Biron.

Le 25 mai, le volume 2 de "Les Héritiers de Lord Durham" est rendu public. Les associations provinciales entreprennent de rencontrer leurs politiciens à l'échelon provincial.

Notre message est le suivant : la situation alarmante de déclin de nos communautés exige l'élaboration d'une politique globale de développement de nos communautés.

Après de multiples pressions, la F.F.H.Q. obtient une rencontre avec le Premier ministre Trudeau le 31 mai 1977. A notre regret, nous apprenons qu'au même moment à Montréal, un haut fonctionnaire du Secrétariat d'Etat annonçait déjà les résultats de notre rencontre avec le Premier ministre.

Nous nous retrouvons au lendemain pris à transiger avec un comité interministériel qui ne correspondait pas à nos attentes.

En créant un comité de fonctionnaires (l'on ne nous a jamais offert offi-

ZOOM

ESCALADE DES DÉBOÎES DES COMMUNAUTÉS FRANCOPHONES... (SUITE)

ciellement un siège à ce comité) on voulait réduire notre position "politique".

L'impact de "Les Héritiers de Lord Durham" en appelait de notre participation active dans l'élaboration et l'implantation d'une politique globale de développement des communautés francophones hors Québec.

Nous ne pouvions nous contenter d'une consultation ad hoc, partielle et marginale comme on nous l'offrait. Nous avons alors réitéré notre volonté de participer au sein d'un mécanisme que nous avons nommé "une commission permanente", c'est-à-dire une commission "politique".

Le comité interministériel a donc continué son travail sans nous et il promettait une réponse (aux "Héritiers de Lord Durham") à la fin du mois de septembre.

Il faut attendre jusqu'au 27 octobre pour connaître les nouveaux développements. Le Secrétaire d'Etat annoncera la nouvelle politique du gouvernement fédéral à l'égard des minorités de langue officielle vers la mi-décembre. Avant, il consultera les députés francophones hors Québec.

Face à ces développements nous demandons à M. Roberts de nous faire part des intentions du gouvernement à notre égard dans une lettre que nous lui adressons le 21 novembre 1977. Nous le rencontrons le 17 décembre et il nous est impossible d'en savoir plus long sur les intentions du gouvernement.

Nous devons donc attendre, comme tout le monde, l'annonce faite par le Secrétaire d'Etat, des "mesures visant le mieux-être des groupes minoritaires de langue officielle".

Les premiers à réagir sont les députés francophones hors Québec. Une lettre de M. Jean-Robert Gauthier à ses collègues, nous prouve son insatisfaction à l'égard des "mesures".

"Les récentes déclarations du Secrétaire d'Etat (décembre 1977) ne sont que des aménagements bureaucratiques et administratifs. Même si on nous dit que nous sommes, à titre de député les interlocuteurs valables auprès du Secrétaire d'Etat en ce qui a trait à l'interprétation des besoins, je considère cette déclaration anodine compte tenu de l'expérience des dernières années. Je n'ai pas entendu parler d'un nouveau mécanisme de consultation à être établi par le Secrétaire d'Etat pour assurer cet objectif".

CONCLUSION

En guise de conclusion et avant de faire l'évaluation de la "réponse" du gouvernement fédéral à nos exigences, cinq principaux éléments ressortent de notre bilan.

1. Nous avons évolué rapidement. Nous sommes devenus un enjeu politique particulièrement important. Nous avons la responsabilité de poursuivre nos démarches à ce niveau car c'est la vie de nos communautés qui en dépend. L'ère où l'on réussissait à faire taire les minorités est révolue. Les politiciens commencent seulement à s'en rendre compte. Les solutions administratives ne suffisent plus. La volonté politique doit intervenir.

2. Tout en constatant l'évolution rapide des communautés, nous réalisons que la machine gouvernementale fédérale dort.

3. Les processus de "conscientisation" de nos communautés atteignent un point de maturité qui nous oblige à continuellement faire face aux vraies questions et à pousser le débat toujours plus loin. Il n'est plus possible de détourner de nos objectifs.

4. La vraie discussion concernant notre développement ne vient que de débou-

ter. Nous entendons faire connaître nos points de vue à un niveau politique.

5. Ce n'est pas d'hier que nous réclamons la participation. Depuis 1973, les francophones hors Québec tiennent à être des co-partenaires dans l'élaboration de leur destin. Systématiquement on le leur a refusé. Il n'est

pas surprenant de voir nos communautés poser des gestes fermes en vue de régler les problèmes une fois pour toutes.

Note: Les citations sont extraites des procès-verbaux des réunions du comité de liaison et d'action.

NOUS VOULONS NOUS MÊLER DE NOS AFFAIRES!



Les francophones hors Québec ont été souvent qualifiés de peuple indolent, soumis et tranquille. En fait, ce n'est pas complètement faux; des symptômes de l'assimilation ont déjà fait des ravages dans plusieurs de nos communautés et plusieurs francophones se sont ainsi intégrés dans la société anglophone. Mais l'histoire des francophones hors Québec repose aussi sur des luttes scolaires incessantes. A cet égard, ils ont montré un constant esprit de combativité. Toute notre histoire et notre seule existence démontrent que nous avons une colonne vertébrale!

En 1975, les forces francophones des neuf provinces, là où elles sont minoritaires, se sont regroupées au sein d'une fédération nationale, la Fédération des Francophones Hors Québec. Ce fut là un signe de vitalité indéniable. Les francophones se sont regroupés pour mieux se faire entendre. Bien que les communautés francophones hors Québec soient différentes les unes des autres, le regroupement des "9", n'est pas artificiel: les problèmes sont communs; c'est seulement l'ampleur qui change.

Nous avons prouvé qu'en travaillant

ensemble, lors de la longue période de recherche et de rédaction de "Les Héritiers de Lord Durham", il était possible de travailler activement à l'élaboration de notre destin. Nous croyons que nul autre que nous, connaissons mieux nos véritables problèmes et les solutions qui s'imposent.

C'est pourquoi nous sommes arrivés à la conclusion que nous devons être présents à toutes les étapes de l'élaboration de la politique globale de développement des communautés francophones hors Québec ainsi qu'à toutes les étapes de son implantation. Pour ce faire, nous croyons qu'une structure spéciale doit être mise sur pied: nous avons demandé la formation d'une "commission permanente" où des représentants de la communauté francophone hors Québec devraient siéger avec des représentants élus du gouvernement. Ainsi notre participation assurera notre "input" que nous considérons comme vital pour mieux desservir nos communautés. Cette participation directe enverra le gouvernement de faire de fausses manœuvres en établissant des politiques qui ne répondent pas à

nos véritables besoins, comme cela s'est fait dans le passé.

Il ne s'agit donc pas de remplacer les députés élus ni de prendre des décisions à la place du cabinet fédéral, mais plutôt de travailler avec nos élus en vue de recommander les meilleures solutions possibles au Cabinet.

Car jusqu'à maintenant, nous avons été tenus à l'écart des grandes décisions qui nous touchaient. Nos représentants élus, les députés francophones hors Québec qui sont tout au plus une douzaine, ont d'autres responsabilités que de défendre uniquement la "francophonie". D'ailleurs, ils ne s'en cachent pas. Certains d'entre eux sont même embarrassés de se dire trop favorables à la cause des francophones de peur d'un certain "backlash" des électeurs anglophones de leur circonscription. C'est pourquoi nous en sommes arrivés à la conclusion qu'il nous fallait être de la partie.

Et c'est ce que nous voulons faire comprendre aux gouvernants qui, jusqu'à maintenant, n'ont donné aucun signe réceptif à notre requête. Nous voulons nous mêler de nos affaires!

ZOOM

RÉSUMÉ DE PRESSE

La F.F.H.Q. publie régulièrement pour ses membres, un dossier de presse exhaustif. Etant donné le manque d'espace dans ce bulletin d'information, nous avons sélectionné et résumé des articles de presse suite à la parution de "Les Héritiers de lord Durham".

Réactions à la publication de "Les Héritiers de Lord Durham"

Le rapport présenté le 13 avril 1977 est très bien accueilli par les médias; il intéresse les journalistes francophones et anglophones si l'on en juge par le nombre impressionnant d'articles et d'éditoriaux qu'il a suscités dans les journaux des deux langues. Nous nous limiterons à faire un relevé des opinions émises par certains reportages, analyses ou éditoriaux.

Une analyse du **Droit** blâme les provinces d'avoir ignoré les minorités.

Une analyse de Jean-Marc Poliquin dans **Le Droit** commente que la F.F.H.Q. doit alerter l'opinion publique afin de secouer l'indolence des gouvernements mais doit cesser de rêver à des plans d'action qui ne pourront pas devenir des instruments de négociations, car la politique se nourrit de négociations.

Montreal Star, Keith Spicer commente dans un rapport sur les Héritiers: "Let's not be hypocritical — we're not in a position to throw stones". La justice doit être la raison du traitement des minorités.

A **CTV Weekend News**, un commentateur: "I wouldn't feel welcome here if I was a francophone, if I heard the hotline shows (...). I'd react too..."

Pierre Tremblay dans un éditorial du **Droit** déplore le silence du gouverne-

ment fédéral: "Il est désolant d'entendre chez eux seuls (Claude Morin et Claude Wagner) les propos qui devraient venir de ceux qui ont un jour proposé de rétablir une société juste."

Aux propos de Roméo LeBlanc qui dit que "nous sommes une nation de minorités", Paul Emile Richard de **L'Évangéline** lui reproche de refuser "d'étudier sérieusement" le rapport Les Héritiers de Lord Durham.

Si on en croit un article du **Montreal Star**, la politisation de la pacifique, "peaceful", communauté francophone du Manitoba "follows last week's visit by Quebec intergovernmental affairs minister Claude Morin".

Un éditorial de Pierre Tremblay dans **Le Droit** considère qu'il faudra se souvenir que c'est le Québec qui a brisé le silence après la sortie du rapport "Les Héritiers de Lord Durham". Le Québec a promis son respect et son soutien "à la condition qu'ils (les francophones) se tiennent debout et ne cèdent pas aux tentations de concubinage avec l'un ou l'autre".

L'Évangéline parle de la charte des minorités officielles telle que suggérée par Claude Wagner comme d'un "élément de solution". Et l'idée d'une politique de péréquation culturelle en "distribuant des fonds aux francophones hors Québec selon les risques d'assimilation" — "une excellente suggestion".

Guy Lacombe du **Droit** voit que toute la "conjoncture actuelle favorise une action efficace".

Le Soleil (C.-B.). Marc Béliveau analyse la situation et conclut que le "gouvernement canadien aurait tout intérêt à donner des responsabilités aux gens qui peuvent les assumer et les francophones hors Québec sont en mesure présentement de jouer un rôle très important dans la politique canadienne actuelle. Les Héritiers ont acquis cette dignité".

Le Droit, Pierre Tremblay pense que la F.F.H.Q. a devant elle des "interlocuteurs qui pourront difficilement résister à la tentation de les 'recruter' pour les utiliser comme des outils poli-

tiques. Et si cela arrivait ce serait une "basse attitude devant ce qui n'est au fond qu'une urgence de dignité et d'égalité".

Un editorialiste du **Droit** observe que le rapport Ravault arrive à la même conclusion que "Les Héritiers de Lord Durham".

Une analyse dans **le Droit** conclut que les "cris" des "Héritiers" ne peuvent être ignorés.

Pierre Tremblay du **Droit**: "Si comme tant de chroniqueurs semblent le croire, la promotion du français au pays n'en vaut pas la chandelle, qu'on soit logique jusqu'au bout: qu'on encourage ouvertement les politiciens-pélerins de l'unité à ne pas amorcer chez eux le redressement radical qu'on reproche au gouvernement du Québec d'entreprendre".

Claude Ryan, **Le Devoir**. Les perspectives concrètes "invitent à conclure que l'égalité linguistique, si elle doit se réaliser, demeurera toujours relative et limitée, c'est la réalité sociologique, géographique et économique du pays qui le veut ainsi".

Au **Téléjournal** de CBFT, Keith Spicer croit que les francophones sont "les pionniers" de tout "respect des minorités au Canada". Il parle d'une "nouvelle élite, une jeune élite qui crée une renaissance parmi les francophones hors Québec". Il ajoute que la Fédération "guelle à tout casser et que c'est une excellente chose".

Dans **L'Évangéline**, les propos de Roméo LeBlanc: Les Héritiers sont un "cri d'alarme que l'on ne peut ignorer". Il s'agit d'une question de justice élémentaire à laquelle tous les niveaux de gouvernement doivent répondre.

Un editorialiste de **la Presse** est impressionné par la documentation complète de la F.F.H.Q. et ajoute que celle-ci ne "demande pas mieux que d'éclairer la lanterne de leur propre gouvernement provincial et accessoirement celle du Québec".

Le Droit, Selon Jean Roy, député libéral de Timmins, "Les Héritiers de Lord Durham" révèlent les pires situations et la F.F.H.Q. "vit dans le passé". Les francophones hors Québec tentent de faire du "chantage" en profitant "de la situation provoquée par l'élection d'un gouvernement péquiste au Québec".

L'Évangéline rapporte les propos du premier ministre Pierre Trudeau à Frédéricion qui parle de la reconnaissance de la F.F.H.Q. comme "interlocuteur officiel du fédéral".

Le Droit, L'editorialiste parle d'une "voix unique" de la F.F.H.Q., "mandatée et contrôlée par ses membres, (qui) intervient et a acquis une stature de représentation valable". Mais du côté du gouvernement c'est "Roberts du Secrétaire d'Etat qui parle, mais il n'est pas véritablement le véritable interlocuteur".

Michel Roy du **Devoir**, dans un article intitulé "L'année des minorités francophones", parle de l'illusion de la recherche de "l'égalité totale et complète pour toutes les communautés francophones hors Québec". Mais cette "illusion ne saurait être imputée toutefois à la F.F.H.Q.: elle a simplement exprimé le rêve des hommes politiques fédéraux".

Article de Lise Bissonnette du **Devoir**: "Comment les minorités ont-elles obtenu la 'participation' réclamée? C'est l'opposition active de certains députés dits du 'caucus des minorités'".

ainsi que du ministre d'Etat aux Relations fédérales-provinciales, M. Marc Lalonde, qui a empêché les francophones hors Québec, malgré un rapport favorable, d'obtenir une participation directe aux décisions gouvernementales qui les concernent, comme ils l'ont réclamée durant toute l'année dernière. "Les adversaires farouches", de dire la journaliste, sont notamment les députés acadiens.

Pierre Tremblay dans un éditorial du **Droit**, demande au premier ministre Pierre Trudeau d'intervenir pour régler la question de participation des francophones dans le conflit entre la F.F.H.Q. et le Secrétaire d'Etat. "Devant tant de maladresse, devant une telle manipulation d'un objectif noble à des fins purement de pouvoir personnel et d'empire, il faut que l'ordre soit remis au plus tôt". Il fait référence à la "stupide querelle intestine du caucus libéral qui a fait avorter le projet" de participation des communautés francophones, se référant à l'article de Lise Bissonnette.



Ce bulletin d'information a été inséré dans les journaux suivants: le **Journal de la Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador**; **La Voix acadienne** de l'île-du-Prince-Édouard; **Le Courrier de la Nouvelle-Écosse**; **Le Voilier**, **Le Madawaska**, **L'Évangéline**, **L'Avion** du Nouveau-Brunswick; **Le Rempart**, **Le Nord**, **Le Voyageur**, **Le Carillon**, **Le Toronto Express**, **Le Goût de vivre**, **Bonjour chez nous**, **La Tribune**, **Journal de Cornwall** et **Franco Tem** de l'Ontario; **La Liberté** et **Le P'tit Courrier** du Manitoba; **Le Journal de l'Association culturelle franco-canadienne** de la Saskatchewan; **Le Franco-albertain** de l'Alberta et **Le Soleil** de Colombie de la Colombie-Britannique.

Nous invitons tous les lecteurs à nous envoyer leurs commentaires ou à nous poser des questions. Notre adresse est la suivante:

Fédération des francophones hors Québec
1, rue Nicholas, pièce 1404
Ottawa (Ontario)
K1N 7B6
Tél.: (613) 563-0311

Suivez-nous!

Plus de 150,000
lecteurs suivent chaque
jour, le plus grand
quotidien francophone
hors-Québec.

Pour vous abonner, écrivez-nous.
Par la poste: 3 mois \$15.00
6 mois \$30.00
1 an \$60.00

LE DROIT

375, rue Rideau,
C.P. 8860
Ottawa, Ontario,
K1G 3J9